

**1 MILLIARD D'HUITRES POUR PROTÉGER NEW YORK DES EAUX**

PLANÈTE - LIRE PAGE 12



**Oldenburg, sculpteur « trash » et génial**

CULTURE & STYLES - LIRE PAGE 18



**PILULE : SOPHIE, 21 ANS, SAUVÉE PAR UN ARTICLE DU « MONDE »**

SOCIÉTÉ - LIRE PAGE 14

Dimanche 30 - Lundi 31 décembre 2012 - Mardi 1<sup>er</sup> janvier 2013 - 69<sup>e</sup> année - N° 21134 - 1,80 € - France métropolitaine - www.lemonde.fr -

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

## À NOS LECTEURS & DIFFUSEURS

L'année 2012 aura été émaillée pour tous les titres de presse par de multiples incidents de distribution qui ont rendu trop souvent aléatoire la mise à disposition de votre journal. Depuis plusieurs semaines, la conjoncture économique est venue par ailleurs compliquer un peu plus notre équation, avec un net recul du marché publicitaire.

Dans ce contexte difficile, nous avons fait le choix de porter le prix de vente du journal à 1,80 euro à partir d'aujourd'hui, tandis que notre tarif abonnés et le prix de notre édition du week-end resteront inchangés. Nous sommes conscients que cette hausse intervient au mauvais moment pour beaucoup de nos lecteurs. Mais elle répond à une double préoccupation essentielle pour tous. Alors que, cette année, plus de 1000 points de vente ont fermé, il est vital de tout faire pour augmenter la rémunération des vendeurs de journaux. Sans kiosques, sans maisons de la presse, c'est tout un pan de notre lectorat que nous ne pourrions atteindre. Il nous faut collectivement tout faire pour l'éviter, et, dans cette perspective, notre augmentation de prix contribuera directement à améliorer la rémunération de nos diffuseurs.

Enfin, il nous faut consolider nos ressources et nos capacités d'investissement de manière à garantir l'excellence éditoriale offerte par les 375 journalistes des rédactions du Monde et du Monde.fr. C'est grâce à leurs talents, leur expertise et l'acuité de leur regard que Le Monde continuera à répondre à votre légitime exigence et restera le journal de référence que vous lisez sur tous nos supports, papier et digitaux.

Merci de votre confiance et de votre fidélité.

**LOUIS DREYFUS**  
PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE

# 13 TOURNANTS MONDIAUX QUI VONT MARQUER 2013

■ Croissance en Afrique, basculement en Asie, révolution énergétique aux Etats-Unis, génome pour tous : notre sélection des signes annonciateurs d'une nouvelle époque

NUMÉRO SPÉCIAL - PAGES 2 À 7

## Afghanistan : l'impossible cocorico

Faute de jouer dans la cour des grands sur le terrain militaire en Afghanistan, la France rêvait sans doute d'exister sur la scène diplomatique en devenant un acteur de la paix afghane après le retrait des troupes de l'OTAN fin 2014.

Depuis la fin 2011, sous couvert de rencontres interafghanes discrètes à Chantilly, la France a jeté les bases d'une véritable négociation de paix entre l'insurrection talibane et les forces politiques de ce pays. L'habileté a

ment taliban a brutalement changé la donne. Elle a rappelé que l'Afghanistan n'est pas seulement un pays en proie à la violence depuis trente ans et sur le point de sortir de plus de dix ans d'occupation militaire occidentale. Ce pays est aussi l'instrument d'une vive concurrence diplomatique entre les principales puissances mondiales et régionales.

Car il a suffi que les protagonistes afghans invités en France ouvrent un dialogue direct avec les talibans pour que la planète diplomatique s'insurge. L'ONU veut lancer une initiative très similaire à celle de la France au Turkménistan. Le Pakistan a indiqué, juste avant la réunion de Chantilly, que la paix en Afghanistan devait se faire sur le sol afghan et qu'il entendait y apporter tout son concours.

Kaboul, qui met en avant la défense de sa souveraineté, a affirmé, le 25 décembre, que l'avenir du pays se décidait en Afghanistan et non à Paris ou à Achkhabad. Dans le même temps, les autorités afghanes autorisaient pourtant la future ouverture d'un bureau de représentation officielle taliban au Qatar. Cet émirat, en quête de stature internationale, a déjà conduit des missions de média-

tion dans les conflits soudanais, libanais et yéménite.

La fin de non-recevoir opposée par Kaboul au processus de Chantilly est révélatrice de la tactique du président Karzaï. Il craint les processus multilatéraux qui lui font perdre le rôle central qu'il entend conserver en privilégiant les relations bilatérales. Car M. Karzaï connaît, mieux que quiconque, la légitimité d'un dialogue mené dans un pays tiers, puisqu'il tient son pouvoir de la conférence de Bonn, en décembre 2001.

La France devait-elle ajouter à la confusion en montant le processus de Chantilly ? Sa diplomatie avance que, pour la première fois, grâce à elle, tous les acteurs afghans se parlent entre eux et qu'il ne s'agit pas simplement d'un face-à-face entre le clan Karzaï et les talibans. Mais qu'en restera-t-il ?

Paris n'a pas les moyens d'imposer sa méthode. On peut le regretter. L'Histoire retiendra peut-être que la France a tenté d'imposer sa marque sur un avenir meilleur en Afghanistan. Mais gageons que la population de ce pays, l'un des plus pauvres de la planète, n'a cure d'être un simple enjeu de visibilité internationale. ■

LIRE NOS INFORMATIONS PAGE 8

## AUJOURD'HUI

### Les nouveaux hommes forts du Front national

L'analyse de l'organigramme du parti de Marine Le Pen fait émerger trois pôles de pouvoir. L'homme qui monte, Nicolas Bay, est soupçonné de « racisme »... en interne.

POLITIQUE - PAGE 13

### Balade gastronomique dans le Dauphiné

Mourir pour un saint-marcellin, se damner pour une raviolle... A Grenoble, une nouvelle génération de passionnés fait vibrer le terroir : fromages, vins, plats, et même whisky.

CULTURE & STYLES - PAGE 19

## TÉLÉVISIONS

La télé se fait communautaire

Recette pour fidéliser le public : réseaux sociaux et clins d'œil aux communautés. SUPPLÉMENT

## ÉDITORIAL

consisté à ne pas inquiéter les poids lourds diplomatiques qui pèsent réellement sur l'avenir de l'Afghanistan.

L'absence de publicité et le profil bas adopté par le gouvernement français, qui s'abrite derrière une fondation pour organiser en sous-main ces rencontres, ont permis de tenir à distance le Pakistan, les Etats-Unis et l'Inde. La présidence afghane a été conviée à ce dialogue sans que l'on sache si elle croyait à l'avenir de cette initiative ou si elle trouvait là un moyen de la contrôler.

La venue, à Chantilly, les 20 et 21 décembre, de deux représentants de la direction du mouve-

**EN PAGE CENTRALE, LES MAGASINS U DONNENT UNE NOUVELLE DIMENSION AU COMMERCE.**



les nouveaux commerçants



# TREIZE BASCULEMENTS DU MONDE POUR 2013

Big-bang énergétique, émergence de l'Afrique, révolution du génome... « Le Monde » décrypte quelques-uns des signes annonciateurs d'une nouvelle époque

**A** première vue, l'information est insignifiante : en juillet, Frank Ocean, jeune rappeur star de La Nouvelle-Orléans, a révélé son homosexualité sur Internet. Mais, alors que l'on pouvait s'attendre à une volée de réactions hostiles de la part d'un milieu réputé homophobe, ce fut tout le contraire. Presque unanimement, ses confrères, ses fans, la twittosphère du rap américain, lui apportèrent leur soutien.

C'est à ces signaux faibles, des événements en apparence minimes mais inattendus et surtout concordants, que l'on peut reconnaître les changements historiques à venir. Dans ce cas précis, la banalisation, en Occident, de l'homosexualité, doublée d'un mouvement de libéralisation des mœurs aux Etats-Unis.

Or, les temps sont aux basculements. Le National Intelligence Council, petit cousin de la CIA chargé de la prospective, assure dans son rapport paru en décembre que nous vivons une période de transition, comme l'humanité en a rarement connu. A la veille du passage vers la nouvelle année, *Le Monde* a essayé de capter quelques signes avant-coureurs de ces métamorphoses globales. Nous proposons à nos lecteurs une liste de treize changements majeurs, treize tournants pour 2013, que tous les citoyens de la planète, sont en train d'éprouver.

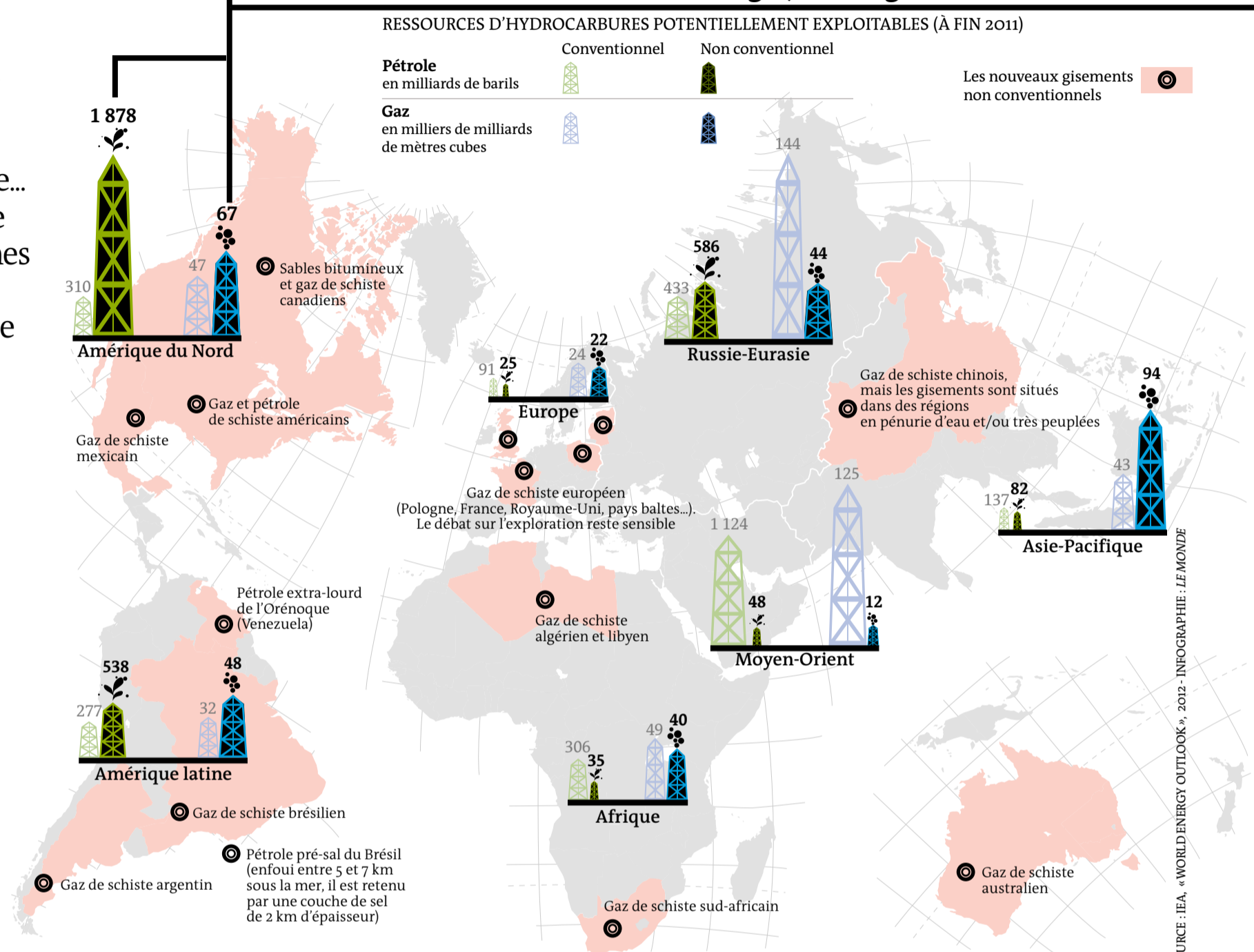
Parmi ces bouleversements, quelques événements se détachent. D'abord une transition énergétique imprévue : en Amérique du Nord, la possibilité d'exploiter d'immenses réserves de gaz et de pétrole enfermées dans la roche change radicalement la donne géopolitique mondiale. Autre virage majeur, la fin de la malédiction africaine. Le continent des clichés - guerres, famines, dictatures - est devenu l'une des zones les plus dynamiques au monde du point de vue de la croissance.

Enfin, les avancées de la biotechnologie couplées aux capacités de calcul vertigineuses des ordinateurs actuels pourraient changer la médecine en profondeur. Le séquençage intégral du gène de chaque être humain est désormais à la portée de tous. Ce qui présage du meilleur (des soins sur mesure) comme du pire (l'eugénisme).

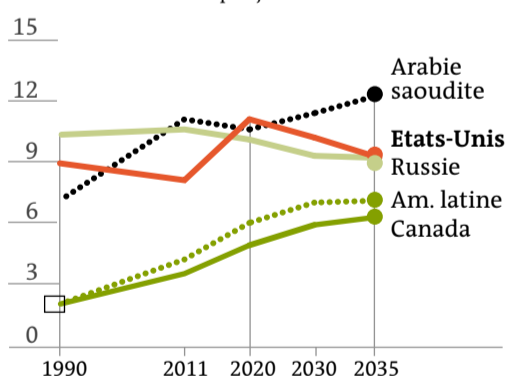
Bourgeoise chinoise, *soft power* coréen, mariage gay, économie, sexualité, loisirs, culture, environnement... Les virages que nous avons sélectionnés ne sont pas exhaustifs. Tous n'auront pas les mêmes conséquences. Tous n'en sont pas au même point de bascule. Mais tous, sans exception, sont à l'œuvre pour longtemps. ■

ÉRIC BÉZIAT

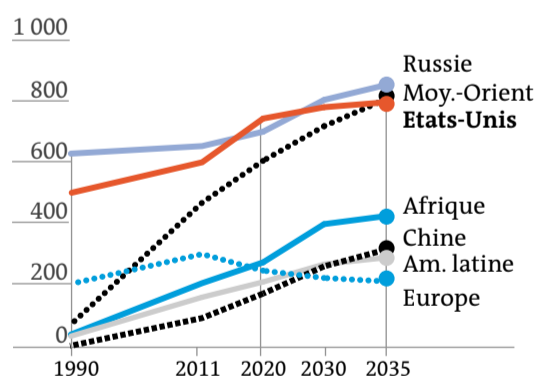
## Le nouveau scénario de l'énergie, avantage à l'Ouest



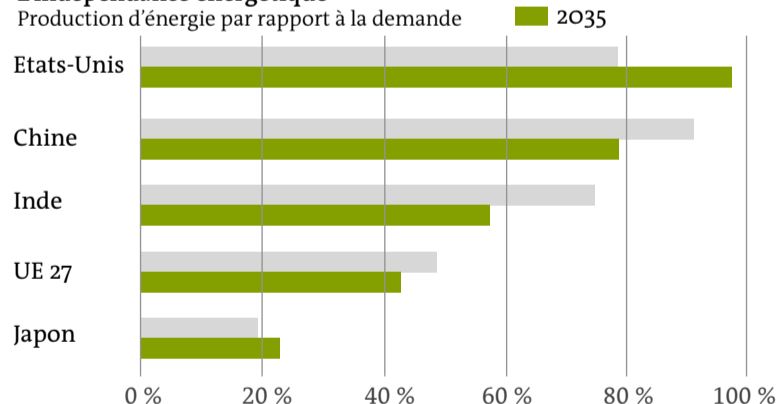
La production de pétrole en milliards de barils par jour



La production de gaz en milliards de m<sup>3</sup>



L'indépendance énergétique



# 1

## L'Amérique n'aura bientôt plus besoin du pétrole saoudien

**Géostratégie** Le potentiel des énergies non conventionnelles modifie les équilibres mondiaux

**L**e 14 février 1945, sur le *Quincy*, un croiseur de l'US Navy mouillant dans les eaux proches-orientales, le président Roosevelt et le roi Ibn Saoud scellent un pacte longtemps resté secret. En échange de la protection diplomatique et militaire des Etats-Unis, le souverain saoudien ouvre ses puits de pétrole aux compagnies étrangères et garantit pour soixante ans l'approvisionnement en noir de l'Amérique à un prix stable et modéré. Renouvelée en 2005 par George Bush lors d'une entrevue au Texas avec le prince héritier Abdallah, cette alliance structure depuis presque soixante-dix ans la géopolitique mondiale. Elle pourrait pourtant arriver à son terme.

Tout est dans le rapport annuel *World Energy Outlook* de l'Agence

internationale de l'énergie (AIE), publié en novembre. On peut y découvrir une carte énergétique mondiale chamboulée par le potentiel des hydrocarbures dits non conventionnelles : gaz et huile de schiste, pétrole bitumineux ou extra-lourd. Le document montre que, désormais, les plus vastes réserves mondiales de pétrole techniquement exploitables ne sont plus au Proche-Orient (1 200 milliards de barils), mais en Amérique du Nord (près de 2 200 milliards de barils, dont 1 900 milliards en non conventionnel).

Le tournant est déjà à l'œuvre aux Etats-Unis. Du Dakota du Nord au Texas, de la Californie à la Pennsylvanie, le pays se couvre de forages. D'après le département de l'énergie américain, au premier semestre de

2012, les Etats-Unis ont assuré 83 % de leurs besoins en pétrole, soit une hausse de 8 points en quatre ans. Leurs importations ont chuté de 11 % sur l'année. Surtout, en quatre ans, la progression des ressources internes a été exceptionnelle (+ 25 %).

### Redéploiement stratégique

A ce rythme, l'impensable va se produire, prédit l'AIE : entre 2017 et 2020, les Etats-Unis deviendront le premier producteur mondial de pétrole, dépassant l'Arabie saoudite. Pour le gaz, ce sera plus rapide : ils devanceront la Russie dès 2015. Au-delà, les courbes prévisionnelles montrent que les acteurs historiques retrouveront leur leadership. Mais le symbole est là et, surtout, les experts de l'AIE estiment qu'en

2030, les Etats-Unis seront quasiment autosuffisants en énergie.

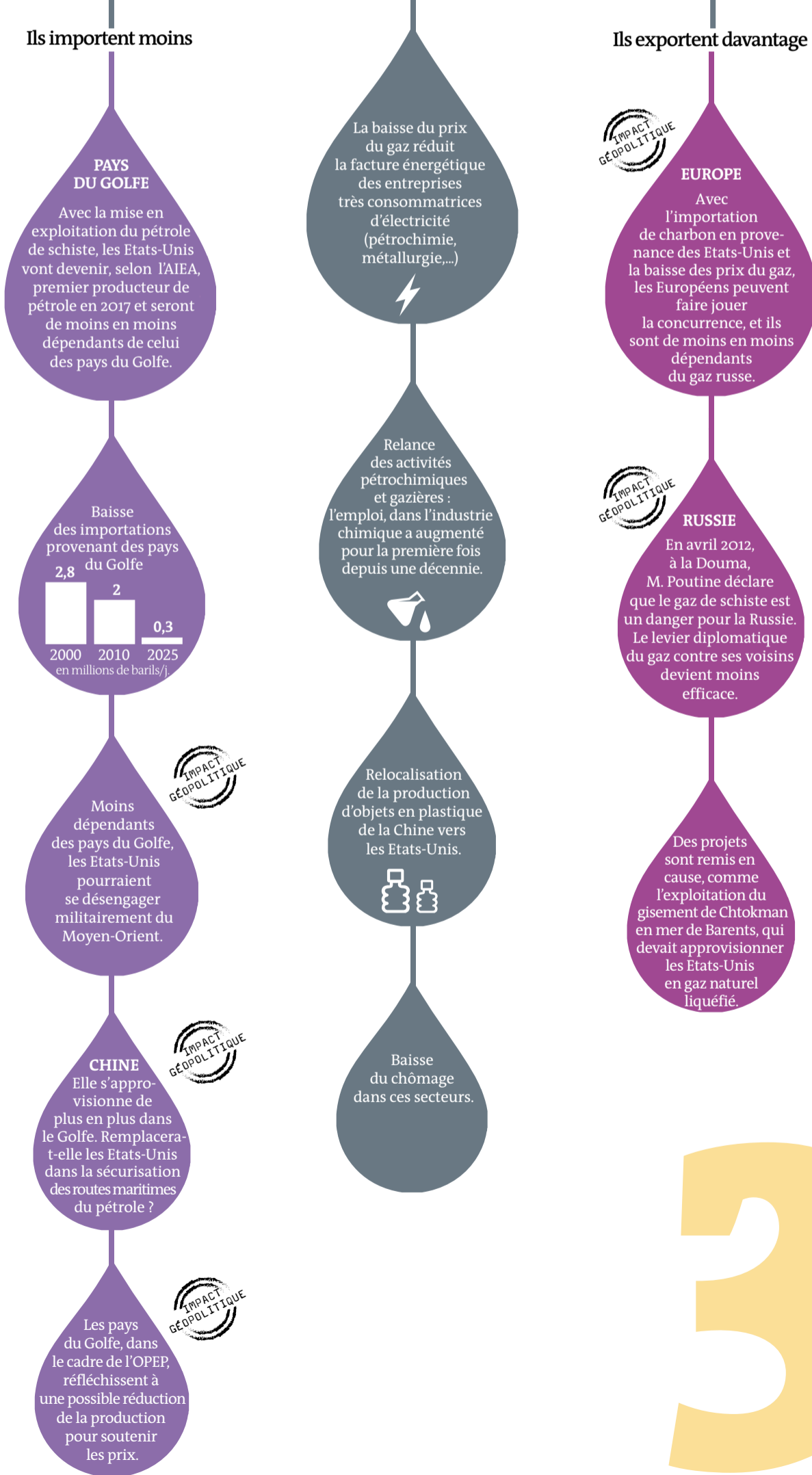
Ce big bang porte en lui un redéploiement stratégique mondial. L'un des investisseurs américains les plus influents du secteur, T. Boone Pickens, gestionnaire du hedge fund BP Capital Management, en a conclu qu'il était « absurde de voir la cinquième flotte américaine bloquée [dans le golfe Persique] pour protéger un pétrole qui ne finira bientôt plus qu'en Chine et en Europe ».

De fait, Pékin redouble d'efforts pour sécuriser sa route maritime vers la péninsule arabique : investissements dans des ports sri-lankais, pakistanais, aux Maldives, aux Seychelles. Autrement dit, dans un océan Indien de plus en plus chinois. ■

## L'impact géopolitique de l'exploitation du gaz et du pétrole de schiste aux Etats-Unis



Le gaz, moins coûteux, remplace le charbon dans les usines américaines. Le surplus de charbon est par conséquent exporté :  
en 2006, 10 millions de tonnes  
en 2012, 100 millions de tonnes



## Le génome humain à 1 000 dollars

Science En divisant ses coûts par 3 millions en dix ans, la génomique va bouleverser la santé publique



Le 26 juin 2000, Bill Clinton et Tony Blair annoncèrent conjointement, à la Maison Blanche, que le consortium international public de séquençage Human Genome Project (HGP) et son concurrent privé lancé par Craig Venter, Celera Genomics Corp, avaient tous deux décrypté une première version de génomes humains. Il ne s'agissait en réalité que d'ébauches, et il faudra encore des années d'efforts avant que le premier génome humain soit déclaré entièrement séquençé, en avril 2003.

Au total, HGP aura coûté, sur quinze ans, environ 2,7 milliards de dollars (2 milliards d'euros) aux contribuables américains. Se pourrait-il que, dix ans plus tard, le séquençage des 3 milliards de paires de bases qui constituent notre patrimoine héréditaire ne coûte plus que 1 000 dollars (3 millions de fois moins cher) et s'effectue en quelques heures seulement ?

En 2012, cette barrière symbolique a de fortes chances d'être franchie. La courbe qui décrit l'évolution du prix du génome plonge bien plus vite que celle qui suit la loi de Moore, laquelle prédit le doublement tous les dix-huit mois de la puissance de calcul informatique.

En 2012, des technologies innovantes ont été annoncées, qui donneront leur plein potentiel en 2013. Les deux grands du secteur, Life Technologies et Illumina, ont mis sur le marché des séquenceurs de nouvelle génération.

Le premier, en s'appuyant sur une puce semi-conductrice, prétend fournir un génome entier en trois heures seulement. Baptisé Ion Proton, son système fait en outre la taille d'une grosse imprimante et ne coûte que 100 000 dollars. Illumina a de son côté fait passer de dix jours à vingt-sept heures la production d'une séquence complète avec son dernier produit.

Les généticiens espèrent aussi beaucoup d'un troisième acteur, plus modeste, mais qui, début 2012, a annoncé l'arrivée d'un appareil révolutionnaire : Oxford Nanopore promet de lire un génome entier en quinze minutes seulement, pour quelques milliers de dollars. Mais les premières livraisons se font encore attendre.

« Je suis optimiste sur le fait que nous parviendrons à l'objectif des 1 000 euros, cette année ou un peu plus tard », indique Sasha Sauer, de l'Institut Max-Planck de génétique moléculaire de Berlin, impliqué dans l'Infrastructure européenne de séquençage et de génotypage (ESGI), un consortium international dont le but est précisément d'atteindre au plus vite le

génome à 1 000 euros. Les nouvelles machines, elles aussi moins onéreuses, vont « démocratiser » les recherches dans ce domaine, estime-t-il.

Pour Laurent Alexandre, atteindre les 1 000 euros ou 1 000 dollars n'est plus l'enjeu central. Président de DNA Vision, une société qui commercialise le séquençage à façon, et contributeur au cahier « Science & techno » du Monde, M. Alexandre estime que « le goulot d'étranglement ne sera pas le séquençage, le calcul ou le stockage de ce flot de données, mais leur interprétation ».

Car, au-delà des cas les plus simples des mutations qui commandent directement une anomalie (maladie monogénique), l'accès au génome entier révèle en chacun de nous des milliers de variants pathogènes qui augmentent les risques de développer une maladie particulière, dans des proportions très variables – et aussi en fonction de l'environnement.

Armé de son génome, tout malade en puissance pourrait donc réclamer des examens à n'en plus finir. Ce spectre du « Docteur Knock 2.0 » aurait de quoi mettre à genoux l'assurance-maladie. Pour Laurent Alexandre, il est urgent de mettre en place une vraie politique de santé publique sur ces questions émergentes.

### Vers un « géno-Meetic » ?

Un cas concret ? Le premier ministre britannique David Cameron vient de lancer l'initiative « 100 000 Genomes », qui cible des patients atteints de cancers ou de maladies rares. Le projet est budgété à 1 600 euros le génome. On découvrira chez nombre de ces personnes des gènes pathogènes récessifs – donnant un risque sur quatre de transmettre une maladie grave à leur enfant si leur conjoint est dans le même cas. Ne devrait-on pas alors séquençer le génome dudit conjoint, pour prévenir ce risque ?

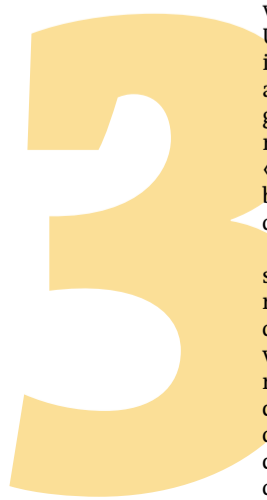
« Cela ouvre la voie à une sorte de géno-Meetic », extrapole Laurent Alexandre : on peut fort bien imaginer que, à l'avenir, les couples prendront en compte la complémentarité de leurs génomes pour s'apparier. Le génome du fœtus sera lui aussi rapidement accessible via le sang maternel.

De la maladie incurable à la couleur des yeux ou à l'intelligence (à supposer qu'elle soit génétiquement prédictible), la pente pourrait être insensible : la génomique personnelle va ainsi contraindre les comités de bioéthique à se pencher sur de nouvelles formes potentielles d'eugénisme. ■

HERVÉ MORIN

## « La culture sur des rondelles, c'est fini »

Loisirs Comment j'ai basculé dans le téléchargement, et pourquoi je ne reviendrai pas en arrière. Témoignage



LE TÉLÉCHARGEMENT, ça m'a pris au printemps 2006, quand j'ai reçu mon premier ordinateur portable. J'avais 17 ans et j'ai commencé à surfer sur une déferlante de vidéos YouTube et à écouter de la musique en ligne sur MySpace. Mon premier film téléchargé sur DVDrip, c'était *V pour vendetta*. La quasi-totalité de ma consommation culturelle a alors quitté les rondelles des CD et des DVD pour passer par ce « laptop » blanc et les disques durs que l'on s'échangeait entre amis.

Sur Limewire, j'ai trouvé mes premières séries, « Soprano », « Dexter », « Jericho ». A force de clics, je dénichais chaque épisode, caché entre un fichier frauduleux prenant deux jours à se télécharger à 9 kb/s et une énième aventure de Rocco et ses copines. Puis est venu le duo de choc Megaupload-Megavideo. Un ami s'était payé un compte illimité, dont il nous a tous fait profiter. C'était l'âge d'or, aucune conscience, aucun remords. Je téléchargeais sans compter mais, faute de place sur mon disque dur de 60 Go, les intégrales « Dr House » ou « The Wire » finissaient à la corbeille. Dans le vocabulaire de l'époque, j'étais devenu un pirate.

Aujourd'hui, j'ai de la mémoire à ne plus savoir qu'en faire, mais la majorité finit quand même à la poubelle. Blockbusters et navets du dimanche sont visionnés une fois et puis s'en vont. Je ne garde que ce que j'apprécie réellement. Dans ma poche ou dans mon sac, tout ce que j'ai se compte en gigas. Je suis conscient que cette nouvelle manière de consommer la culture n'est pas encore donnée à tout le monde. Ma génération télécharge parce qu'elle

connait les bons films et se les échange. Trouver son bonheur au milieu de ces faux sites avides de clics demande un brin de débrouillardise. Le streaming et le téléchargement sont truffés de traquenards : des dizaines de mauvais liens, des fenêtres pop-up, des anti-virus véreux et autres demandes de plug-ins inexistants. Dégotter un épisode de « Bored to Death » de qualité convenable sans sous-titres chinois relève parfois de l'exploit.

Je ne dépense donc plus un sou pour la culture de masse : la soupe populaire se débrouillera toute seule. Pour moi, le téléchargement ne tue pas l'artiste, il le bonifie. Si le vin est bon, les gens paieront. Je paie pour des livres, certains journaux, les musées, les concerts, les festivals. Mais pas pour cette création commerciale qui rapporte de toute façon cinq fois sa mise de fonds : *baby stars*, chanteurs *autotunés* et *clash* de robots super-héros en tous genres. Ils n'ont pas besoin de mes 12 euros. On ne m'impose plus de grilles télé, je me fais mon propre programme, sans pubs. J'écoute, je visionne en masse mais c'est à moi, dans mon errance 2.0, d'affûter mes goûts, de suggestions en découvertes. Procrastination du sommeil oblige, je chine les yeux bouffis de pixels jusque tard dans la nuit pour définir mes propres standards. Malgré toutes les bonnes surprises que je sauvegarde, enseveli sous cette mer de bit-torrents aux adresses improbables, j'entrevois quand même la réalité. Je sais qu'aller au cinéma avec une fille est plus sympa que de passer la nuit avec mon câble HDMI. ■

DIMITRI PROCOFIEFF

# La Chine, hypermarché du monde

**Economie** Une nouvelle classe moyenne de 475 millions de Chinois est en train de transformer l'« atelier de la planète » en temple de la consommation

**Pékin**  
Correspondant

C'est une révolution copernicienne : les Chinois sont devenus des consommateurs voraces, assidus, exigeants, et largement portés sur les achats en ligne. En quelques années à peine, la Chine est devenue le premier marché pour l'automobile, les téléphones portables, les ordinateurs, ou encore... les ventes aux enchères dans le domaine des beaux-arts.

Les Chinois sont cette année les premiers acheteurs au monde de produits de luxe, soit 27 % du total, selon McKinsey – en incluant les articles achetés lors d'un déplacement à l'étranger. La Chine reste l'atelier du monde, mais ce que produisent les Chinois leur est de plus en plus destiné : Apple, qui fait fabriquer iPhone et iPad dans ce pays, y écoule désormais 15 % de ses

**La classe moyenne chinoise peut être estimée à 475 millions de personnes, en grande partie urbaines**

produits, soit l'équivalent de 23,8 milliards de dollars (18 milliards d'euros). La Chine devrait supplanter les Etats-Unis pour les ventes de détail dès 2014 et devenir cette année-là le premier importateur mondial.

Pourtant, la consommation privée représente moins de 40 % du produit intérieur brut (PIB), contre 70 % dans les pays développés, et a même perdu du terrain ces dernières années, du fait des sommes colossales investies dans les infrastructures. Par ailleurs, la part des revenus demeure « relativement basse en Chine rapportée au PIB : 57 %, contre 63 % en Russie », notent les analystes Xiujun Lillian et Jonathan Woetzel de McKinsey dans un rapport sur

l'avenir de l'économie chinoise. Mais c'est justement là un atout. Les analystes du cabinet Deloitte expliquent dans une étude récente que « la restructuration au détriment des exportations va entraîner une hausse rapide des dépenses de consommation ».

« On dit souvent que la consommation est en retard en Chine, mais le fait est qu'elle est déjà robuste : dès qu'il y a des produits, il y a des consommateurs. L'offre a même du mal à satisfaire la demande dans beaucoup de domaines, comme le transport, le tourisme, l'alimentation, la restauration », renchérit Zhong Dajun, directeur du Centre d'observation économique Dajun.

Le fameux rééquilibrage de l'économie est donc en cours : l'heure est aux politiques dites proconsommation, et la nouvelle direction du Parti communiste chinois a annoncé qu'elle souhaitait pousser encore les salaires à la hausse. Les efforts du gouvernement pour relever les revenus dans les campagnes devraient aussi contribuer à faire monter la fièvre acheteuse dans les années à venir.

La consultante américaine Helen Wang, qui a sorti fin 2012 une réédition de son ouvrage de 2010 *Le Rêve chinois : la montée de la plus vaste classe moyenne du monde et ce que cela signifie pour vous*, calcule sur son blog que la classe moyenne chinoise peut être estimée à 475 millions de personnes, classe en grande partie urbaine. Leur pouvoir d'achat est équivalent à celui de la classe moyenne des pays développés. Le critère de base, selon elle, c'est que ces foyers peuvent désormais affecter le tiers de leurs revenus à des dépenses discrétionnaires.

De fait, les signaux sont au vert : basculement de l'urbanisation – qui a dépassé, en 2012, 50 % de la population chinoise –, part croissante des services dans la consommation, favorisée par les capacités accrues de mobilité (automobile, TGV) et de connexion (plus de 500 millions d'inter-

nautes), amélioration attendue de la sécurité sociale... Tous ces facteurs vont faire qu'il y aura en Chine « beaucoup, beaucoup plus de gens qui vont acheter de plus en plus de choses. Les sociétés qui vendent des produits de consommation sont face à une opportunité énorme, historique et sans précédent », s'enthousiasment les experts de McKinsey.

Le consommateur chinois attache de l'importance à l'image de marque des produits, tout en recherchant le meilleur prix, notamment sur Internet. Les achats en ligne ont explosé en Chine : on compte sur la Toile 190 millions d'acheteurs, soit la première population au monde. Jack Ma, le patron d'Alibaba et de sa filiale Taobao, première plate-forme chinoise d'e-commerce, prévoit pour celle-ci 1 000 milliards de yuans de chiffre d'affaires (120 milliards d'euros) en 2012.

Le 12 décembre, au moment de recevoir le prix de la personnalité économique de l'année, lors d'une cérémonie organisée par la télévision centrale CCTV, M. Ma a parié 100 millions de yuans avec l'autre vainqueur ex aequo Wang Jianlin, patron du groupe de distribution Wanda, que le commerce en ligne atteindrait 50 % des ventes de détail en Chine dans dix ans. De quoi donner le tournis. ■

**BRICE PEDROLETTI**

## Certains cadres ont des salaires « français »

**La hausse des salaires des ouvriers en Chine atteindra en moyenne 9,1% en 2012 (contre 9,4% en 2011), selon un sondage du cabinet de conseil en ressources humaines Aon Hewitt. Malgré ce ralentissement, la hausse reste sensible pour les employeurs, et les disparités salariales sont fortes.**

**Le patron d'un fabricant français de composants basé à Shanghai note que ses chefs de département chinois sont désormais aussi bien payés qu'en France. Ce qui est loin d'être le cas de ses managers et de ses ouvriers. Ces derniers touchent 3 000 yuans par mois, soit 360 euros.**



## L'irrésistible essor des étudiants émergents

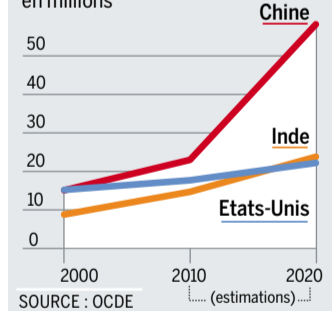
**Education** Les diplômés des pays occidentaux sont devenus minoritaires

En 2013, l'Asie devrait clairement distancer l'Occident en tant qu'« usine à étudiants ». Les nouvelles puissances économiques du G20 non membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) – la Chine, l'Inde, l'Indonésie en premier lieu, puis l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite, l'Argentine, le Brésil, la Corée du Sud et la Russie – devraient former 78 millions d'étudiants, contre 71 millions pour les vieux lions d'Occident (appartenant au G20 et à l'OCDE) : Allemagne, Australie, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Mexique, Royaume-Uni, Turquie.

La bascule a eu lieu en 2011, indiquait en mai l'OCDE. En 2020, 40 % des 204 millions d'étudiants des pays de l'OCDE et du G20 viendront de deux pays : Chine et Inde. Les Etats-Unis et l'Union européenne ne pèseront plus que pour un quart du total. Dans un contexte où le nombre d'étudiants aura doublé dans le monde entre 2000 et 2020, la perte de leadership de l'Occident souligne l'essor de la Chine (et de l'Inde) en matière d'enseignement supérieur.

La progression chinoise est spectaculaire : le nombre d'étudiants, d'universités et de publications scientifiques ont, en quelques années, explosé. Selon l'OCDE, ce dernier indicateur a progressé de 16,4 % entre 1999 et 2009, contre +2,6 % au niveau mondial et +1 % pour les Etats-Unis. Autre élément, alors que les jeunes se rendent de plus en plus à l'étranger pour étudier, la part des étudiants asiatiques explose : de 36 % du total en 2009, leur part pourrait passer à 70 % en 2025. « Les pays de

### Nombre de diplômés en millions



l'OCDE sont leur première destination, notamment les Etats-Unis, relève Mathilde Mallet, responsable géographique Asie à Campus-France, l'organisme public chargé de promouvoir l'enseignement supérieur français à l'étranger. Mais l'Asie cherche à devenir une région d'accueil, ce qui serait une révolution. Le nombre d'universités chinoises (avec Hongkong et Taïwan) présentes dans le fameux classement de Shanghai a doublé entre 2003 et 2012, passant de 18 à 42 (sur 500).

### « Effort d'attractivité »

Sur cette scène universitaire mondiale toujours plus multipolaire, « le risque, pour l'Europe, est de devenir un partenaire secondaire », prévient Stéphane Vincent-Lancrin, analyste à l'OCDE. C'est la qualité qui fera la différence. « Je ne suis pas tellement inquiète pour l'Europe, assure M<sup>me</sup> Mallet. Mais elle a un effort d'attractivité et de lisibilité à faire. Je ne suis pas sûre que la qualité puisse suffire. Quoi qu'il en soit, il faudra du temps avant que nous soyons englobés par la vague asiatique ! » ■

**BERNARD FLOCH**

**Un parc à thème à Chongqing, une ville-province d'environ 30 millions d'habitants, située dans le sud-ouest de la Chine, en août.** TIM FRANCO





Un champ de maïs, dans l'Illinois, en juillet. Le centre des États-Unis a souffert cet été de la pire sécheresse que le pays ait connue depuis cinquante ans. LEIGH VOGEL/CORBIS

## Le réchauffement révolutionne l'agriculture

**Climat** Des rendements en chute, des cultures qui migrent, le grand chamboule-tout agroalimentaire a commencé

Les événements climatiques extrêmes de ces dernières années, en Russie, dans la Corée de l'Afrique ou aux États-Unis, sonnent comme des avertissements à répétition : le changement climatique est en marche et ses effets commencent à se faire sérieusement sentir sur la production agricole. La sécheresse qu'ont connue les États-Unis en 2012 – la pire depuis plus d'un demi-siècle – s'est directement répercutée sur leur production de maïs et de soja. En France, la canicule de 2003 avait provoqué des baisses de la production agricole comprises entre 20 % et 30 %.

Le phénomène – mondial – se confirmera-t-il ou s'accélérera-t-il en 2013 ? Il n'est évidemment pas possible de le prédire. Mais les tendances sont là. « *Les impacts globaux du changement climatique sur l'agriculture devraient être négatifs, menaçant la sécurité alimentaire mondiale* », alertait l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (Ifrpri) en 2009.

Après des décennies de croissance accélérée des rendements des céréales majeures, les années 1990 ont marqué un net coup de frein. Une équipe de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) a démontré, en 2010, qu'entre 30 % et 70 % de la stagnation des rendements du blé en Europe étaient attribuables au changement climatique, en particulier aux vagues de chaleur qui nuisent au bon développement du grain.

Une autre étude, parue en 2011

dans la revue *Science*, quantifie les effets de l'évolution du climat sur les rendements du blé et du maïs dans le monde : leur progression a été amputée respectivement de 5,5 % et de 3,8 % entre 1980 et 2010, en raison notamment de la multiplication des vagues de chaleur et de la modification des régimes pluviométriques. Le riz et le soja ont été relativement épargnés.

### Les cultures gagnantes du futur seraient les plus résistantes à la chaleur, comme l'orge ou le manioc

Ce ne sera pas forcément le cas dans les décennies qui viennent, d'autant que la raréfaction des ressources en eau s'ajoutera aux bouleversements climatiques. Selon l'Ifrpri, la chute des rendements de la culture irriguée de riz dans les pays en développement pourrait atteindre entre 15 % et 20 % d'ici à 2050. Les projections sont encore plus alarmantes concernant le blé irrigué, qui pourrait voir ses rendements décliner d'environ 30 % dans ces mêmes régions.

La vulnérabilité du blé dur a conduit récemment le magazine *Newsweek*, en couverture d'un de ses derniers numéros avant son passage au tout-numérique, à s'interroger sur l'avenir des pâtes, menacées de devenir un aliment de luxe d'ici quelques décennies.

Mais le changement climatique pourrait également faire des gagnants : des cultures plus résistantes à la chaleur et à la sécheresse, comme l'orge ou le manioc, ou qui verraient leur aire géographique s'étendre, comme la banane. « *La capacité des systèmes agricoles à s'adapter au changement climatique sera déterminante pour espérer nourrir 2 milliards de personnes supplémentaires en 2050* », estime le Programme de recherche sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire.

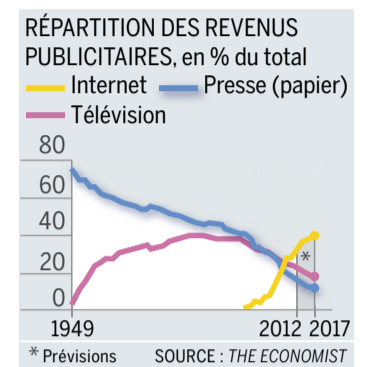
La remontée vers le Nord de la viticulture a fait déjà l'objet de nombreuses études et articles. Mais la redistribution géographique des grandes cultures ne va pas forcément de soi : la nature des sols peut varier considérablement d'une région à l'autre ; et la hausse des températures risque de provoquer une recrudescence des maladies et parasites.

« *Des études montrent qu'en Finlande il y aura à l'avenir la possibilité de pratiquer des cultures d'hiver*, note Jean-François Soussana, directeur scientifique de l'INRA et membre du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. *Mais cela restera très aléatoire, car il y aura toujours des risques de fortes gelées. Il y a dix ans, la plupart des scientifiques pensaient que le changement climatique n'aurait que des conséquences positives sur le plan agricole aux latitudes élevées. Ce qui s'est passé en Russie en 2010 montre que ce n'est pas si simple que cela.* » ■

GILLES VAN KOTE

## Le journal papier en sursis

**Médias** L'« imprimé » a vécu, supplanté par la presse numérique



Plus de 1 800 euros ! C'est à ce prix que s'est vendue, fin novembre, la toute première édition du *Financial Times Deutschland*, datée du 21 février 2000, mise aux enchères sur eBay par la rédaction du l'édition allemande du quotidien britannique. Drôle de symbole au moment où le journal disparaît des kiosques, faute d'avoir jamais réussi à gagner de l'argent.

Véritable coup de massue, la fermeture de *FTD* s'impose comme l'emblème d'une crise qui gagne toute la presse écrite occidentale. Disparition de titres, basculement au tout-numérique comme pour l'hebdomadaire américain *Newsweek*, plans sociaux à répétition dans les plus grands quotidiens d'Europe et des États-Unis... Le modèle du journal papier est en plein bouleversement.

La concurrence d'Internet et la démultiplication de l'offre d'information gratuite provoquent une désaffection des lecteurs de la presse traditionnelle. Celle-ci voit ses revenus publicitaires s'effondrer. Une question se pose : existe-t-il un modèle économique pour la presse sur le Web, à même de compenser la baisse de ses revenus ? C'est dans ce contexte que le *Washington Post* a fait savoir qu'il envisageait de renoncer au tout-gratuit sur son site en 2013, en adoptant un système désigné aux États-Unis par le terme de *paywall*.

### L'espoir du « paywall »

Ce système de « mur payant » a notamment été mis en place par le *New York Times* : les lecteurs du prestigieux quotidien de New York peuvent lire gratuitement sur son site une dizaine d'articles chaque mois. Au-delà, ils doivent s'abonner. L'exemple du NYT est scruté avec attention. Et pousse à l'optimisme : cette stratégie a permis au quotidien d'augmenter de 40 % sa diffusion sur un an. Désormais – et c'est inédit –, il tire la majorité de ses revenus de ses ventes (55 % au troisième trimestre 2012) et plus de la publicité (39 %). Trois cents journaux américains ont mis en place un tel modèle, adopté en France par *Les Echos*.

Il ne s'agit pourtant pas d'une martingale, comme le prouve le plan de départs tout juste annoncé au *New York Times*. Et les experts soulignent que ce « péage » ne peut fonctionner que pour un contenu très haut de gamme. Les plus grands quotidiens, au nom prestigieux, ont donc des raisons d'espérer. Les autres vont devoir lutter dur pour leur survie.

La presse papier est-elle en voie de disparition ? La plupart des spécialistes ne croient pas à ce scénario. Mais l'hécatombe de 2012 risque de se poursuivre et de s'amplifier en 2013. « *Les quelques journaux qui s'en sortent devront avoir un positionnement très élitiste* », souligne Bertrand Pecquerie, patron du Global Editors Network, un réseau mondial de rédacteurs en chef. Celui-ci évoque « *une presse de luxe vendue à 3 ou 4 euros l'exemplaire* ». ■

MARIE DE VERGÈS

## « Séoul la cool » menace la suprématie de Tokyo

**Culture** Portée par la folie « Gangnam Style », la mégapole sud-coréenne est la nouvelle capitale tendance

Séoul  
Envoyé spécial

Inaugurée en septembre, la nouvelle mairie de Séoul dégage une impression de puissance. En forme de vague, la massive structure de fer et de verre semble prête à engloutir l'ancien bâtiment, construit en 1926 par l'occupant japonais.

Même si les autorités séouliennes rejettent cette allégation, certains ont vu dans le nouvel ensemble le symbole d'une Corée du Sud prenant l'ascendant sur l'ancienne puissance coloniale... Une chose est certaine, là où la Corée du Sud, et plus spécifiquement sa vitrine, Séoul, donne l'im-

pression de percer à l'échelle globale au détriment de Tokyo, c'est bien dans le domaine du « cool ».

Illustration de ce succès, les 15 000 fans venus se trémousser début novembre au Trocadéro au rythme du désormais fameux *Gangnam Style* du délirant chanteur coréen Psy. Un engouement qui montre à quel point la pop sud-coréenne, la K-pop, occupe désormais une place non négligeable dans les baladeurs numériques des ados français, européens, mais aussi et surtout asiatiques.

Cette percée est le fruit d'une politique instaurée par l'ex-président Kim Dae-jung (1998-2003) après la crise asiatique de 1997.

**Psy, chanteur du « Gangnam Style », le 14 octobre au Grand Prix de Corée du Sud au circuit de Yeongam.**

WOOHAE CHO/REUTERS

« *Soucieux de trouver de nouveaux relais de croissance*, note un chercheur basé à Séoul, *il a misé sur les produits culturels.* » Cela a commencé par le cinéma. Puis vinrent les séries télévisées. L'intérêt pour les réalisations locales a grandi, donnant naissance à une véritable *Hallyu* (« vague coréenne ») dès 2003 avec le succès dans toute l'Asie, à commencer par le Japon, de la série *Sonate d'hiver* (inédite en France). Le premier ministre nippon de l'époque, Junichiro Koizumi (2001-2006), avait même noté que l'acteur principal, Bae Yong-joon, surnommé « *Yongsama* » dans l'Archipel, était plus populaire que lui.

Puis vint la K-pop, ses groupes – SHINee, Girls Generation ou encore F(x) – et ses compositions très formatées. « *En imaginant les concepts de groupes, nous pen-*

sons aux jeunes du monde entier », expliquait, en 2011, au Monde Kim Young-min, actuel PDG de SM Entertainment, société de production créée en 1995 par Lee Soo-man, chanteur populaire des années 1970 devenu entrepreneur. Dans chaque formation, il y a un ou plusieurs membres parlant des langues de pays cibles. F(x) inclut une Chinoise et une Américaine d'origine coréenne.

« *Les Coréens ont fait ce qu'ils savent faire le mieux*, ajoute le chercheur de Séoul. *Ils ont pris le concept de la J-pop [pop japonaise], l'ont copié et l'ont amélioré.* » Le tout dans des délais serrés, à moindre coût, avec une touche d'exotisme local et l'exploitation intensive et habile des réseaux sociaux et de YouTube.

Et ça marche. Si bien que cette politique soutenue financièrement par les autorités incite de plus en plus de jeunes à s'intéresser au coréen – les cours de cette langue font le plein à Paris – et les demandes de visa vacances-travail pour la péninsule sont en augmentation régulière. Séoul a attiré plus de 8 millions de visiteurs en 2012, essentiellement chinois et japonais, un niveau jamais atteint.

Pour ces nouveaux arrivants, la ville présente de nombreux attraits. « *La métropole comprend une dizaine de quartiers aux couleurs différentes et très séduisantes* », observe Kim Sun-kook, producteur de musique traditionnelle. Il y a les quartiers branchés d'I-taewon ou de Gangnam, ceux fréquentés par les étudiants comme Hong-

dae ou ceux, plus traditionnels, comme le village d'Hanok, sur les hauteurs de la ville, non loin du palais royal de Gyeongbok, récemment restauré.

Est-ce à dire que Séoul a devancé Tokyo dans le domaine du cool et du soft power ? Difficile de se montrer catégorique d'autant que le succès de la K-pop peut sembler quelque peu artificiel, même si, note M. Kim, « *son fonctionnement reflète la culture coréenne actuelle* ».

### Séoul a attiré plus de 8 millions de visiteurs en 2012, essentiellement chinois et japonais. Un niveau jamais atteint

La capitale de l'Archipel, où aucune politique de promotion culturelle n'a jamais été vraiment menée, reste incontournable dans le domaine des mangas – et son corollaire le cosplay (imitation de personnages de mangas) –, dont la popularité ne se dément pas à l'étranger. La « *Japan Expo* » organisée tous les ans près de Paris en est un exemple. Le marché du luxe continue de bien s'y porter et le quartier chic de Ginza n'est pas encore supplanté par celui d'Appujeong, son équivalent séoulien.

Sur le plan culinaire, Tokyo reste la ville la plus étoilée du monde et certainement la plus savoureuse. D'ailleurs, la grande mode parmi les jeunes Séouliens est d'aller dîner ou boire dans des *izakayas*, des brasseries japonaises qui pullulent à Séoul. Avec comme boisson préférée... le saké chaud ! ■

PHILIPPE MESMER



# L'Afrique, nouvel eldorado des investisseurs

**Croissance** Avec une population qui devrait doubler d'ici vingt ans, le milliard de consommateurs africains intéresse le reste du monde

Johannesburg  
Correspondant

À quelques rares exceptions près, l'Afrique est en chantier. Partout ou presque, sur le continent, des grues se hissent en même temps que le niveau de vie. Et si l'Afrique était, comme l'affirment un certain nombre d'experts depuis le début du troisième millénaire, la « dernière frontière » de l'économie-monde ?

Pour les organisations qui coéditent\* le rapport *Perspectives économiques en Afrique*, les 54 pays du continent comptent depuis 2012 un total de 1,04 milliard d'habitants. Un chiffre qui devrait doubler d'ici vingt ans, représentant alors 20% de la population mondiale. Cela, joint au fait que le continent enregistre des taux de croissance qui depuis une décennie avoisinent les 5% (seulement 3,4% en 2011 en raison des révolutions arabes), explique pourquoi le continent est à un tournant.

Dans ce tableau globalement positif, l'Afrique subsaharienne tire particulièrement bien son épingle du jeu. Les prévisionnistes du Fonds monétaire international lui prédisent une croissance pour 2013 supérieure à 5,5%, avec quelques champions de la croissance : la Gambie, la Zambie, le Mozambique, le Ghana, qui dépassent ou avoisinent les 8%.

## 330 millions de jeunes arriveront sur le marché du travail africain dans les quinze prochaines années

Désormais, le consommateur africain intéresse le reste de la planète. Le dernier rapport du cabinet McKinsey\*\* prédit qu'à l'échelle du continent le chiffre d'affaires du secteur de la consommation (vente en gros, au détail, banque, télécommunications et tourisme) devrait croître de 400 milliards de dollars (300 milliards d'euros) d'ici à 2020.

Selon Acha Leke, directeur chez McKinsey, où il dirige le bureau de Lagos, cette tendance devrait s'affirmer, car « les réformes aux niveaux micro et macroéconomique adoptées par les Etats les rendent à présent plus résistants aux chocs [des crises] ». Notant le fait que « l'Afrique a le second taux [au monde] de retour sur investissement », Acha Leke, le premier à avoir théorisé, avec son équipe, l'émergence des « lions africains » (puissances économiques en devenir), constate qu'un « nombre élevé de compagnies se ruent vers l'Afrique pour avoir leur part de ces opportunités ».

Une nouvelle « ruée vers l'Afrique » est donc en cours (la première était celle des puissances colonisatrices). Des compagnies venues d'Asie (Chine en tête) ou d'Amérique du Sud rejoignent les partenaires plus traditionnels, comme les Etats-Unis. La société américaine General Electric table sur une croissance à deux chiffres de son chiffre d'affaires sur le continent dans la décennie à venir et muscle son dispositif africain.



Dans les coulisses de la Fashion Week de Dakar en juillet 2011.

FINBARR O'REILLY/REUTERS

## Les médias chinois parient sur l'avenir de l'Afrique

Quand la Chine crée un journal, elle ne choisit pas l'Europe, mais l'Afrique. Le quotidien en langue anglaise de Pékin, *China Daily*, a lancé, à Nairobi, à la mi-décembre, le premier numéro d'*Africa Weekly*, un hebdomadaire consacré aux échanges économiques et politiques entre la Chine et l'Afrique. « Les relations entre la Chine et le continent africain sont parmi les plus importantes dans le monde d'aujourd'hui », affirmait l'éditeur et rédacteur en chef du *China Daily*, Zhu Ling, dans son éditorial à la « une » du premier numéro. L'hebdomadaire de 32 pages, vendu 1 dollar américain, comporte de nombreuses publicités pour des sociétés chinoises. Nairobi, la capitale kényane, est en passe de devenir le hub médiatique de la Chine. Elle accueille déjà le siège régional africain de l'agence chinoise Xinhua (Chine nouvelle) ainsi que les studios de CCTV Africa, où est réalisé le décrochage quotidien de la chaîne chinoise d'informations internationales consacrée à l'Afrique.

L'Afrique, en termes de perspectives, peut compter sur ses ressources naturelles (pétrole, gaz et minerais). Parmi les cinq zones d'exploration gaz et pétrole les plus prometteuses observées en 2012 sur la planète, d'après le site Oilprice.com, figurent deux régions d'Afrique : celle de la vallée du Rift (région du lac Turkana) et surtout celle de la façade est du continent, riche en gaz, de l'océan Indien.

Ces découvertes ont des conséquences directes sur d'autres secteurs. En décembre, lors du dernier rassemblement consacré au secteur du gaz à Maputo, au Mozambique, de très nombreuses banques étaient présentes. Dans le nord du pays, où devront être construites des infrastructures incluant une usine de liquéfaction géante, tout est à faire. Tout est à financer. Le far east mozambicain attire des immigrants européens.

Si l'Afrique est la « nouvelle frontière » des investisseurs, cela ne signifie pas que

tous ses problèmes sont réglés. Même si les conflits y ont fortement diminué à l'échelle continentale, l'instabilité menace encore (Sahel, Corne, Grands Lacs). De plus, l'industrialisation stagne ou régresse, rendant la croissance trop dépendante des matières premières et de la variation de leurs cours.

Le sort d'un pays comme la Zambie, producteur de cuivre (6,9% de croissance en 2012), est directement lié aux cours du métal rouge. Que la demande mondiale s'affaisse et l'économie zambienne s'en ressentirait immédiatement.

De plus, l'évolution démographique de l'Afrique n'en fait pas qu'un réservoir de consommateurs. Plus de la moitié de la population africaine est âgée de moins de 20 ans (contre 28% en Chine). Bruno Losch, chercheur au Cirad, auteur d'un ouvrage sur le sujet\*\*\*, a calculé que « 330 millions de jeunes Africains arriveront sur le marché du travail dans les quin-

ze prochaines années. C'est la population actuelle des Etats-Unis ».

Potentiellement, une jeunesse au chômage menace tous les acquis de la croissance. Mais, dernier enseignement des études de McKinsey, 84% des 11 000 personnes interrogées se disent certaines de voir leur sort s'améliorer dans l'avenir. C'est peut-être cela, aussi, le tournant. ■

JEAN-PHILIPPE RÉMY

\* Notamment la Banque africaine de développement (BAD).

\*\* « The Rise of the African Consumer, McKinsey & Company », 2012 ([http://www.mckinsey.com/global\\_locations/africa/south\\_africa/en/rise\\_of\\_the\\_african\\_consumer](http://www.mckinsey.com/global_locations/africa/south_africa/en/rise_of_the_african_consumer)).

\*\*\* « Structural Transformation and Rural change Revisited: Challenges for Late Developing Countries in a Globalizing World », Bruno Losch, Sandrine Fréguin-Gresh, Eric White, « Africa Development Forum », Banque mondiale-AFD, 2012.

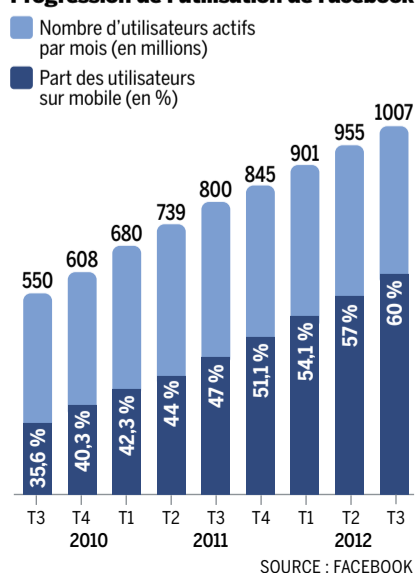
# La révolution smartphone ou le réseau du plus fort

**Technologies** Le mobile capte une part croissante du trafic Internet mondial, mettant en péril l'industrie des ordinateurs fixes

Plus d'un milliard. C'est, selon le cabinet Gartner, le nombre de smartphones et de tablettes qui devraient être vendus en 2013 ! Une déferlante. Tout aussi impressionnants, les chiffres de 2012 : 812 millions de terminaux mobiles multimédias ont trouvé acquéreur. C'est un fait, les terminaux mobiles sont devenus des objets incontournables de notre quotidien. Avec la 3G et le Wi-Fi, il est aussi facile de surfer sur Internet depuis son smartphone ou sa tablette numérique que depuis son ordinateur.

Lire ses courriels, commenter l'activité de ses amis sur les réseaux sociaux, regarder des vidéos et même faire des achats en ligne ? Un jeu d'enfant ! Aux Etats-Unis, au Japon ou encore en Corée du Sud, où existent des réseaux de quatrième génération de téléphonie mobile (4G), surfer depuis un smartphone est aussi rapide que depuis un ordinateur connecté à un réseau de très haut débit fixe.

## Progression de l'utilisation de Facebook



Une part croissante du trafic Internet mondial vient d'ailleurs des mobiles. Certains sites sont maintenant majoritairement consultés par des mobinautes : c'est le cas de Facebook, dont 60% des utilisateurs se connectent quasi exclusivement depuis leur téléphone.

Un phénomène que le groupe de Mark Zuckerberg a eu du mal à apprivoiser. Incapable, au moment de son introduction en Bourse en mai, de monétiser cette audience, il a subi l'ire des marchés qui ont fait fondre le titre de manière spectaculaire. Pas facile d'imposer un bandeau publicitaire sur un écran si petit...

Google voit, pour sa part, un pourcentage toujours plus important de ses requêtes arriver depuis le mobile. Il faut dire qu'Android, son système d'exploitation, équipe 75% des smartphones vendus dans le monde et un peu moins de la moitié des tablettes. Des réseaux sociaux comme Instagram ou Path ont été

d'abord exclusivement créés pour les mobiles. L'arrivée d'Instagram sur les PC fixes date... d'il y a quelques semaines seulement !

Résultat, pendant que les tablettes et les smartphones continuent leur ascension vers le firmament, le PC, lui, est en chute libre. Pour la première fois en plus d'une décennie, le volume de ventes d'ordinateurs a reculé en 2012 : passant à 348 millions d'unités écoulées contre 352 millions une année auparavant.

## Sombre avenir

Selon les analystes, cette tendance devrait s'accroître. « Les consommateurs qui n'ont pas besoin de travailler chez eux vont plutôt opter pour une tablette, il en existe de toutes les tailles selon les usages. Quant aux autres, s'ils sont équipés d'une ardoise, ils vont moins utiliser leur PC et retarder son renouvellement », explique un spécialiste du secteur.

Touchés par cette tendance de fond, AMD et Intel, les deux principaux fournisseurs de microprocesseurs pour PC, ont vu leur avenir s'assombrir. Le premier a dû supprimer plus de 10 000 emplois et le second s'est résolu à se lancer dans les processeurs pour smartphones et tablettes. Avec peu de succès pour l'instant. Les vrais gagnants sont Qualcomm, Nvidia ou encore Samsung, des entreprises qui ont vu arriver et qui ont accompagné l'explosion de la révolution mobile. Leurs composants équipent la plupart des smartphones et des tablettes du marché.

Quant aux anciens géants du secteur comme Sony ou Nokia, ce ne sont plus que des stars déchues tentant désespérément de rattraper le train en route.

Mais si le japonais est sur la bonne voie, beaucoup doutent du succès du finlandais. ■

SARAH BELOUEZZANE

# Une vague libertaire transforme les Etats-Unis

**Société** Les citoyens de l'Etat de Washington, comme ceux du Colorado, ont légalisé l'usage du cannabis presque sans restrictions. La vision classique d'une Amérique conservatrice est de plus en plus dépassée

Puritaine, l'Amérique ? Le cliché a la vie dure, mais la réalité montre que le cycle de la révolution conservatrice, commencé il y a quarante ans durant les années Reagan, semble toucher à sa fin. Avec la montée de l'athéisme et l'extension du mariage gay, la légalisation de plus en plus répandue du cannabis en est la frappante illustration.

Dans l'Etat de Washington, les habitants âgés de plus de 21 ans ont le droit de consommer du cannabis sous toutes ses formes. La légalisation, approuvée par référendum le 6 novembre par 55 % des électeurs, est entrée en vigueur un mois plus tard. D'ici à la fin de 2013, le cannabis sera en vente libre dans des boutiques spécialisées, sous le contrôle de l'administration déjà chargée d'encadrer le commerce de l'alcool. Et bien sûr, il sera fortement taxé...

Pour les militants de la légalisation, 2012 restera comme l'année de la première vraie victoire. Dans deux Etats, Washington et le Colorado, le peuple souverain a osé défier le gouvernement fédéral, pour qui le cannabis reste illégal. En fait, le basculement est en train de se produire à l'échelle nationale. Selon un sondage réalisé en octobre, 51 % des Américains souhaitent la légalisation. D'autres études indiquent qu'opposants et les partisans sont à égalité, mais sur le long terme la tendance est claire : en 1972, à peine 20 % des électeurs étaient favorables à la légalisation.

Cela dit, dans l'Etat de Washington, surtout à Seattle, le cannabis était déjà présent dans la vie quotidienne : comme dans dix-huit autres Etats, il pouvait être prescrit sur ordonnance comme un médicament. Résultat : des centaines de médecins spécialisés délivrent à la chaîne des ordonnances de complaisance, et les plantations plus ou moins légales se sont multipliées un peu partout. Cela n'a pas empêché le développement d'un vaste trafic illicite.

Pour sortir de l'impasse, les partisans de la légalisation ont fait passer dans l'opinion un message simple : ils ne sont pas « prodrogue », mais « antiprohibition ». L'objectif premier de la légalisation est de mettre fin à la répression policière, qui est à la fois coûteuse, brutale et inefficace. En outre, le trafic illicite deviendra sans objet. On pourra enfin s'attaquer à ce problème de santé publique dans une ambiance apaisée.



A Seattle, devant l'Aiguille de l'espace. Dans l'Etat de Washington, la légalisation du cannabis a été votée le 6 novembre par référendum. STEPHEN BRASHEAR/GETTY IMAGE/AFP

Grâce à cette approche pragmatique, le camp du oui a reçu le soutien d'une bonne part des élites locales – le conseil municipal de Seattle, les maires des principales villes de la côte, de nombreux députés de l'assemblée d'Etat, mais aussi de membres de l'appareil judiciaire, dont plusieurs procureurs d'Etat en exercice et deux anciens procureurs fédéraux. Dans

**« Même mon dentiste envisage de recommander le cannabis à certains clients »**  
**Patrick, 45 ans**  
habitant de Seattle

le comté de King (qui englobe Seattle), les deux candidats au poste de shérif étaient partisans de la légalisation.

Au sein de la société civile, le projet était soutenu par les responsables de divers organismes de santé publique, par la NAACP (Association de défense des droits des Noirs), et même par la Children Alliance (Alliance pour l'enfance), regroupant notamment des associations charitables catholiques et des clubs de scouts. De leur côté, les opposants à la légalisation comptaient sur la mobilisation

des populations rurales de l'intérieur, très religieuses et très conservatrices. En fait, le non l'a emporté dans la majorité des comtés du centre et de l'est de l'Etat, mais parfois de justesse. Cinq comtés conservateurs, qui ont par ailleurs donné une forte majorité au candidat républicain, Mitt Romney, à l'élection présidentielle, ont voté pour la légalisation.

La vraie victoire des libéraux est que, dans cette région des Etats-Unis, la majorité de la population considère désormais le cannabis comme un problème mineur. Le nouveau gouverneur démocrate, Jay Inslee, n'était pas très favorable à la légalisation, mais, dès la proclamation des résultats, il a affirmé que la volonté du peuple serait pleinement respectée. De même, la justice a annulé les procédures pénales contre des centaines de personnes poursuivies pour possession de cannabis.

A Seattle, l'ambiance a déjà changé. Patrick, 45 ans, cadre commercial dans l'informatique, fume du cannabis pour soulager son mal de dos, mais il n'en avait jamais parlé en public. Pour le moment, il souhaite rester discret, mais ce n'est pas le cas de ses collègues de bureau : « Depuis quelques jours, des employés vont fumer des joints sur le parking pendant leur pause, en bavardant tranquillement. Ça m'a

surpris, car il y a des gens de tous âges, y compris des cadres supérieurs de l'entreprise. » Il remarque aussi qu'en ville les gens parlent plus librement : « Même mon dentiste envisage de recommander le cannabis à certains clients. »

Reste une inconnue : l'attitude du gouvernement fédéral. Le ministère de la justice a rappelé que la loi fédérale était supérieure aux lois des Etats, mais n'a pas agi en conséquence. Puis, le 14 décembre, dans une interview télévisée, le président Obama a annoncé qu'il allait sans doute laisser faire : « Nous avons d'autres chats à fouetter. (...) Cela n'aurait aucun sens de donner une haute priorité à la répression des usagers récréatifs dans les Etats ayant décidé que c'était légal. » De fait, la marge de manœuvre du président est limitée : avant d'être élu, il racontait publiquement que dans sa jeunesse, il avait fumé beaucoup de cannabis.

A Seattle, certains militants procannabis veulent déjà aller plus loin – la suppression de tout contrôle étatique. Le jour de la promulgation de la loi, des milliers d'entre eux se sont rassemblés dans un parc de la ville pour fumer en plein air, ce qui reste strictement interdit. La police a encerclé le parc, mais n'a arrêté personne. ■

YVES EUDES

## L'élan du féminisme porno

**Sexualité** Le libre plaisir, nouvelle revendication

Elles ont recommencé cette année dans plus de cent villes autour du monde. De Séoul à Rio, de Toronto à New Delhi, les Slut Walks, « les marches des salopes », ont réuni des milliers de femmes. En France, en octobre, pour la première fois, ces étranges rassemblements ont été organisés dans dix villes. Des femmes défilaient en soutien-gorge, en short, en minijupe, en criant « Ceci n'est pas une invitation au viol », « Une salope n'est pas une victime », « Notre corps nous appartient », « Assez d'excuses pour les violeurs ». A Londres, des manifestantes ont appelé ce mouvement « la quatrième vague féministe ».

Les marcheuses ne veulent plus qu'on les rende responsables des agressions qu'elles subissent – harcèlement de rue, insultes, viol – parce qu'elles portent des vêtements sexy. Elles exigent que les hommes apprennent à se tenir. Elles assument d'être attirantes, excitantes si elles l'entendent – et avec qui elles veulent.

Sonya Barnett, la Canadienne qui a appelé en septembre 2011 à la première Slut Walk du monde, à Toronto, explique : « J'utilise le mot " salope " dans un sens positif. » Elle se réclame du mouvement Sex-positive ou Pro-sexe, qui a émergé aux Etats-Unis il y a une vingtaine d'années et qui se démocratise aujourd'hui.

Côté grand public, cette tendance se manifeste à travers le succès mondial du roman érotique *50 Nuances de Grey*, de l'auteur britannique E. L. James, ou par le fait qu'une part (certes encore très minoritaire) des consommateurs de pornographie sont désormais des consommatrices. Le producteur de films X Marc Dorcel, qui lance une webchaîne porno pour filles, compte surfer sur cette vague.

**Féministes « prosexe »**

Côté militant, on assiste à la naissance d'un féminisme pornographique. Ainsi, en France, Virginie Despentes défend une prostitution libre, protégée par un syndicat des travailleurs sexuels, et proposant un « contrat intersexé sain et clair ». Wendy Delorme, écrivaine et performeuse, participe à des spectacles et des films pornographiques réalisés par des femmes – sans compter tous les films lesbiens X. Pour elle, il ne s'agit pas de condamner la pornographie, mais de la réinventer – c'est le « post-porno ».

Ces féministes se disent « prosexe », en premier lieu, pour rompre avec l'image d'un militantisme vieux jeu opposé au plaisir. Ensuite, elles revendiquent une pleine liberté sexuelle, mais également le développement de recherches universitaires sur le plaisir féminin. Cela tout en exerçant une critique de l'instrumentalisation patriarcale des prostituées (par les mafias ou par l'Etat) et de la pornographie (standardisation pour l'onanisme mâle, violences envers les actrices).

Ce mouvement se réclame aussi, comme la réalisatrice Emilie Jovet et beaucoup d'autres, du mouvement Queer, l'autre face de la quatrième vague féministe. Comme dans les années 1990, en sortant de la clandestinité, les homosexuels ont revendiqué d'être « queer » (une injure pour dire à la fois « pédé », « pute », « tordu », « bizarre »), aujourd'hui, certaines femmes assument d'être « salopes ». Ce faisant, comme les gays il y a vingt ans, elles bouleversent les stéréotypes : elles affirment par ce slogan être étranges, singulières, multiples. ■

CHRISTINE LEGRAND

FREDERIC JOIGNOT

## Une grande moitié du monde devient « gay friendly »

**Mœurs** Exemples en Amérique latine, où le mariage pour tous s'étend peu à peu. Dernier cas en date : l'Uruguay

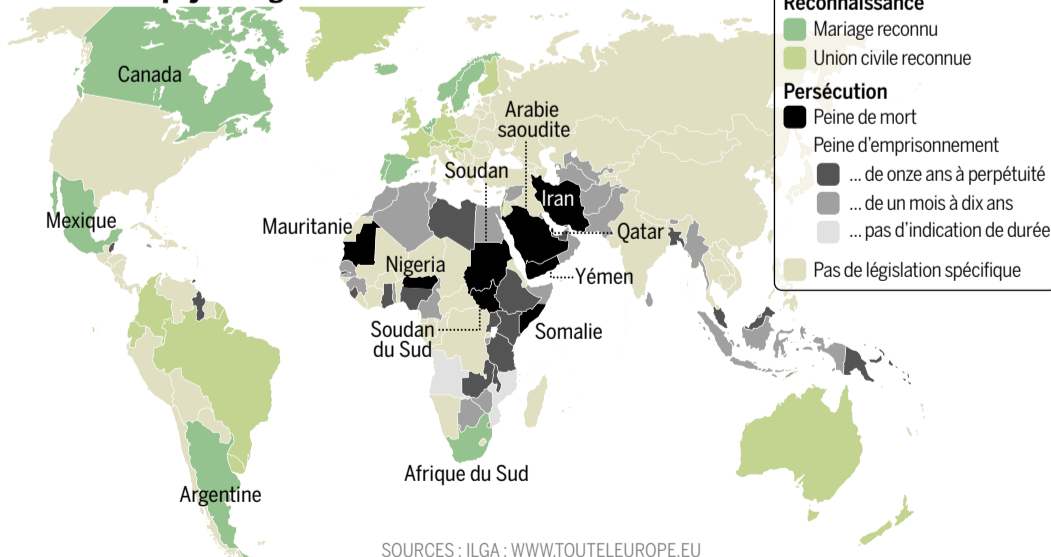
**Buenos Aires**  
Correspondance

Signe d'un mouvement global, l'Argentine et l'Uruguay – à la culture traditionnellement machiste – sont désormais des refuges pour couples homosexuels sud-américains en mal de mariage. Malgré le poids de l'Eglise, les deux pays ont basculé en faveur du mariage gay, en 2010 pour les Argentins, en décembre 2012 pour leurs voisins uruguayens. Avant eux, en Amérique latine, seul le Mexique avait légalisé l'union entre les personnes de même sexe, en 2009. Mais uniquement à Mexico.

L'Argentine, dont la population se dit catholique à 91 %, est pionnière : elle est devenue le 15 juillet 2010, le premier pays d'Amérique du Sud à autoriser le mariage homosexuel lors d'un vote historique au Sénat retransmis par les télévisions. Le texte a été adopté par 33 voix pour et 27 voix contre, après quinze heures de débat.

La loi sur le mariage égalitaire modifie le code civil argentin : la mention « mari et femme » est désormais remplacée par « les contractants ». Les mariés du

**Attitude des pays à l'égard de l'homosexualité en 2012**



SOURCES : ILGA ; WWW.TOUTELEUROPE.EU

même sexe peuvent adopter. Ils obtiennent les mêmes droits que les couples hétérosexuels concernant la sécurité sociale, les allocations ou les jours de congés.

Sur l'autre rive du Rio de la Plata, l'Uruguay, et ses 3,5 millions d'habitants, a suivi. A Montevideo, les députés ont approuvé à une très large majorité – 81 voix sur

87 –, après huit heures de débat, le 11 décembre 2012, le projet de loi sur la légalisation du mariage homosexuel. Le texte doit être rapidement ratifié par le Sénat.

**Tradition laïque**

Cas exceptionnel sur le continent, l'Uruguay a une forte tradition laïque et libérale expliquant

que les droits des lesbiennes, gays, bisexuels, transsexuels (LGBT) soient les plus avancés d'Amérique du Sud. Le président uruguayen, José Mujica, élu en 2010, est un ancien membre de la guérilla urbaine des Tupamaros dans les années 1970. La coalition de centre-gauche du Front élargi, au pouvoir depuis 2005, a promulgué, au

cours des six dernières années, des lois très progressistes en faveur des homosexuels. En 2008, l'Uruguay a été le premier pays d'Amérique latine à légaliser les unions civiles dans la législation nationale, puis en 2009, à autoriser les adoptions par des couples de même sexe dès l'âge de 18 ans. Également en 2009, un décret du ministère de la défense a permis aux homosexuels de servir dans les forces armées, sans se cacher.

L'Uruguay était depuis longtemps à l'avant-garde : dès 1934, le pays avait légalisé l'homosexualité et accordé l'égalité de majorité sexuelle, à 15 ans, quelle que soit l'orientation sexuelle ou le genre.

La nouvelle loi vise à réformer le code civil pour que « les hétérosexuels, les homosexuels, les lesbiennes et les transsexuels soient autorisés à avoir un mariage monogame ». Elle met l'accent sur « la transformation de la famille en tant qu'institution ». « Ce n'est pas une loi sur le mariage homosexuel ou gay », précise le député de gauche, Bango Juillet, soulignant « qu'il s'agit d'une mesure pour égaliser l'institution du mariage indépendamment du sexe du couple ». ■

# La diplomatie française bute sur l'Afghanistan

Kaboul rejette l'amorce de consensus sur l'avenir de la paix afghane dégagé lors des rencontres de Chantilly

La troisième rencontre interafghane, organisée à huis clos par la France, les 20 et 21 décembre, à Chantilly (Oise), pour aider à trouver les termes d'une paix durable après le départ de l'OTAN d'Afghanistan, fin 2014, a été qualifiée « d'historique » par certains participants contactés par *Le Monde*. Les débats ont été jugés fraternels, de haut niveau, et susceptibles de déboucher sur des avancées concrètes. Mais cette initiative pourrait être victime de son succès alors que, sur la scène internationale, des processus de paix concurrents s'affrontent.

Réunissant autour d'une table des membres représentatifs de l'ensemble des factions politiques afghanes, y compris les talibans, ce processus a pris une ampleur inattendue. Initialement présentée comme une modeste contribution à la création d'un consensus politique en Afghanistan, cette entreprise s'est transformée en négociation crédible. Au lendemain de la dernière rencontre, ses promoteurs ont même pu croire, poussés par les Afghans présents qui ont plaidé pour un quatrième rendez-vous, qu'ils pourraient écrire l'Histoire.

Ces réunions, initiées fin 2011 par les autorités françaises, qui s'abritent, depuis le début, derrière la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), ont pour but officiel l'« horizon 2020 », selon les termes du directeur de la FRS, Camille Grand. Cette formulation devait convaincre qu'il ne s'agissait pas d'une négociation parallèle, afin de ne pas susciter d'hostilité nuisible aux efforts déployés par Paris.

Les deux premières rencontres, de novembre 2011 et de juin 2012, se sont déroulées sans encombre. L'événement a changé de dimension en décembre, avec la venue, pour la première fois, de deux représentants talibans de la choura (« conseil dirigeant ») de Quetta, ville pakistanaise où la direction du mouvement a trouvé refuge.

Pour l'un d'entre eux, Delawar Shahabuddin, la France a obtenu de l'ONU la levée ponctuelle des interdictions liées à la présence de son nom sur la liste du Comité de sanctions. Nahim Wardak, lui, était libre de voyager en dépit d'un parcours assez proche. M. Shahabuddin a été ambassadeur du régime taliban au Pakistan en 1997 et 1998, puis représentant officiel en Arabie saoudite, avant d'en être chassé parce que son pays refusait d'expulser Oussama Ben Laden. Nommé, en mai 2001, chef du conseil religieux de la Cour suprême afghane, il a rejoint le Pakistan après l'attaque américaine. En 2011, il a intégré le comité politi-



Les talibans étaient invités aux négociations de Chantilly pour trouver une paix durable en Afghanistan. Sur le terrain, les arrestations d'insurgés se poursuivent. RAHMAT GUL/AP

que taliban, où il est chargé de traiter les questions liées à la communauté pachtoune.

La venue des deux talibans n'a pas figé les débats. A l'exception du réseau insurgé Haqqani, qui n'a pas été convié, les acteurs politiques afghans ont échangé sur l'ensemble des questions clés. L'autre mouvement rebelle, le Hezb-e-Islami (parti islamique), les émissaires du président afghan, Hamid Karzaï, le chef de la communauté chiite hazara, le frère de l'ex-figure charismatique tadjike Ahmed Chah Massoud, des proches de l'ancien roi d'Afghanistan ou encore un porte-parole de la communauté ouzbèke et des membres de la société civile ont pu constater que leurs positions n'étaient pas irréconciliables.

Un certain consensus semble même s'être établi autour de la question sensible de la Constitution. Les talibans ont fait savoir qu'ils en acceptaient le principe après l'avoir toujours refusé, considérant qu'elle était inutile et que la seule charia (loi islamique) suffi-

sait. L'acceptation de la Constitution était l'un des préalables à tout accord pour M. Karzaï.

Cela veut dire que les talibans acceptent la notion de République – et donc la convocation d'élections – et qu'ils entérinent le concept d'Etat islamique. Les insurgés ont néanmoins exigé que le mode d'inscription de la charia dans la Constitution soit modifié. Mais la révision de la Loi fondamentale n'a pas paru être un obstacle pour les autres Afghans présents à Chantilly, qui ont critiqué l'inspiration trop américaine de celle en vigueur. Ils estiment qu'elle doit être amendée pour créer le poste de premier ministre aux côtés du président, trop occupé par les tâches politiques. Cette charge de gestionnaire, ont-ils dit, avait été refusée par Washington.

Cette amorce de consensus sur la révision de la Constitution est lourde de sens. Elle conduirait, en effet, au report de l'élection présidentielle en 2014, car elle nécessiterait la convocation d'une Loya Jir-

ga (grande assemblée traditionnelle). Du même coup, les stratégies pour la conquête ou la conservation du pouvoir s'en trouveraient contrariées.

« Nulle négociation interafghane ne peut se tenir ailleurs que sur le sol afghan »

Zalmaï Rassoul  
ministre afghan  
des affaires étrangères

Ces ouvertures et l'émergence de Chantilly comme lieu de discussion sur l'avenir de l'Afghanistan n'ont pas tardé à susciter des réactions à Kaboul. Dès le 25 décembre, le ministre des affaires étrangères, Zalmaï Rassoul, a indiqué, devant le Parlement, que « les négociations ne se feront ni à Paris ni à Achkhabad, mais à Doha ».

Le chef de la diplomatie afghane dénonçait, dans une même phrase, l'initiative française, mais

aussi la proposition lancée, début novembre, par le Slovaque Jan Kubis, représentant spécial de l'ONU en Afghanistan, qui a souhaité réunir, à son tour, au Turkménistan, les talibans et les autres composantes de la vie politique afghane.

« Derrière [le ministre] Rassoul, c'est Karzaï qui parle, estime un diplomate à Kaboul. Ils veulent contrôler le processus, c'est la règle du "diviser pour régner". Or à Chantilly, le président n'était qu'une partie parmi d'autres, il préfère le multi-bilatéral pour garder la main. »

En écho à la rencontre de Chantilly, M. Rassoul a ajouté que l'accord sur l'ouverture d'un bureau de représentation taliban au Qatar, à Doha, était « sur le point d'être finalisé ». Cette antenne, a-t-il précisé, ne sera pas une reconnaissance officielle, mais « un lieu de contact » avec le mouvement insurgé, avant de conclure que « nulle négociation interafghane ne [pouvait] se tenir ailleurs que sur le sol afghan ».

L'ouverture de ce bureau était conditionnée par le feu vert de Kaboul, qui s'était ému que les Etats-Unis, l'Allemagne et le Qatar, porteurs du projet, n'y aient pas associé l'Afghanistan. Cet émirat a déjà officié en tant que médiateur dans les conflits soudanais, libanais et yéménites.

Ce pas en arrière de l'administration Karzaï, qui avait pourtant encouragé les rencontres de Chantilly, a refroidi l'enthousiasme des fonctionnaires investis dans leur organisation. Au niveau ministériel, à Paris, en revanche, le ton est plus prudent. « La réaction de Karzaï était attendue, la France n'a pas les épaules pour porter plus loin ce processus, lâche un membre de cabinet. Paris ne peut pas être le vecteur d'une reconnaissance du mouvement taliban, il faudra passer la main à une structure comme l'ONU. Chantilly a vécu. » Une perspective à laquelle ceux qui ont œuvré pour ce processus ne veulent pas croire. ■

JACQUES FOLLOROU

## L'affaire Magnitski accroît les dissensions entre Moscou et Washington

La Douma a interdit l'adoption d'enfants russes aux Américains, en réponse à une loi visant les auteurs d'atteintes aux droits de l'homme en Russie

New York  
Correspondant

Vladimir Poutine a signé, vendredi 28 décembre, une loi interdisant l'adoption d'enfants russes par des Américains et restreignant les financements américains des ONG russes. Elle répond à une loi américaine, dite « Magnitsky Act », du nom d'un avocat russe défenseur des droits de l'homme mort dans les geôles de la police moscovite, paraphée par Barack Obama il y a deux semaines. Celle-ci entend interdire l'entrée du territoire américain aux auteurs d'actes contraires aux droits de l'homme en Russie et y geler leurs avoirs. La nouvelle loi russe entrera en vigueur mardi 1<sup>er</sup> janvier.

Soudainement, la relation Moscou-Washington semble retrouver les vieux accents d'un monde « bipolaire ». Ainsi, avant de signer

la loi russe, M. Poutine avait noté qu'en matière de respect des droits de l'homme, avec Guantanamo, l'Irak et l'Afghanistan, Washington était assez mal placé...

L'affaire s'inscrit dans une montée globale des dissensions géopolitiques et commerciales entre les Etats-Unis et la Russie. Hillary Clinton, l'ex-secrétaire d'Etat, avait récemment plusieurs fois usé de termes peu diplomatiques envers Moscou, évoquant, en février, son soutien « ignoble » au régime de Damas, ou encore, en décembre 2011, des élections législatives russes « ni justes ni libres ».

De son côté, après le retour au Kremlin de Vladimir Poutine, Moscou s'est montré de plus en plus chatouilleux face aux critiques sur l'absence de démocratie. En octobre, des membres de l'Agence américaine du développement international (Usaid) étaient expulsés. Et la

Douma (le Parlement russe) exigeait des ONG russes bénéficiant de financements extérieurs de s'enregistrer comme « agents étrangers ».

M. Poutine avait noté qu'en matière de respect des droits de l'homme, avec Guantanamo, l'Irak et l'Afghanistan, Washington était assez mal placé...

L'affaire Magnitski constitue-t-elle une escalade supplémentaire ? Fiona Hill, ex-haut responsable du renseignement américain pour la zone Russie-Eurasie et directrice du Centre Etats-Unis-Europe

de l'institution Brookings, ne le pense pas. Pour l'auteur d'un ouvrage sur le président russe à paraître le 2 janvier 2013 (*Mr Putin, Operative in the Kremlin*, Brookings Press), la tension actuelle est essentiellement « conjoncturelle ». Elle résulte d'abord des enjeux électoraux récents dans les deux pays. « Aux Etats-Unis, la loi a été promue au Congrès pour soutenir la candidature républicaine de Mitt Romney à la présidence. Barack Obama ne l'a signée qu'avec réticence. »

« De même, ajoute M<sup>me</sup> Hill, la pression nationaliste à la Douma gênait initialement M. Poutine. Le mois dernier, les deux pays signaient encore un accord bilatéral visant à faciliter les adoptions. Mais on est dans une situation typique où deux dirigeants agissent sous la pression de leurs camps politiques. Une fois l'affrontement engagé, ils ne peuvent plus reculer pour ne pas

apparaitre faible. » Pour autant, la tension ne devrait pas décroître rapidement. Depuis la chute du mur de Berlin, souligne M<sup>me</sup> Hill, tous les présidents américains ont mené à un moment ou un autre une politique de *reset* (nouveau départ) avec Moscou. « Mais la géopolitique restant prédominante, la relation connaît des hauts et des bas. Nous sommes dans un "bas" et la tension va vraisemblablement encore monter. L'essentiel est que les activités diplomatiques sous-jacentes ne soient pas affectées. »

Et de rappeler qu'à une période de plus grande tension, lors de la guerre russe en Géorgie, en 2008, les routes permettant à Washington d'acheminer le soutien logistique à ses troupes en Afghanistan à travers le territoire russe n'ont jamais été fermées. Elles restent toujours ouvertes et cet aspect lui apparaît bien plus significatif que

les termes du conflit en cours.

« Les deux pays ont autant d'intérêts convergents que divergents, juge la chercheuse. Aujourd'hui, Russes et Américains craignent un basculement de la Syrie dans l'islamisme radical. Et Moscou a compris qu'aucune issue ne préservera le pouvoir de Bachar Al-Assad. De même, aucun des deux ne veut d'un Iran nucléarisé. Enfin, avancer vers un traité sur le contrôle des armements intéresse vivement Moscou. »

De ce point de vue, l'affrontement actuel sur l'adoption, bien que spectaculaire, peut constituer un drame pour quelques centaines de familles américaines, mais diplomatiquement, il devrait être vite ramené à des « proportions plus modestes ». Et à un moment, un nouveau *reset* de la relation reviendra à l'ordre du jour, pronostique-t-elle. ■

SYLVAIN CYPEL



## M. Monti se lance dans la bataille électorale à la tête d'une coalition de centre droit

Le président du conseil italien prend la direction d'une alliance de centristes, catholiques et libéraux

Rome  
Correspondant

Mario Monti fait sa pelote, jour après jour. Ce technicien de l'économie, que l'on disait inapte à la politique, a accepté, vendredi 28 décembre, de prendre la tête d'une coalition de petits partis centristes, catholiques et libéraux. Tous ont pris fait et cause pour son programme, présenté sur Internet, et veulent défendre l'acquis d'une année de « gouvernement des professeurs ». Une de ces listes devrait même porter le nom de « programme Monti ».

« J'accepte d'assumer le rôle de chef de la coalition et je m'engageai pour garantir le succès de cette opération », a-t-il déclaré, lors d'une conférence de presse convoquée après la réunion des différentes formations soutenant sa candidature à sa propre succession à la tête du conseil des ministres. « Le clivage traditionnel droite-gauche a une valeur historique et symbolique, a-t-il poursuivi, mais il ne reflète pas la véritable alliance dont l'Italie a besoin et qui tourne autour de l'Europe et des réformes. »

Ce qui peut paraître un petit pas pour l'humanité et un grand pas

pour l'ancien commissaire européen, qui a nié, une année durant, l'hypothèse qu'il puisse plonger dans la mêlée politique italienne, pour laquelle il n'a pas eu de mots assez durs. Sa décision suit d'à peine vingt-quatre heures les encouragements qu'il a reçus de la part du Vatican et de la conférence épiscopale italienne. Comme s'il n'avait attendu que ce « feu vert ».

**Sa décision suit d'à peine 24 heures les encouragements qu'il a reçus de la part du Vatican. Comme s'il n'avait attendu que ce « feu vert »**

Mais l'entrée en politique du Professore (ou son « élévation », selon sa propre expression), applaudie par le patronat, l'Eglise et les milieux d'affaires, modifie son image. S'il a pu incarner une « Italie pacifiée » après l'hystérique bataille, qui a dominé ces vingt dernières années, des pro et des anti-Berlusconi, il n'en sera désormais plus de

même. Il a choisi son camp. Et ses ennemis.

Son prédécesseur, Silvio Berlusconi, descend déjà son bilan au lance-flammes sur toutes les chaînes de télévision. Le Parti démocrate (PD, centre gauche), favori des sondages et dont le soutien ne lui a jamais manqué, « regrette » pour sa part son choix. Mais l'engagement clair du Professore change la donne. Selon les sondages, la « marque Monti » apporterait une nette plus-value aux partis qui se réclament de son action. Trop petits pour espérer avoir une représentation à la Chambre ou au Sénat, après le scrutin du 24 et 25 février, en raison des seuils de barrage, ils peuvent – coalisés par le chef du gouvernement sortant – espérer obtenir suffisamment de sièges pour devenir incontournables dans le choix du futur président du conseil. Les enquêtes d'opinion évoquent un score possible de 20 % des suffrages.

Voilà pour la stratégie. Tactiquement, le choix de M. Monti de dévoiler ses intentions au goutte-à-goutte, tel un supplice chinois, a usé les nerfs de ses soutiens, qu'il soupçonne un peu de vouloir profiter de sa notoriété. Il a désormais barre sur eux. Le président démissionnaire

du conseil souhaite en effet superviser de très près les listes de parlementaires qui seront proposées, avec son patronage, aux électeurs. Auteur d'un décret-loi empêchant toute personne condamnée définitivement à plus de deux années de prison d'être candidate, il sera jugé d'abord à cette aune.

Les progrès réalisés par l'apprenti politicien sont notables. Sans préjuger du résultat. Depuis qu'il s'est dit « disponible », le 23 décembre, pour être de nouveau président du conseil, cet « extraterrestre » de la politique brouille les codes. D'abord candidat sans l'être, puis réitérant sa volonté de s'engager par un tweet envoyé le 25 décembre un peu avant minuit, il ressurgit à la veille du jour de l'an pour endosser les habits de « chef de file ». A ne rien comprendre.

Conséquence immédiate : son premier adversaire, M. Berlusconi, qui multiplie au quotidien les interventions télévisées, se voit concurrencé durement dans la gestion du timing, un art où il se croyait maître. Et le PD, qui ouvre dimanche ses primaires pour le choix de ses parlementaires, a disparu des écrans radar des médias. ■

PHILIPPE RIDET

## L'Europe presse David Cameron de clarifier son attitude à l'égard de Bruxelles

Le gouvernement britannique doit annoncer prochainement la tenue d'un référendum

Londres  
Correspondance

Les célébrations du quarantième anniversaire de l'adhésion du Royaume-Uni à l'Union européenne (UE) risquent bien d'être plus que discrètes. Le 1<sup>er</sup> janvier 1973, le pays rejoignait ce qui s'appelait alors la Communauté économique européenne, lors de son premier élargissement, et l'Europe des Six devenait l'Europe des Neuf. Deux ans plus tard, 67 % des Britanniques confirmaient cette décision par référendum.

L'enthousiasme d'alors est bel et bien mort. Par contraste, l'année 2013 pourrait bien être celle où le Royaume-Uni accélère sa lente sortie de l'UE. Autour de la mi-janvier, David Cameron doit enfin prononcer son grand discours sur l'Europe. Il l'a repoussé à plusieurs reprises et hésite sur le ton à lui donner. Mais selon toutes probabilités, il devrait promettre d'organiser un référendum sur l'Europe. Seules les modalités sont en doute.

M. Cameron l'a déjà affirmé à plusieurs reprises : il veut profiter de la crise de la zone euro pour renégocier la place du Royaume-Uni. Il s'oppose cependant à un référendum sur la participation à l'Union européenne. Il préfère une troisième voie, qui consisterait à rapatrier un certain nombre de pouvoirs à Londres avant de demander aux Britanniques de voter sur cette nouvelle offre. Le référendum se déroulerait probablement après 2015, c'est-à-dire après les prochaines élections législatives.

Face à la probabilité croissante d'un référendum, les rares proeuropéens britanniques ont fini par se réveiller. Après avoir longtemps été silencieux, ils commencent à faire entendre leur voix, à commencer par le monde des affaires. Roger Carr, le président de la Confédération de l'industrie britannique (CBI, l'organisation patronale), a récemment appelé « à travailler plus dur pour éviter les risques de l'isolation ». La City est elle-même inquiète. Et même du côté des politiques, les premiers désaccords s'expriment. Le plus important est celui d'Ed Miliband, le leader des travaillistes. Après avoir longtemps tenu un discours ambigu, il a affiché le mois dernier sa position proeuropéenne : « Je ne laisserai pas la Grande-Bretagne avancer comme un funambule vers une sortie de l'Union européenne. »

Dans le reste de l'Europe aussi, on commence à aiguiser ses armes face à la perspective d'un référendum. Beaucoup de proeuropéens

avertissent les Britanniques que les négociations à venir risquent d'être très difficiles. Pourquoi donc le Royaume-Uni pourrait-il bénéficier d'un régime d'exception ?, interrogent-ils en substance. « Si chaque Etat membre pouvait choisir à sa guise les politiques qu'il préfère, et sortir de celles qu'il aime le moins, l'Union en général, et le marché unique en particulier, se déliterait rapidement », avertissait, le 28 décembre, Herman Van Rompuy, dans un entretien au *Guardian*.

Si le président du Conseil européen souligne en particulier les dangers pour le marché intérieur, c'est qu'il sait que c'est l'élément que les Britanniques ont le plus à cœur. Londres supporte mal les nombreuses directives qui se négocient à Bruxelles, mais tient en revanche à conserver la possibilité

**« [Ils] s'intéressent seulement à leurs intérêts économiques, à rien de plus »**

Jacques Delors

ex-président de la Commission

de vendre ses produits sans restrictions douanières. Après tout, 46 % des exportations britanniques sont à destination de la zone euro.

Wolfgang Schäuble, le ministre des finances allemand, va dans le même sens. « En tant que membre de l'UE, la Grande-Bretagne a bénéficié d'un accès illimité au plus grand marché unique au monde », rappelle-t-il, toujours dans le *Guardian*.

Cette vision bruxelloise et allemande n'est pas nécessairement partagée à Paris, où l'attitude britannique agace. Officiellement, la France plaide pour que le Royaume-Uni reste dans l'Union européenne. Mais l'ancien président de la Commission Jacques Delors, libéré depuis longtemps de tout devoir de réserve, a sans doute exprimé tout haut ce que beaucoup pensaient tout bas en souhaitant que les Britanniques sortent de la construction européenne : « [Ils] s'intéressent seulement à leurs intérêts économiques, à rien de plus. On pourrait leur proposer une autre forme de partenariat », a confié l'ancien président de la Commission européenne au quotidien économique allemand *Handelsblatt*.

Selon les derniers sondages, 51 % des Britanniques sont d'accord avec lui et veulent sortir de l'UE. Ils ne sont que 40 % à être d'un avis opposé. ■

ERIC ALBERT



## Manifestations en Inde après le viol d'une étudiante

Plusieurs quartiers du centre-ville de New Delhi ont été bouclés par la police, samedi 29 décembre, quelques heures après la mort, dans un hôpital de Singapour où elle avait été transférée, d'une étudiante de 23 ans, victime d'un viol collectif en Inde, le 16 décembre. Depuis plusieurs jours, la ville est en proie à d'importantes manifestations. Jeudi, la police s'était heurtée à des protestataires qui tentaient

d'atteindre le monument de l'India Gate (photo).

Samedi, le chef du gouvernement local de New Delhi, Sheila Dikshit, a lancé un appel au calme et a assuré que « très bientôt, des décisions solides seraient prises » pour protéger les femmes dans la capitale indienne. La jeune femme, dont l'identité n'a jamais été révélée, était une étudiante en kinésithérapie d'origine modeste. ■ SAURABH DAS/AP

## A Mexico, échange revolver ou lance-grenades contre VTT, anonymat garanti

Une vieille dame sort de son sac à main un revolver calibre 38 qu'elle confie délicatement à des militaires postés sous une tente, dans le quartier malfamé d'Iztapalapa, au sud-est de Mexico. Ils scrutent l'arme, notent son numéro de série, puis le stockent.

En retour, Josefina, 71 ans, reçoit un vélo VTT, 2300 pesos (133 euros) en liquide et un panier alimentaire. Baptisé « Pour ta famille, désarmement volontaire », le programme municipal, lancé le 24 décembre dans ce haut lieu de la délinquance organisée, invite ses habitants à échanger

leurs armes à feu contre des cadeaux ou de l'argent.

« Anonymat garanti, assure le capitaine d'infanterie, Angel Ramirez Cruz. Pas de poursuites judiciaires, les armes seront détruites. » L'initiative, qui vise à réduire la criminalité, prévoit des récompenses différentes en fonction des calibres.

« L'idée avait été testée à Mexico en 2007. Le nouveau maire, Miguel Angel Mancera, l'a relancée après le décès d'un enfant », raconte Georgina Arellanes, coordinatrice du programme de prévention des délits de cette mégapole dangereuse. Le

2 novembre, jour de la fête des morts au Mexique, une balle perdue a traversé le toit d'une salle de cinéma d'Iztapalapa, touchant à la tête Hendrick Cuacuas, 10 ans. « Tirer en l'air est une tradition locale, déplore Manuel, épicière de 32 ans, venu remettre un vieux fusil pour éviter d'autres accidents. Ici, les armes se vendent comme des bonbons. »

Selon le ministère public, Iztapalapa concentre la plupart des 2558 meurtres commis entre 2007 et 2012 dans la capitale, contre plus de 60 000 à l'échelle nationale, alors que les cartels de la drogue se livrent une lutte

sanglante entre eux et contre le gouvernement. Depuis cinq ans, 88 388 armes ont été saisies par la police de Mexico. « Bien plus restent en circulation, soupire Carmen Toval, médecin légiste de 63 ans, venue remettre une grenade. Mes chiens l'ont trouvée dans mon jardin ! »

**600 fusils en cinq jours**

Derrière elle, une trentenaire dépose une lance-grenades. « C'est à un ami », précise discrètement la femme, repartie avec 6 500 pesos (376 euros) en poche. Dans la matinée, un homme a remis dix-neuf fusils et revolvers, contre

quinze bicyclettes et de l'argent. « Des exceptions, tempère Sergio Berni, policier municipal, engoncé dans son gilet pare-balles. La plupart des armes échangées sont de petits calibres. Un narcotraffiquant ne se séparera pas de sa kalachnikov, c'est son outil de travail. »

Premier bilan de ce programme, qui sera étendu en 2013 à d'autres quartiers de la ville : environ 600 fusils et pistolets récoltés en cinq jours. La mairie d'Iztapalapa en espère le triple d'ici au 31 décembre, date de la fin de l'opération. « L'impact sera limité, car la culture de l'autodéfense est très forte », prévoit M. Berni.

Non loin de lui, un second stand accueille... les enfants.

« Nous échangeons des jouets guerriers contre d'autres non violents, explique Samantha Sabina, du département municipal de la famille. Dans un pays où beaucoup de mineurs, fascinés par les "narcos", rejoignent les rangs des cartels, l'objectif est d'éduquer à la prévention dès le plus jeune âge. »

Emmanuel, 4 ans, a troqué sa vieille épée et son pistolet en plastique contre un camion vert flamboyant neuf. ■

FREDERIC SALIBA  
(MEXICO, CORRESPONDANCE)

# U LE COMMERCE QU

**Avec plus de 1500 magasins fréquentés par près de 9,6 millions de foyers, les Magasins U figurent comme un acteur majeur du commerce français. Un acteur qui a décidé de jouer un rôle différent, en proposant des prix bas mais jamais à n'importe quel prix. Pour que le commerce profite bien sûr aux clients, mais aussi aux producteurs ou aux entreprises françaises, à une plus grande transparence des produits alimentaires ou contribue à un meilleur respect de l'environnement. Un commerce qui profite à tous.**

## **83% des produits alimentaires U élaborés en partenariat avec des entreprises françaises.**

Les Magasins U ont depuis toujours affirmé leur volonté de privilégier la fabrication des produits à leur marque en partenariat avec des entreprises françaises. Ce sont aujourd'hui 83% des produits alimentaires U qui sont élaborés en partenariat avec 600 entreprises françaises, employant plus de 100 000 personnes.

## **500 Magasins U valorisent les produits de 1100 entreprises locales.**

En Savoie, Alsace, Vendée, Bretagne, Normandie ou encore en Corse, des partenariats sont signés entre les Magasins U et les entreprises de la région pour valoriser les produits locaux et développer leur vente en magasin. Dans 23 régions au total, 1100 entreprises locales collaborent ainsi avec 500 Magasins U. Une démarche qui profite à l'économie locale mais aussi à la préservation des saveurs.

## **La gamme U tout petits conçue sans bisphénol A profite à la sécurité alimentaire des plus jeunes.**

Très présent dans les contenants alimentaires, le bisphénol A peut migrer dans les aliments quand il est exposé à la chaleur. Si cette substance sujette à controverse a été en priorité interdite dans la fabrication des biberons, c'est que les jeunes enfants seraient les plus sensibles à ce composant. Avant même qu'une loi ne soit promulguée, les emballages en contact avec les aliments de notre gamme U tout petits ont donc été conçus sans bisphénol A.



# U PROFITE À TOUS.

## 500 000 euros reversés pour favoriser la conversion au bio.

Depuis avril 2011, les Magasins U développent un partenariat avec le groupement Biolait, car plus il y aura de bio français, plus il sera rentable pour les producteurs et accessible à tous.

Un partenariat dont la réussite se mesure en chiffres :

- 17 millions de litres de lait bio : c'est l'engagement d'approvisionnement de U en 2012 auprès du groupement Biolait qui compte 700 producteurs.
- 42% du prix de vente du litre de lait bio : c'est la rémunération du producteur garantie par les Magasins U.
- Plus de 500 000 euros reversés par les Magasins U pour accompagner la conversion des élevages à l'agriculture biologique, soit 3 centimes par litre de lait vendu.

## Une rémunération des partenaires agricoles en toute transparence.

La valorisation de la production française concerne bien sûr les produits agricoles. Les fruits et légumes à marque U sont également intégrés à cette démarche de progrès. Pour preuve d'une juste rémunération de ses partenaires, l'enseigne a d'ailleurs récemment décomposé le prix de vente de ses pommes en barquette pour dévoiler en toute transparence le prix d'achat à la coopérative de producteurs. Et parce qu'il n'y a pas de bons produits sans une bonne relation avec les partenaires, l'enseigne s'engage avec eux pour un minimum de 3 ans pour leur offrir de la visibilité sur l'avenir.



## 500 produits N°1 sur les prix\*.

Depuis toujours engagés dans une politique de prix bas les Magasins U ont créé l'événement cette année avec l'opération « 500 produits N°1 sur les prix\* » : 500 produits du quotidien garantis les moins chers.

\*Certifiés N°1 après constatation des prix de la concurrence. Comparaison du prix moyen des 500 produits après relevé effectué du 29/08 au 17/09 dans 661 magasins des enseignes Leclerc, Carrefour, Auchan, Géant, Casino, Cora, Intermarché, Leader Price. Hors Dom Tom.

## Retrait de substances sujettes à controverse, comme l'aspartame et l'huile de palme.

Parce que leurs clients font confiance chaque jour aux produits à la marque U en les choisissant à 50% pour leurs achats de grande consommation, les Magasins U ont décidé de supprimer de leur composition les substances qui font débat. Ainsi, tous les sodas U et les yaourts aromatisés U 0% sont désormais sans aspartame. 99% des produits U Bio, U Saveurs et U tout petits sont sans huile de palme.

D'autres substances sujettes à controverse comme les parabens, le triclosan et le phénoxyéthanol sont en cours de suppression dans les produits By U.



*les nouveaux commerçants*

# L'île d'Oléron boude les huîtres industrielles

Un projet de parc de 400 hectares a été suspendu après la plainte d'une commune et d'associations

## Reportage

Ile d'Oléron  
(Charente-Maritime)  
Envoyée spéciale

Bordée par la forêt, la plage des Saumonards s'étend sur près de 7 à 8 kilomètres. Face à la mer, les pieds dans le sable fin, le promeneur découvre à sa droite Fort Boyard. A sa gauche, le port du Douhet. Et en face de lui, l'île d'Aix et La Rochelle. Par beau temps, cet espace dénommé anse de la Malconche a des airs de paradis. Rien ne laisse supposer que son avenir a déclenché une tempête qui secoue l'île d'Oléron depuis des mois. Au cœur de la polémique : un projet de « filières », c'est-à-dire

Les juges ont estimé qu'avec un coût de 4,5 millions d'euros le projet ne pouvait s'affranchir d'une étude d'impact

de production industrielle d'huîtres et de moules en eau profonde, sur près de 400 hectares, en plein cœur de l'anse.

Certaines huîtres de Marennes-Oléron, consommées lors des réveillons, sont déjà issues de filières. Cette technique d'élevage consiste à suspendre en pleine mer, sur des câbles maintenus à flot par des bouées et arrimés en pleine mer, des cages ou des lanternes dites « japonaises », contenant les poches d'huîtres. Laurent Chiron, dont l'entreprise produit près de 250 tonnes d'huîtres Marennes-Oléron, fait partie des pionniers qui ont testé les filières dès 2002 – en particulier dans l'anse de la Malconche – et les utilisent aujourd'hui en production.

M. Chiron est donc un farouche défenseur du projet de filières de 400 hectares porté par le Comité



Une manifestation de l'association Aplimap, le 21 septembre, à La Rochelle. XAVIER LEOTY/PHOTOPQR/SUD OUEST

régional de conchyliculture (CRC) de Poitou-Charentes. Comme tous les autres promoteurs du projet, il s'est réjoui lorsque, en décembre 2011, la préfète Béatrice Abollivier a enfin signé un arrêté préfectoral d'autorisation. M<sup>me</sup> Abollivier, en fonctions depuis six mois, avait été, en 2006-2007, chargée de mission au cabinet de Dominique Busseureau, alors ministre de l'Agriculture et de la Pêche, et actuel président du conseil général de Charente-Maritime.

Mais progressivement, les oppositions se sont cristallisées. Plaisanciers, adeptes du canoë de mer, pêcheurs, Société de protection des

paysages de l'île d'Oléron, résidents amoureux de ce littoral ont uni leurs voix dissidentes en formant, en février, l'Association pour la préservation du littoral de la Malconche et des Pertuis charentais (Aplimap). « Elle compte aujourd'hui 850 membres », se félicite Noëlle Demyk, sa présidente. Cette ex-universitaire et professeure de géographie a choisi, à la retraite, de vivre sur l'île d'Oléron.

Aplimap a également obtenu le soutien des maires de trois communes du nord de l'île, soit Saint-Georges-d'Oléron, La Brée-les-Bains et Saint-Denis. Lors de l'enquête publique ouverte du 7 avril au 12 mai 2011, seule la commune de Saint-

Georges a été conviée à donner son avis sur le projet.

Fin avril 2012, le conseil municipal de Saint-Georges, présidé par le maire, Eric Proust, a émis un avis défavorable, en arguant de trois risques. Risque nautique, tout d'abord. « L'implantation envisagée rendra la circulation des navires de plaisance plus compliquée, voire dangereuse, en sortie de chenal. » Or, « depuis la création de la réserve naturelle de Moëze-Oléron, les activités nautiques sont de plus en plus concentrées. Un pan de l'économie locale s'en trouvera affecté », fait valoir le maire. La pêche locale serait aussi menacée : « Les pêcheurs qui débarquent

leurs produits à Boyardville seront exclus de leur zone traditionnelle de pêche. » Enfin, la municipalité met en avant un risque pour les plages : « La maîtrise des déchets conchylicoles n'est pas avérée. Les mauvaises pratiques relevées dans le Coureau d'Oléron font craindre pour la préservation des plages. »

Des arguments que reprennent à leur compte les édiles de La Brée-les-Bains et de Saint-Denis, communes qui vivent essentiellement du tourisme. « Même si nous comprenons la situation des ostréiculteurs, nous ne pouvons pas admettre qu'un projet se fasse au détriment des autres. Nous n'avons pas été associés. J'ai découvert le projet de filières le 1<sup>er</sup> mai 2011 », explique Jean-Michel Massé, maire de Saint-Denis.

En juillet 2012, la mairie de Saint-Georges, accompagnée de plusieurs associations, a déposé un recours contre l'installation des filières devant le tribunal administratif de Poitiers. Puis, constatant l'avancée des travaux, les opposants ont adressé un référé fin septembre pour suspendre les installations. Le 23 octobre, le tribunal leur a donné raison en suspendant l'exécution de l'arrêté préfectoral. Cette décision a provoqué l'ire du CRC de Poitou-Charentes. Mais son président, Gérard Viaud, a néanmoins admis que le projet présentait une « faille » : « L'absence d'étude d'impact ». Le tribunal a

## Une surmortalité jusqu'à présent inexpliquée

La France, premier pays conchylicole d'Europe, a vu sa production d'huîtres fondre de 60 % depuis 2008. Cette surmortalité touche l'ensemble des régions du monde où existe cette activité, sans qu'une cause précise ait été identifiée jusqu'à présent. Les professionnels ont en mémoire des espèces qui ont tout bonnement disparu, comme l'huître portugaise dans les années 1970.

L'huître serait-elle en mer l'équivalent de l'abeille sur terre, victime comme elle d'un éventail de maux ? Augmentation de la température de l'eau liée au réchauffement, pollutions – notamment celle liée aux produits anti-algues présents sur les bateaux –, virus d'herpès... Une autre hypothèse est avancée : l'espèce mise au point par l'Ifremer (Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer) – l'huître triploïde –, stérile et consommable toute l'année, n'aurait-elle pas fragilisé tout le cheptel ? La polémique bat son plein.

considéré qu'avec un coût estimé de 4,5 millions d'euros pour la pose de 347 filières, le projet ne pouvait s'en affranchir.

Une quarantaine d'ostréiculteurs ont décidé de contre-attaquer en déversant, début novembre, des huîtres devant les trois mairies hostiles. Ils ont, au passage, fustigé le dragage du port de Saint-Martin, au lourd impact environnemental, selon eux. « C'est une guerre de territoires », affirme M. Viaud. En attendant le jugement sur le fond, le CRC a lancé une étude d'impact sur son projet de filières.

Mais même au sein de la profession ostréicole, le projet ne fait pas l'unanimité. Les petits ostréiculteurs craignent que les filières ne profitent surtout qu'aux grosses entreprises. Celles capables de s'acheter un bateau à 250 000 euros et les équipements nécessaires. Même si les subventions européennes pourraient alléger la facture. L'enjeu pour les promoteurs des filières est d'accroître la productivité. Ils pensent gagner un an sur le développement des huîtres, grâce à un milieu marin plus riche, et avoir moins besoin de main-d'œuvre. Si les volumes produits sont plus conséquents, le taux de mortalité qui frappe les huîtres depuis 2008 est toutefois équivalent à celui constaté dans les autres types d'élevage. ■

LAURENCE GIRARD

## Les bivalves renaissent dans la baie de New York

New York  
Envoyée spéciale

On l'a un peu oublié, même si la ville recèle une cohorte de petits bars où déguster le précieux fruit de mer. New York fut, jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, un des grands centres mondiaux de production d'huîtres. La ville a compté jusqu'à 260 000 hectares de parcs et produisait 700 millions de tonnes d'huîtres par an. Le fleuve Hudson a nourri les familles new-yorkaises pendant deux siècles. Et avant même l'arrivée des explorateurs,

les Indiens en mangeaient déjà. Mais la pêche trop intensive, une épidémie de fièvre typhoïde, l'industrialisation et la pollution ont fini par décimer l'espèce, et la baie n'est plus aujourd'hui que boue.

Sous l'impulsion de Fabien Cousteau, un milliard d'huîtres vont être réintroduites dans les eaux de l'Hudson pour repeupler la baie. Le petits-fils du commandant, qui vit à Brooklyn, s'est allié pour mener à bien ce projet à la New York Harbor School, installée sur Governors Island, un îlot de 80 hectares situé entre Manhat-

tan et Brooklyn. Là, les écoliers et leurs professeurs, seuls New-Yorkais autorisés à se rendre tous les jours de l'année sur cette ancienne base militaire, gèrent l'ensemencement. Les naissances, de la même espèce que celle qui peuplait autrefois la baie, grandissent dans d'énormes cuves. Puis, lorsqu'ils atteignent une taille suffisante, les écoliers vont eux-mêmes plonger pour les transplanter.

Les huîtres ne sont pas destinées à la consommation, mais doivent participer à recréer un écosystème et consolider la baie. Les

défenseurs du projet assurent que les huîtres jouent dans les eaux tempérées le même rôle que les coraux dans les eaux tropicales. Le mollusque est réputé pour être un filtreur naturel des eaux et peut servir d'habitat à d'autres espèces.

A travers l'exemple de New York, Fabien Cousteau, espère développer un mouvement « Plant a Fish », inspiré des programmes d'encouragement à planter des arbres, pour favoriser la restauration des océans. ■

SOPHIE LANDRIN

## Les abeilles et les nouveaux pesticides

Adéfaut de faire figure de bonne année pour les abeilles – toujours aussi mal en point –, 2012 s'achève au moins sur deux raisons d'espérer pour les apiculteurs français : le classement de leur ennemi, le frelon asiatique, au rang des espèces envahissantes et nuisibles. *Vespa velutina* est un redoutable prédateur des colonies d'abeilles. Le classement promis par le gouvernement à l'occasion du congrès de l'Union nationale de l'apiculture française (UNAF), à Agen, en octobre, devrait être effectif début 2013. Comme le nouveau « plan abeilles », élaboré par le ministère de l'Agriculture.

Ses contours demeurent encore flous. Il est toutefois peu probable qu'il décrète un branle-bas de combat général contre les pesticides, dont les apiculteurs n'ont pourtant de cesse de démontrer

les ravages. Le 6 décembre, ils ont remporté une nouvelle manche contre le Cruiser OSR de Syngenta, un insecticide de la famille des néonicotinoïdes, dont la substance active, le thiaméthoxam, est accusée, même à faible dose, de faire perdre le nord aux butineuses qui s'égareront et ne retrouvent plus leurs ruches. Le Conseil d'Etat a alors rejeté le pourvoi de Syngenta sur l'interdiction définitive du pesticide, annoncée en juin par le gouvernement.

### Nouveaux produits

Si le Cruiser est interdit sur le colza, il continue cependant d'être autorisé sur les immenses superficies de maïs. De même, le Gaucho, un autre insecticide, n'est-il plus en usage pour le tournesol et le maïs, mais est toujours de mise pour le blé et la betterave, alors qu'il est « 7297 fois plus toxique

pour les abeilles que le DDT », assure le président de l'UNAF, Olivier Belval.

Quant à la deltaméthrine, une substance active « 10 800 fois plus toxique que le DDT », on la retrouve dans trente-cinq pesticides différents (notamment le Proteus de Bayer), dont une bonne dizaine est destinée au colza.

Au cours des derniers mois, d'autres firmes de l'agrochimie ont lancé de nouveaux produits. Le Cheyenne (ou Santana GR) de Philagro et le Sonido de Bayer ont ainsi été récemment autorisés.

Les apiculteurs n'en ont donc pas fini avec les luttes de prétoires. Pour l'heure, ils attendent les conclusions, annoncées pour fin 2012, d'une étude approfondie de l'Autorité européenne de sécurité des aliments sur plusieurs néocotinoïdes. ■

MARTINE VALO

## Etats-Unis Démission de la directrice de l'Agence de protection de l'environnement

Lisa Jackson, directrice de l'Agence de protection de l'environnement (EPA), a annoncé sa démission, jeudi 27 décembre. Première Afro-Américaine à ce poste, elle avait fait de la lutte contre les gaz à effet de serre et de l'amélioration de la qualité de l'air ses priorités. Les républicains la qualifiaient de « femme la plus dangereuse du pays ». Son successeur n'est pas connu. – (AFP)

## Japon Le Nouvel An à Fukushima

Environ 500 résidents des environs de la centrale nucléaire de Fukushima, évacués après l'accident de mars 2011, vont pouvoir passer cinq jours dans leur maison pour le Nouvel An. Jusqu'à alors les autorisations ne dépassaient pas quelques heures, car le niveau de radioactivité reste supérieur au niveau annuel admissible. – (AFP)

RÉVOLUTIONS ARABES

Et demain, les monarchies ?

Par Hicham Ben Abdallah El-Alaoui



JANVIER 2013

Chez votre marchand de journaux - 28 pages - 4,90 €

# Les nouveaux hommes forts de Marine Le Pen

« Le Monde » décrypte l'organigramme officiel du Front national et l'équilibre des pouvoirs internes

Le Front national vient de se doter d'un tout nouvel organigramme officiel. A première vue, les changements semblent superficiels, confirmant les annonces effectuées par le FN pendant l'été. Mais le document présente l'intérêt de mettre à plat les équilibres du pouvoir frontiste et les nouveaux rapports de force au sein du parti.

Cette nouvelle organisation, arrêtée pour le Conseil national du 8 décembre et qui, étrangement, n'a pas été diffusée à la presse, est le fruit de plusieurs propositions. C'est Marine Le Pen qui a tranché en dernier lieu, en prenant soin de ne formellement désavantager personne. Trois pôles de pouvoir – ou d'influence – gravitent désormais autour d'elle. Ils sont portés par trois personnes de premier plan du FN qui, pour l'instant, se neutralisent : Florian Philippot, Steeve Briois et Louis Aliot. Mais, comme toute « synthèse » politique, celle du FN peut aussi cristalliser des rivalités internes.

**Les jeunes pousses** Sur cette nouvelle feuille de match, celui qui tient le rôle de meneur de jeu est Florian Philippot, 31 ans. L'ancien directeur stratégique de la campagne présidentielle a été bombardé vice-président chargé de la stratégie et de la communication depuis cet été. Il est devenu, en une année, une figure incontournable du FN. Jeune, omniprésent médiatiquement, issu du chevronnement, il incarne un FN renouvelé. Un Front national plus « mariniste » que « lepéniste ». Ses avis comptent énormément, il donne souvent le « la » au FN. Marine Le Pen suit très fréquemment ses analyses.

Sur l'organigramme, il s'est doté d'un directeur de cabinet, Joffrey Bollée, et d'une équipe constituée pour sa grande majorité de « jeunes pousses » frontistes, comme David Rachline ou Julien Sanchez. Mais son ascension éclair n'est pas allée sans mal. Certains s'agacent notamment du fait que Marine Le Pen soit devenue « Philippot-dépendante ».

De plus en plus de voix lui reprochent aussi un côté « raide », détaché de la base, et son goût pour la lumière médiatique. Sa formation à l'ENA n'est pas forcément la



Marine Le Pen, entourée de Florian Philippot (à gauche) et de Louis Aliot, lors du conseil national du FN, à Sèvres (Hauts-de-Seine), le 8 décembre. ÉRIC BAUDET/DIVERGENCE

meilleure carte de visite dans un parti qui a souvent vertement critiqué « l'énarchie ».

**Les historiques** Vice-président à la formation et aux manifestations, Louis Aliot, 43 ans, peut apparaître comme étant rétrogradé, puisqu'il était chargé du projet auparavant. Mais la formation est aujourd'hui primordiale pour le parti, qui cherche à former des cadres efficaces pour les municipales. M. Aliot entend se consacrer entièrement à ce chantier. Le compagnon de Marine Le Pen tourne aussi beaucoup dans les fédérations. Et, avantage au FN, il est un relais important des

pieds-noirs et des rapatriés. M. Aliot garde aussi la main sur le club Idées Nation, think tank du FN qui devrait être réactivé et sur lequel l'organe M. Philippot.

Surtout, dans son équipe, figurent des membres « historiques » du FN, comme l'ancien gollnischien Thibault de la Tocnaye, ou comme Yann Maréchal. La sœur de Marine Le Pen et mère de Marion Maréchal Le Pen n'a pas de rôle politique proprement dit, mais elle est très appréciée. Marie-Christine Arnautu, vice-présidente chargée des affaires sociales, devrait aussi rejoindre le pôle de Louis Aliot. Cette dernière vit en

effet assez mal le fait de se retrouver sans équipe.

Sur des sujets comme la stratégie à adopter vis-à-vis de la manifestation contre le « mariage pour tous » ou encore sur la question de la mémoire historique de la guerre d'Algérie, Louis Aliot défend souvent des positions proches de celles de Jean-Marie Le Pen, différents de celles d'un Florian Philippot.

Ainsi pourrait à terme se constituer un pôle d'historiques tenté de faire contre-poids, en jouant la base, aux deux autres zones d'influence autour de Marine Le Pen, et qui pourrait entrer en concurrence directe avec le secrétariat

général. Reste à savoir ce que fera Bruno Gollnisch, qui demeure très populaire à la base. Pour l'instant, l'ancien rival de Marine Le Pen lors de l'élection pour la présidence en janvier 2011 ne s'implique pas dans l'appareil, mais il revient tout doucement sur le devant de la scène, notamment à l'occasion de l'opposition au « mariage pour tous ».

**Les hommes de l'appareil** Steeve Briois, 40 ans, a un chantier : les municipales. Secrétaire général depuis le congrès de 2011, ce militant de terrain, qui lui aussi fait le tour des « fédés », entend « professionnaliser » l'appareil FN. Quitte à rudoyer les militants et à couper les têtes. Il le répète sans cesse : son leitmotiv est la méritocratie.

Ses détracteurs contestent ses méthodes et sa façon de nommer les secrétaires départementaux, les préfets du parti. Louis Armand de Béjarry et Nathalie Pigeot l'aident à la reprise en main des fédérations, à grands coups « d'audits » pas toujours bien reçus par les militants sur le terrain. Il a reçu le renfort de Nicolas Bay, qui devient secrétaire

général adjoint. Ce dernier, bon connaisseur de la carte électorale, dirigera la campagne municipale frontiste pour les villes de plus de 3500 habitants. M. Briois a aussi la main, en tant que secrétaire général, sur les adhésions et les élus. Le FN de la jeunesse est aussi placé sous son autorité.

En revanche, M. Briois et M. Bay ont perdu le troisième « B » de leur trio : Bruno Bilde. Ce dernier était jusqu'à présent chef de cabinet de M<sup>me</sup> Le Pen. Il fut, notamment avec M. Briois, l'une des chevilles ouvrières de l'implantation de Marine Le Pen à Hénin-Beaumont. Il est désormais « conseiller spécial ». Une fonction floue qui a tout l'air d'une rétrogradation. L'origine de ce changement de statut serait due à un accrochage entre Marine Le Pen et son père. Une version que nie Bruno Bilde, qui se félicite de pouvoir se consacrer aux municipales d'Hénin-Beaumont. « "Conseiller spécial", c'était le titre d'Henri Guaino auprès de Nicolas Sarkozy », précise-t-il, comme pour se rassurer. ■

ABEL MESTRE

## Nicolas Bay, ex-mégréviste et figure émergente du FN

### Profil

C'est l'homme qui monte au Front national. Nicolas Bay, 35 ans, est devenu, comme le révèle le nouvel organigramme du parti, secrétaire général adjoint. Un poste important dans un FN qui cherche à reconstruire son réseau de cadres et de militants. Ces fonctions sont doublées d'un poste de codirecteur de campagne pour les municipales de 2014. Aux côtés de Michel Guiniot, qui s'occupera des petites villes et des villages, il pilotera la campagne frontiste pour les villes de plus de 3500 habitants. Là encore, un poste-clé, puisque le FN fait des villes moyennes un de ses principaux objectifs.

« C'est un bosseur, et un bon connaisseur des municipales. Il s'occupe très bien de sa fédération de Seine-Maritime. Il sait monter des listes, et saura former les militants à la faire aussi », explique Florian Philippot, vice-président du FN. « Nicolas Bay a des qualités d'organisateur, il m'aide à structurer les fédérations, ce qui est un chantier prioritaire. Et on a besoin de gens compétents », abonde Steeve Briois, secrétaire général, et proche de Nicolas Bay.

Malgré ces appuis, M. Bay ne compte pas que des amis au FN. Il faut dire qu'il a longtemps milité – avant d'en devenir l'un des leaders – au Mouvement national républi-

cain (MNR) de Bruno Mégret. Il a même concouru, sous les couleurs du MNR, contre Marine Le Pen, aux élections régionales d'Ile-de-France en 2004. Durant cette campagne, M. Bay avait, sur un plateau de France 3, attaqué vivement M<sup>me</sup> Le Pen, la qualifiant de « Tanguy de la politique », en référence au film sur un trentenaire entretenu par ses parents.

Histoire oubliée, assure M. Bay. Mais pas par tout le monde : certains proches de la présidente du FN qui digèrent pas le retour d'un ancien dirigeant « mégréviste » aussi haut dans l'appareil. « Je ne lui confierais pas mon poisson rouge ! prévient un cadre du FN. Je n'ai aucune confiance en lui. Mais il est malin, il ne se met personne à dos, il ne se fâche jamais frontalement et manœuvre assez bien. »

Un autre fin connaisseur du parti estime que M. Bay, revenu au FN en 2009, « a des ambitions beaucoup plus importantes que celle de secrétaire général adjoint. Il joue le jeu de Marine, tend la main à ses proches... Il se dit que si Briois ne tient pas le choc, il le remplacera ». Une vision que M. Bay récuse : « On s'apprécie énormément Steeve et moi. Ce qu'il a fait est un vrai succès. Ceux qui disent ça souhaitent l'échec de Steeve. » Autre accusation – grave – portée par ses détracteurs, celle de racisme. « Il vaut mieux être blanc et français avec

lui », tacle encore un cadre pour lequel son passé mégréviste constitue un élément à charge. Des accusations que M. Bay nie en bloc, arguant de sa matrice catholique : « C'est complètement fantaisiste ! Quand on décortique ce que j'ai fait et dit de toute ma carrière politique, cela n'a aucun sens. Ça ne correspond ni à mes convictions ni à mon parcours. Je suis aux antipodes de ces idées. »

**Son avantage : un carnet d'adresses qui navigue entre UMP et extrême droite**

Nicolas Bay présente un autre avantage dans la perspective des municipales : son carnet d'adresses, qui navigue entre UMP et extrême droite radicale. Il a commencé à militer jeune, au FNJ, avant de suivre Bruno Mégret dans sa scission de 1998. Lors de ses premières années de militantisme à l'extrême droite, il se lie d'amitié avec quelqu'un qui fera ensuite carrière chez Philippe de Villiers puis à l'UMP : Guillaume Peltier, ex-parole du candidat Sarkozy à la présidentielle, chef de file de la motion de la Droite forte, arrivée en tête lors du vote des militants

UMP en novembre. M. Bay et Peltier ont lancé en 1998 la Jeunesse action chrétienté, au moment des débats sur le pacs. Il s'agissait, selon M. Bay, de faire venir au FN les milieux catholiques. Finalement, c'est le MNR qui a su profiter du mouvement. « La stratégie mégréviste était intelligente, dans son aspect de dédramatisation et de désenclavement pour accéder aux responsabilités, se souvient Nicolas Bay. Mais ce n'était ni la bonne méthode ni le bon moment. »

Cadre dirigeant important du MNR des débuts, Jean-Yves Le Gallou se souvient des deux jeunes militants. « Nicolas Bay a toujours été très bon avec des convictions. Peltier, en revanche, c'était une savonnette !, assène l'ancien dirigeant, aujourd'hui sorte d'intellectuel organique de l'extrême droite. C'était un national à la fois traditionnel et moderne, c'est-à-dire qu'il était attaché à un certain nombre de valeurs avec une approche assez moderne. »

Côté extrême droite, M. Bay entretient de très bons rapports avec le Bloc identitaire. Il a été chargé d'opérer le rapprochement de certains cadres vers le FN pour les législatives de 2012. Une opération qui a fait long feu, mais qui pourrait être réactivée en vue des municipales, notamment à Nice, l'une des places fortes des Identitaires. ■

A. M.E.



## La parodie de vœux du PCF ravive les tensions avec le PS

M. Désir dénonce un « clip de mauvaise foi », M. Mélenchon fustige le sectarisme du PS

Le ton monte à gauche. Par communiqués interposés, PS, PCF et Parti de gauche se sont frontalement opposés ces derniers jours à la suite d'une parodie de vœux dans laquelle le Parti communiste rappelle à François Hollande ses engagements de campagne. Dans cette vidéo diffusée mercredi 26 décembre et intitulée *En 2013, rallumons les étoiles*, le parti de Pierre Laurent liste les promesses non tenues du candidat socialiste sur la culture, le traité budgétaire européen ou encore la lutte contre la finance, avant de souhaiter aux Français « une bonne année de luttés ».

L'humour communiste n'a, semble-t-il, pas été apprécié par le Parti socialiste. Jeudi, Harlem Désir n'a pas mâché ses mots pour dénoncer un clip « de mauvaise foi, mensonger et caricatural ». C'est « une faute pour la gauche » et « une honte pour ses auteurs », a encore fustigé le premier secrétaire du PS, qui « appelle le PCF à cesser de se tromper d'adversaire, à se garder d'une dérive contraire à sa tradition de responsabilité ».

Ces derniers mois, les relations entre les deux formations se sont tendues, notamment depuis que les communistes ont décidé de faire de la résistance au Sénat. Très critiques sur la politique menée par M. Hollande, leurs sénateurs s'opposent de plus en plus souvent aux

**M. Baylet (PRG) : le PCF est « dans l'opposition »**

Le président du Parti radical de gauche (PRG), Jean-Michel Baylet, a estimé vendredi 28 décembre que les communistes étaient « clairement dans l'opposition ». M. Baylet dit regretter qu'ils « s'enferment dans une posture d'opposition qui fait objectivement le jeu de la droite ». Quant aux écologistes, le sénateur du Tarn-et-Garonne estime qu'ils « n'ont pas toujours la loyauté que l'on peut attendre d'un partenaire qui a été très bien traité ». — (AFP.)

projets de loi présentés par le gouvernement. Le PS n'étant pas majoritaire seul au Palais du Luxembourg, leurs voix sont indispensables pour faire voter les textes.

Dernièrement, les communistes ont ainsi provoqué le rejet du projet de loi de finances rectificative pour 2013, qui comprenait le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi et la hausse de la TVA. Cette stratégie ralentit la procédure parlementaire – les textes sont au final adoptés par l'Assemblée nationale, qui a le dernier mot – mais permet surtout au PCF de faire entendre sa voix.

**« Droit de critique »**

« Nous convenons que cette vidéo peut susciter des réactions, mais la première d'entre elles, la plus partagée, avec près de 200 000 visites dès les deux premiers jours, est tout simplement d'en sourire », a répondu, vendredi, le porte-parole du PCF, Olivier Dartigolles, qui juge la réaction des socialistes « totalement disproportionnée ». « Mieux vaut user aujourd'hui d'un droit de critique qu'être contraint à un devoir d'inventaire dans cinq ans », a-t-il encore estimé, avant de souligner que « 2013 doit être une année de conquêtes, de luttés face aux puissances de l'argent qui gouvernent ».

Jean-Luc Mélenchon a été nettement moins diplomate, lui qui rate rarement une occasion de taper sur ses anciens camarades socialistes. Le coprésident du Parti de gauche a ainsi dénoncé vendredi les « vociférations » de M. Désir, qui « ferait mieux de se demander quelle part de vérité si évidente il contient pour que tout le monde rie de si bon cœur en regardant ce plaisant petit film ».

Et d'ajouter que le premier secrétaire du PS devrait « se réjouir que cela soit fait avec humour et drôlerie plutôt que sur le ton arrogant et sectaire avec lequel le PS croit possible de traiter les partis de notre gauche ». 2013 ne s'annonce décidément pas sous les meilleurs auspices pour la gauche. ■

RAPHAËLLE BESSE DESMOULIÈRES

**« Je maintiens 0,8 % »**

Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances, à propos de la prévision de croissance du produit intérieur brut (PIB) français pour 2013. « J'ai toujours dit que c'était une prévision volontariste mais

je suis volontariste parce que j'ai confiance en la zone euro, parce que j'ai confiance en l'économie française », a-t-il commenté, vendredi 28 décembre, après l'annonce par l'Insee d'une révision à la baisse de la croissance au troisième trimestre 2012.

**Sondage La politique de Nicolas Sarkozy jugée plus efficace que celle de François Hollande**

La politique que menait Nicolas Sarkozy est jugée plus efficace que celle de son successeur à l'Élysée, François Hollande (40 % contre 22 %), tandis que 31 % des Français les jugent « aussi inefficaces l'un que l'autre », selon un sondage BVA pour i-Télé réalisé les 20 et 21 décembre auprès d'un échantillon national représentatif de 11 011 personnes. Par ailleurs, 35 % des Français considèrent que François Hollande mène la politique « la plus juste », légèrement devant Nicolas Sarkozy (33 %). Leurs politiques sont jugées aussi injustes l'une que l'autre par 23 % des sondés, aussi justes l'une que l'autre par 5 %.

**Écologistes « Jean-Vincent Placé et moi n'avons rien à faire dans le même parti », estime Daniel Cohn-Bendit**

Dans un entretien à *Libération*, samedi 29 décembre, le député européen Daniel Cohn-Bendit répond au sénateur Europe Écologie-Les Verts qui l'accuse de chercher à s'allier aux sociaux-libéraux. « A chaque fois qu'il ouvre la bouche, le sénateur Placé, et sa pseudoradicalité, confirme que lui et moi n'avons rien à faire dans le même parti », estime M. Cohn-Bendit, en dénonçant la volonté de M. Placé de « se positionner pour le prochain congrès d'EELV ».

**Violences Un policier blessé par un projectile**

Un policier a été sérieusement blessé dans la soirée de jeudi 27 décembre, à Grigny (Essonne), par un projectile lancé par des inconnus. Quatre policiers ont été pris à partie à la gare RER de Grigny 2 – un quartier classé en zone de sécurité prioritaire – par une vingtaine d'agresseurs qui ont jeté des pierres. Atteint au visage, l'un des policiers souffre de plusieurs fractures et s'est vu prescrire une incapacité temporaire de travail de trente jours. Le parquet d'Evry a ouvert une enquête. — (AFP.)

## Pilule de 4<sup>e</sup> génération : ce Noël que Sophie, 21 ans, a failli ne jamais fêter

L'étudiante nantaise présentait des symptômes d'embolie pulmonaire. Les médecins consultés ont tardé à faire le lien avec la prise de la pilule Jasmine, qui venait de lui être prescrite

Rennes  
Envoyée spéciale

Pour Sophie et ses parents, les fêtes de Noël ont cette année un goût « particulièrement savoureux ». Le goût du bonheur qui a failli disparaître, emporté par l'acné, une pilule contraceptive de quatrième génération, un médecin bien léger et le scepticisme général.

Pour se débarrasser de quelques boutons disgracieux, Sophie, 21 ans, étudiante en deuxième année d'école de commerce, à Nantes, consulte le 24 octobre une généraliste de la ville. Elle souhaite prendre la pilule pour la première fois. La généraliste lui prescrit d'emblée la pilule Jasmine des laboratoires Bayer – que la pharmacienne remplacera ensuite par son générique, Convuline, du même laboratoire. Une pilule de quatrième génération qui, comme celles de troisième génération, ne doit jamais être prescrite aux nouvelles utilisatrices en première intention, selon les recommandations répétées de la Haute Autorité de santé – les pilules de seconde génération présentent moins de risques de thrombose (*Le Monde* du 14 décembre).

« La généraliste m'a demandé si j'avais des antécédents, sans préciser de quoi, se souvient l'étudiante. J'ai mentionné des problèmes cardiaques et de cholestérol dans la famille. Elle m'a prescrit une prise de sang. Elle n'a pas parlé de risques de thrombose, de phlébites, des termes que je ne connaissais pas à l'époque. Elle ne m'a pas non plus expliqué qu'il y avait plusieurs générations de pilules, ce que je ne savais même pas... »

Les analyses de sang sont parfaites. Sophie part en vacances à La Réunion avec ses parents. Dix heures d'avion aller, de sublimes et interminables randonnées, dix heures d'avion retour, elle rentre en pleine forme. Pourtant, une semaine plus tard, la voilà qui se sent très essoufflée lorsqu'elle monte les escaliers ou marche rapidement, avec un cœur qui bat la chamade. Un mois après s'être vu prescrire Jasmine, elle retourne consulter sa généraliste, lui décrit cet inhabituel essoufflement, lui demande même si elle doit poursuivre la prise de sa pilule, ne percevant aucune amélioration de son acné. Réponse ? Continuer. « Et comme j'avais le rhume, elle m'a donné un pschitt pour le nez et un sirop. » Les symptômes perdurent.

### De nouvelles plaintes contre les laboratoires

MAYLIS, 18 ANS, n'a pas eu la chance de Sophie. Cette brillante élève d'hypokhâgne à Lyon est décédée le 8 novembre. Sa mère a contacté l'Association des victimes d'embolie pulmonaire (AVEP), qui mène le combat pour faire connaître les risques des pilules de troisième et quatrième génération. Elle vient d'obtenir confirmation du médecin légiste que l'embolie pulmonaire qui a emporté sa fille était due à la prise de la pilule Jasmine (laboratoire Bayer).

« Maylis prenait Jasminelle, pilule de quatrième génération, depuis un an. Elle est retournée voir une gynécologue pour un problème d'acné, accompagnée de sa mère qui a évoqué différents antécédents de phlébite dans la famille. Malgré cela, la gynécologue a de nouveau prescrit une pilule de quatrième génération, Jasmine », s'insurge-t-on à l'AVEP. Trois mois plus tard, essoufflée, la jeune fille se présente aux urgences de l'hôpital. On lui demande si elle est sous contraceptif. Mais



Sophie juge qu'elle était « mal informée sur les risques ». RICHARD DUMAS/VU POUR « LE MONDE »

Le 14 décembre, *Le Monde* publie une double page sur les risques des pilules de troisième et quatrième générations. Une première plainte vient d'être déposée au pénal, en France, par une victime, contre le groupe pharmaceutique Bayer. La mère de Sophie, Marie-Pierre, reçoit l'alerte du *Monde* sur son I-Phone, puis lit l'article. « J'ai vu thrombose, AVC, ça ne m'a pas interpellée. Puis j'ai lu embolie pulmonaire. Pulmonaire, là j'ai pensé aux problèmes respiratoires de ma fille. » Avertie, Sophie lit les témoignages de victimes, dont certains évoquent des essoufflements prélabiles à l'embolie. Elle reconnaît ses symptômes.

Retour chez sa généraliste, le 15 décembre. Qui l'ausculte, ne voit rien, lui demande de fléchir trente fois les genoux, puis de remonter, avant de la laisser seule dans la pièce. « A la dixième, raconte Sophie, je suffoquais tellement que j'ai cru que j'allais mourir. Quand elle est

revenue, elle ne parvenait même plus à compter mon pouls, j'étais à plus de 180 pulsations minute. » Effectivement, vous faites de la tachycardie, conclut le médecin, qui l'envoie consulter un cardiologue et faire des analyses de sang

**Elle raconte les essoufflements, la pilule, l'article du « Monde ». « Sensationnalisme, désinformation ! », balaie le médecin**

pour contrôler sa thyroïde. Analyses auxquelles un ami de la famille, médecin, contacté entre-temps par la maman, prend la salutaire initiative d'ajouter un dosage des D-dimères, marqueurs de l'embolie pulmonaire. Leur taux se révèle explosif.

### De nouvelles plaintes contre les laboratoires

embolies pulmonaires (trois cas), des thromboses veineuses et des phlébites. Elles en ont parfois gardé de graves séquelles : tétraplégie, hémiparésie, épilepsie, aphasie... L'une d'entre elles, Caroline, 25 ans, est décédée d'un AVC en 2006. Sa mère souhaite aller en justice.

Le 21 décembre, l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) envoyait une lettre à 81 500 généralistes, gynécologues et sages-femmes, soit la quasi-totalité de ces professionnels de santé. Afin de minimiser les risques de thrombose liés aux contraceptifs oraux, il leur est recommandé de privilégier les pilules de deuxième génération, de rechercher les facteurs de risque avant toute première prescription, d'informer les patientes des signes avant-coureurs de thrombose et de surveiller la tolérance de la pilule prescrite. L'ANSM lancera par ailleurs en janvier une étude des ventes pour vérifier l'efficacité de ses mises en garde. ■

P. K.

Sophie appelle le SAMU « un peu en panique ». Parle de ses essoufflements, de la pilule Jasmine qu'elle prend depuis deux mois, des D-dimères... Le médecin régulateur se gausse et se fait longuement prier avant d'envoyer un véhicule. Direction les urgences du CHU de Nantes. Face à une spécialiste de médecine interne, Sophie re-raconte les essoufflements, la pilule, les D-dimères, l'article du *Monde*. « Sensationnalisme, désinformation ! », balaie le médecin. Elle est au courant de tout cela depuis bien longtemps. Il ne faut pas prendre pour argent comptant ce que raconte la presse qui affole inutilement. Bref, « si l'on devait faire passer des angioscanners à toutes les femmes sous pilule, on n'aurait pas fini ! »

A force d'insister, et grâce à l'arrivée de son père, Sophie arrache au médecin sceptique cet examen de visualisation des vaisseaux sanguins. Pour découvrir que ses deux poumons sont pleins de caillots. Embolie pulmonaire bilatérale. « Après, le médecin ne nous a plus reparlé de l'article. » La pilule et l'avion sont incriminés. Deux jours d'hospitalisation, six mois de traitement anticoagulant... « J'ai frôlé la catastrophe, sait aujourd'hui la jeune fille. Je ne vais pas pour autant faire un réquisitoire contre toutes les pilules, elles sont super-importantes dans le climat rétrograde dans lequel nous vivons. Mais il est clair qu'on est mal informées sur les risques. Si la généraliste m'avait décrit les symptômes de l'embolie, j'aurais tout de suite compris ce qui m'arrivait. » Depuis ce miraculeux 17 décembre aux urgences, Sophie parle pilule avec toutes ses amies et diffuse l'information sur Facebook. « Dans mon cercle de connaissances, j'ai déjà eu vent de deux accidents. » Nous avons joint sa généraliste nantaise. « Je ne suis pas sûre d'avoir à vous répondre, nous a-t-elle déclaré. Je vais contacter le conseil de l'ordre. » Immédiatement après notre appel, ce médecin a tout de même pris des nouvelles de Sophie pour la première fois depuis son départ aux urgences. ■

PASCALLE KRÉMER

OR 1656 \$ - L'ONCE | PÉTROLE 110,62 \$ LE BARIL | EURO-DOLLAR 1,3217 | TAUX AMÉRICAIN À 10 ANS 1,70 % | TAUX FRANÇAIS À 10 ANS 1,99 % | 29/12-7 HEURES

# Les smartphones chinois à la conquête du monde

Sur le marché domestique, les ventes devaient croître de 137 % en 2012. Quatre fabricants nationaux sont dans le top 5

Shanghai  
Correspondance

Longtemps cantonnés au bas de gamme en Chine et à la fourniture d'appareils en marque blanche pour le compte d'opérateurs à l'étranger, les fabricants chinois de smartphones sortent de l'ombre. Ils s'appuient pour cela sur deux tendances parallèles : l'impressionnante progression de la demande chinoise et, en Europe ; le besoin pour les opérateurs d'offrir des marques fortes face à la lame de fond d'Apple et de Samsung.

Huawei espérait livrer de 50 à 60 millions de smartphones en 2012, contre 20 millions en 2011. De fait, 85 % des appareils sortis de ses usines cette année devaient porter son logo, contre 20 % l'an dernier, estime Shao Yang, directeur du marketing des terminaux du groupe. « Notre objectif est d'être parmi les cinq plus grandes marques en 2014 et dans le top 3 en 2016 », déclare-t-il.

A grands renforts de publicité, il lui faut remédier à l'image de piètre qualité des produits conçus en Chine, un préjugé que partage d'ailleurs le consommateur chinois. En 2012, Huawei aura consacré « plus de 200 millions de dollars [151 millions d'euros] » à sa stratégie de marque, confiée à la prestigieuse agence britannique Bartle Bogle Hegarty.

Les deux fabricants chinois qui sortent de l'anonymat à l'étranger, Huawei et ZTE, jugent qu'ils ont les fondamentaux, la technologie, les canaux de distribution, les liquidités, et constatent que la généralisation du smartphone pousse de grands noms comme BlackBerry, fabriqué par le canadien RIM et l'américain Motorola, vers la sortie. « La vague des smartphones voit beaucoup de nouveaux entrants. Dans deux ou trois ans, l'industrie va se stabiliser, et Huawei sera devant », veut croire Shao Yang.

Déjà, les marques chinoises



Dans le métro de Pékin, en novembre. En 2012, le marché chinois du smartphone est devenu le premier de la planète en volume. XINHUA/ZUMA/REA

tirent leur épingle du jeu sur leur marché national, dont la croissance se signale nettement comme le moteur de l'industrie à l'échelle globale. Selon Digitimes Research, les ventes de smartphones en Chine devaient croître de 137 % en 2012, pour atteindre 189 millions d'unités. « La croissance du marché du

smartphone de la République populaire de Chine est hallucinante », commentait au début du mois de décembre Wong Teck-zhung, analyste du secteur des terminaux en Asie-Pacifique chez IDC.

Quatre chinois – Lenovo, Coolpad, ZTE et Huawei – se classent désormais dans le top 5 sur ce mar-

ché devenu cette année le premier de la planète en volume, selon ce cabinet. Le consommateur chinois continue de rêver de Samsung, laissant au leader mondial également la première place en Chine. En revanche, dans l'attente de l'iPhone 5, Apple est tombé en sixième position, sous la barre des 10 % de

parts de marché au troisième trimestre.

La progression en Chine de la marque à la pomme reste bridée par l'absence d'accord de commercialisation avec China Mobile, premier opérateur de la planète – 700 millions d'utilisateurs, dont 79 millions en 3G, sur 1,09 milliard de cartes SIM en Chine. Le géant étatique utilise une norme distincte pour son réseau 3G, baptisée TD-SCDMA, à laquelle Apple ne jugeait pas opportun de se conformer. Une version compatible de l'iPhone 5 pourrait être présentée mais, quatre années après l'arrivée du téléphone d'Apple en Chine, les négociations achoppent sur le partage des revenus, de sorte que l'onéreux téléphone n'est disponible sous abonnement 3G qu'auprès des deuxième et troisième opérateurs chinois.

Surtout, le gros des acquisitions de smartphones demeure constitué de produits situés sous la barre des 200 dollars, pour ces consommateurs émergents. Or, les marques chinoises ont su lancer, dans la seconde moitié de l'année 2012, des appareils aux processeurs de nouvelle génération et écrans de quatre pouces – le format de l'iPhone 5 – à des prix accessibles.

Un acteur chinois s'est distingué, Xiaomi, dont le premier produit n'est entré sur le marché qu'en 2011. Revendiquant les mêmes caractéristiques qu'un iPhone pour seulement 1999 yuans (242 euros), l'entreprise a vendu 7 millions de smartphones cette année. Employant le même marketing de la rupture de stock qu'Ap-

**Xiaomi a écoulé 50 000 unités en deux minutes lors du lancement de son nouveau produit**

ple, Xiaomi a écoulé 50 000 unités en deux minutes lors du lancement de son nouveau produit, le 30 octobre. L'entreprise a réalisé un chiffre d'affaires de 12 milliards de yuans (1,46 milliard d'euros) en 2012 et anticipe de doubler ce résultat en 2013. Elle aussi songe à l'international, mais a dû reporter ses débuts hors de ses frontières. Son emblématique fondateur, Lei Jun, a confié au *China Daily* que la production ne pouvait déjà pas répondre la demande intérieure... ■

HAROLD THIBAUT

## La marque Huawei s'impose peu à peu en France

UN MAGNIFIQUE cheval blanc est campé dans une plaine ; un savant tout de blanc vêtu lui aussi lui fait face. Soudain, ils courent l'un vers l'autre. Leur collision provoque une énorme explosion d'où surgit le slogan : « La beauté rencontre l'intelligence. » Une publicité pour Hermès ? Pas vraiment. Il s'agit d'un spot pour l'Ascend P1, l'un des derniers smartphones que le chinois Huawei, dont le symbole est un cheval ailé, ait lancés en France.

La publicité a tourné en boucle sur les chaînes de la TNT pendant plus d'un mois, entre fin octobre et début décembre. Pour Huawei, c'est une première : le géant asiatique n'avait jamais fait de publicité sur les écrans hexagonaux.

Avec ce spot, il espère renforcer la notoriété naissante de ses produits en France. Une campagne marketing d'envergure visant à confirmer la tendance devrait suivre en 2013.

### Un prix inférieur de 20 %

Bien que les chiffres ne soient pas encore disponibles pour 2012, tous les observateurs du secteur s'accordent sur le fait que les smartphones Huawei ont de plus en plus de succès en France, comme dans le reste de l'Europe. Selon le cabinet GFK, l'Ascend P1 se classe même parmi les dix smartphones les plus vendus pour Noël. Sur le site de commerce en ligne Rueducommerce.com, il atteint le top 4. « Le produit est

de bonne qualité et les couleurs sur l'écran sont magnifiques », fait remarquer Gauthier Picquard, fondateur du site.

Peu à peu, les smartphones chinois semblent se défaire de l'image bas de gamme qui leur colait à la peau. Et pour cause : esthétique soignée, qualité de l'écran au rendez-vous, certaines machines affichent même une puissance de calcul supérieure à leurs cousines japonaises de la même gamme. Selon les tests réalisés par les techniciens de Rueducommerce.com, l'Honor Glossy de Huawei s'avère supérieur sur cinq points au Sony Xperia J. L'autonomie du premier serait de six heures contre cinq heures pour le second. « Ils essaient de prendre la voie

des Coréens. Leurs smartphones sont des reproductions assez fidèles des meilleurs terminaux disponibles sur le marché », analyse un expert du secteur.

Le tout pour un prix souvent 20 % à 30 % inférieur à celui de leurs concurrents. « Ce sont des produits de qualité, qui correspondent à la demande du marché en produits moins chers », note François Klipfel, du cabinet GFK.

Huawei n'est pas la seule marque chinoise à vouloir tirer son épingle du jeu sur le marché français. Auparavant fabricant de téléphones sans marque pour les opérateurs, ZTE tente aussi de s'imposer, mais avec moins de succès pour l'instant. ■

SARAH BELOUEZZANE

## Pékin ordonne aux acteurs du Web de lui communiquer le nom de leurs usagers

Les microblogs par le biais d'un portable et les cartes prépayées vendues dans la rue ne permettent pas d'identifier plus de 70 % des utilisateurs

Shanghai  
Correspondance

Une nouvelle fois, le gouvernement chinois tape du poing sur la table pour s'assurer de la collaboration de tous les acteurs du Web à son effort de censure et d'identification des internautes. Cette fois-ci, le message prend la forme d'une décision, entérinée vendredi 28 décembre par le Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire (ANP), la chambre d'enregistrement du Parti communiste.

L'agence de presse étatique, Xinhua, précise que les douze articles, intitulés « Décision sur le renforcement de la protection de l'information en ligne », ont valeur de loi. Une partie du texte touche à la protection des données privées de l'internaute, à la lutte contre les spams ou l'envoi de SMS promotionnels. Mais quelques lignes intiment aux fournisseurs d'accès au Net et de réseaux de téléphonie fixe et mobile, comme à tous les acteurs du Web de contrôler l'identité de l'utilisateur.

L'Etat-Parti est déjà doté d'un complexe réseau de censure qui,

entre autres victimes, compte Facebook, Twitter, les sites pornographiques, ainsi que ceux consacrés au Tibet, à la politique et à tous les sujets sensibles. Pékin s'inquiète pourtant de ses difficultés à contrôler l'information depuis l'avènement des microblogs, ces plates-formes permettant d'échanger des messages de 140 caractères et dont le champion, Sina, revendique 400 millions de comptes.

En 2012 se sont multipliés les services de messagerie instantanée entre smartphones, que Pékin s'efforce de contrôler. Le dissident

Hu Jia, ancien prisonnier politique, s'est ainsi plaint ce mois-ci de ce que les services de la Sécurité d'Etat fussent au courant d'informations transmises par le biais de Weixin, application de messagerie développée par le géant Tencent.

### « Conserver des traces »

Régulièrement, le gouvernement appelle les acteurs du secteur à faire du zèle en matière de censure s'ils veulent rester sur ce marché juteux. Les prestataires doivent « immédiatement » cesser « la transformation d'informa-

tions illégales », dès qu'elles sont identifiées, mais aussi en « conserver des traces » avant de « rapporter aux autorités de supervision », précise la décision de vendredi.

La Chine avait tenté cette année d'imposer l'enregistrement de l'identité réelle des usagers de microblogs, sous couvert de lutte contre les rumeurs diffamatoires. L'Etat semble peu satisfait de l'application de cette mesure. Alors qu'une majorité de Chinois accède aux microblogs par le biais d'un terminal mobile et non plus sur ordinateur, l'organe de propagand-

de rappelle que, si la totalité des lignes fixes sont enregistrées, seuls 70 % des usagers de portable sont identifiés, une faille liée à la popularité des cartes prépayées, vendues dans la rue.

Lors d'une conférence de presse, le sous-directeur de la Commission des affaires législatives de l'ANP, Li Fei, a estimé qu'il n'était « pas nécessaire » de s'inquiéter des entraves que ces mesures pourraient mettre aux dénonciations publiques de la corruption ou aux critiques politiques. ■

H.T.H.

## Crise de la zone euro

## L'année 2013 sera « très dure » pour l'Espagne, selon Mariano Rajoy

Le chef du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, a déclaré, vendredi 28 décembre, s'attendre à une année 2013 « très dure, surtout au premier semestre ». « L'économie espagnole restera en récession encore un temps mais nous espérons qu'elle commencera à se redresser lors de la seconde moitié de l'année », a-t-il ajouté. Le produit intérieur brut a reculé de 0,3% au troisième trimestre 2012, après -0,4% au deuxième. M. Rajoy a aussi déclaré qu'il n'envisage pas « à ce jour » de demander l'aide financière de la Banque centrale européenne, mais qu'il n'exclut « pas de le faire à l'avenir ». - (AFP) ■

## Le déficit du Portugal à 5,6% du PIB fin septembre

Le déficit public du Portugal s'est établi à 5,6% du produit intérieur brut à la fin du troisième trimestre, contre 6,7% à la même période de 2011, a annoncé, vendredi 28 décembre, l'Institut national des statistiques. - (AFP)

## Edition Apple condamnée pour violation du droit d'auteur en Chine

Le groupe américain Apple a été condamné, jeudi 27 décembre, à verser une compensation de 125 285 euros à huit écrivains chinois, ainsi que deux maisons d'édition, pour avoir vendu des livres électroniques sans respecter le droit d'auteur, a rapporté, vendredi 28 décembre, l'agence de presse chinoise Xinhua.

## Nucléaire L'enquête sur EDF ne vise pas Henri Proglio, selon le ministre des finances, Pierre Moscovici

L'enquête menée par l'inspection générale des finances sur les conditions dans lesquelles EDF avait signé, sans Areva, en novembre 2011 un projet d'accord avec le groupe chinois CGNPC dans le nucléaire a pour but de vérifier que « les intérêts stratégiques français » sont « respectés », mais ne vise pas en particulier le PDG d'EDF, Henri Proglio, a déclaré, vendredi 28 décembre, le ministre de l'économie, Pierre Moscovici.

## Immobilier Nouvelle hausse des promesses de vente de logements aux Etats-Unis

Les promesses de vente de logements ont progressé aux Etats-Unis en novembre pour le troisième mois consécutif et ont atteint leur plus haut niveau en deux ans et demi, selon des chiffres publiés vendredi 28 décembre par l'Association nationale des agents immobiliers. Elles ont augmenté de 1,7% par rapport au mois précédent. - (AFP)

## OMC Neuf candidats pour succéder à Pascal Lamy

La Corée du Sud a présenté, vendredi 28 décembre, son ministre du commerce, Taeho Bark, pour succéder à Pascal Lamy au poste de directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le même jour, le Brésil a proposé le nom de son représentant permanent auprès de l'OMC, Roberto Azevedo. On compte désormais neuf prétendants. Les pays membres ont jusqu'au 31 décembre pour présenter un candidat.

## Les quotidiens corrigent le recul des ventes et de la publicité par des prix en hausse

La presse souhaite préparer l'avenir en investissant dans le rédactionnel et le numérique

En annonçant une hausse du prix du *Guardian* de 1 à 1,20 livre sterling (de 1,20 à 1,40 euro) à l'automne 2011, son directeur, Alan Rusbridger, faisait remarquer qu'un exemplaire du quotidien britannique restait moins cher qu'un cappuccino.

L'écart se réduit pourtant dangereusement : à compter du 12 janvier, le tarif du *Guardian* augmente à nouveau de 20 pour atteindre 1,40 livre en semaine (1,70 euro) et 2,30 livres (2,80 euros) le samedi. Cette tendance à la hausse des prix est suivie par la plupart des grands quotidiens occidentaux. En France, *Le Monde* est vendu 20 centimes plus cher depuis samedi 30 décembre, soit 1,80 euro. *Libération* passe le 2 janvier de 1,50 à 1,60 euro. Un phénomène qui fait ressortir le journal papier comme un quasi produit de luxe, à l'heure d'Internet et de la surabondance d'offres d'information gratuite.

La plupart des experts notent qu'une augmentation de prix, lorsqu'elle est modeste, n'a pas d'impact réel à court terme sur les ventes. « Mais il y a eu des hausses répétées ces dernières années en France, qui commencent à entraîner une désaffection des lecteurs », met en garde Patrick Le Floch, directeur de l'Institut d'études politiques (IEP) de Rennes.

Auteur de plusieurs études sur le sujet, il évalue à 2 euros le « cap » au-delà duquel les quotidiens risquent de se couper de leur lectorat.



Un kiosque à journaux dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris. LEONARDO ANTONIADIS POUR « LE MONDE »

Ce seuil psychologique a déjà été franchi dans de nombreux pays.

En Allemagne, la *Süddeutsche Zeitung* est passée de 1,90 à 2,20 euros entre 2010 et juin 2012. Aux Etats-Unis, le *New York Times* a augmenté en janvier 2012 son prix de 25% en une fois, de 2 à 2,50 dollars (1,88 euro). Quant au *Financial Times*, le quotidien des affaires britannique est désormais vendu 2,50 livres (3,05 euros) en semaine contre 2 livres en octobre 2011.

Quelle est donc la logique de ces hausses de tarif plus rapides que le rythme de l'inflation ? Ne risquent-elles pas d'être contre-productives, alors que les jeunes sont déjà de moins en moins enclins à se rendre dans les kiosques ?

L'expérience prouve qu'elles ont un effet bénéfique sur le compte d'exploitation des journaux, en dépit de la baisse des ventes dont souffre la majorité des quotidiens occidentaux. Ainsi, selon une note publiée en septembre par Frédéric Filloux, directeur chargé du numérique aux *Echos*, le *Guardian* a augmenté de 43% ses prix entre 2007 et 2010. Sur la période, il a enregistré une hausse de 15,8% de ses revenus liés à la diffusion même si celui-ci a reculé de 19%.

Pour les journaux, en butte à une chute de leurs recettes publicitaires, une telle stratégie « constitue sans doute le meilleur espoir de rester à flot », estime le cabinet de conseil Simon-Kucher & Partners dans une étude publiée en septembre. Spécialisé en marketing et stratégie de prix, le cabinet déconseille

**Les journaux sont contraints à s'adresser à un lectorat prêt à dépenser plus pour un contenu à haute valeur ajoutée**

fortement aux grands quotidiens de tenter de relancer leurs ventes par une baisse des tarifs. Son constat : il s'avère très difficile de regagner des lecteurs déjà perdus.

Au contraire, les journaux sont contraints à adopter un « modèle premium » s'adressant à un lectorat prêt à dépenser plus pour un contenu à haute valeur ajoutée. « L'activité papier n'est pas votre héritage, c'est votre coffre-fort »,

assure l'étude, alors que la presse tire toujours l'essentiel de ses revenus de l'imprimé et non du numérique.

La manne engrangée grâce à des hausses de prix doit servir à préparer l'avenir. « Il faut investir pour améliorer la qualité rédactionnelle des journaux et se développer dans le numérique », explique André Weber, partenaire chez Simon-Kucher et rédacteur de l'étude. En clair, l'argent doit aller aux enquêtes, aux reportages, à la création de suppléments et à l'élaboration d'une vraie stratégie multi-écrans.

« La mauvaise façon de faire serait de considérer qu'il s'agit uniquement de compenser la baisse du chiffre d'affaires », souligne l'historien de la presse Patrick Eveno. Selon ce spécialiste des médias, l'idée sous-jacente à des hausses de prix peut être d'encourager les lecteurs à passer à des abonnements numériques, « en imaginant que le papier est de toute façon condamné à moyen terme ». Une stratégie qui ne peut fonctionner que pour une presse assez haut de gamme, dont les lecteurs sont déjà bien équipés en tablettes et téléphones multi-médias. ■

MARIE DE VERGÈS

## Les marchés misent sur le gouvernement Abe pour relancer l'économie japonaise

Les taux bas n'ont stimulé ni la consommation ni les investissements

Tokyo  
Correspondance

La fin d'année aura vu les marchés financiers japonais baigner dans une douce euphorie. Entre l'annonce d'élections législatives anticipées le 16 novembre et la dernière séance de l'année le 28 décembre, l'indice Nikkei a progressé de 20%, à 10 385,18 points. Annoncés vendredi 28 décembre, les chiffres décevants de la production industrielle, en recul de 1,7% en novembre ou de l'évolution des prix, en baisse de 0,1% le même mois, tout juste tempérés par un chômage en recul de 0,1 point à 4,1%, n'ont pas freiné l'enthousiasme d'investisseurs sous le charme du nouveau gouvernement de Shinzo Abe.

Ils comptent sur cette administration pour relancer une économie qui vit sa cinquième période de récession depuis quinze ans, conséquence de la morosité des exportations. En baisse de 4,1% en novembre, elles sont à l'origine d'un cinquième déficit commercial mensuel consécutif, une première depuis 1980. Et la consumma-

tion, affectée par la contraction des rémunérations, évolue de façon erratique. L'estimation de croissance de 1,5% de la Banque du Japon (Boj) pour l'exercice clos fin mars 2013 semble hors d'atteinte.

Pour inverser la tendance, M. Abe veut jouer du levier monétaire. Il souhaite que la Boj élève l'objectif d'inflation à 2% contre 1% aujourd'hui et qu'elle « adopte d'audacieuses mesures d'assouplissement monétaire ». Ses prises de position ont contribué à la baisse de plus de 10% du yen face au dollar et à l'euro, de quoi ravir les exportateurs.

## Un objectif : les sénatoriales

Dans le même temps, M. Abe prévoit pour janvier un plan de soutien à l'économie doté de 10 000 milliards de yens (88 milliards d'euros) et refuse de se sentir contraint par la limite fixée à 44 000 milliards de yens par l'administration précédente aux émissions annuelles de bons du Trésor. Se défendant d'aggraver encore la dette, M. Abe parle de « stratégie de croissance encourageant l'investissement » et considère que « sans

une économie forte, il ne peut y avoir de consolidation fiscale ».

Le doute existe cependant de voir l'argent débloqué affluer non pas dans des domaines où la productivité pourrait être améliorée, mais dans les campagnes dont M. Abe a besoin pour remporter les élections sénatoriales de juillet 2013.

Du côté de la Boj, son gouverneur, Masaaki Shirakawa, qui sera remplacé en avril, doute de l'efficacité des seules mesures monétaires. L'institution, qui a déjà assoupli sa politique, note que, malgré des taux historiquement bas, les investissements ne décollent pas.

Le gouvernement devrait ajouter à la politique monétaire des mesures de dérégulation et de libéralisation du commerce. Le patron nippon appelle le cabinet Abe à participer aux négociations du Partenariat transpacifique, vaste zone de libre-échange chère au président américain Barack Obama. M. Abe reste discret sur cette question. Sans doute parce que le très protégé secteur agricole nippon y est fermement opposé. ■

PHILIPPE MESMER



Les grandes traditions religieuses ont toujours aidé les « chercheurs de l'Absolu » à vivre une expérience transformatrice, sous la conduite ou non d'un maître. Mais on assiste depuis peu à l'émergence d'une « spiritualité laïque » évoluant hors de toute croyance ou pratique religieuse.

Dans sa dernière édition, *Le Monde des Religions* vous invite à découvrir sous un nouvel angle toute la richesse et la singularité de ces spiritualités.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX





# Même au musée, Oldenburg reste sacrilège

Il faut aller à Bilbao pour découvrir l'œuvre provocatrice du sculpteur, qui n'a jamais été exposé en France

## Arts

### Bilbao

De Claes Oldenburg, on connaît essentiellement les installations monumentales en forme d'objets du quotidien, pochette d'allumettes ou tampon encreur. Il n'y en a pas dans la rétrospective consacrée aux années 1960 de l'artiste que reçoit le Guggenheim Bilbao après Vienne et avant New York – et qui ne passe par aucun musée en France. Ce qui est regrettable, d'une part parce qu'il n'en a jamais eu dans ce pays dont les artistes ont eu une si grande importance pour lui, d'autre part parce que l'exposition est consacrée au meilleur de son œuvre, de son arrivée à New York en 1956 en provenance de Chicago jusqu'au début de la gloire internationale.

Cette gloire qui, par la suite, n'a pas été toujours bonne conseillère, précipitant Oldenburg du côté de l'art public, spectaculaire et colossal, alors qu'il a commencé du côté de l'éphémère, du fragile, du dérisoire. En ce sens, on doit se réjouir que l'exposition soit présentée au Guggenheim Bilbao parce que la tension est très forte entre, d'une part, le luxe de haute technologie de l'architecture de Frank Gehry et, de l'autre, les débris sales et froissés qui sont le seul matériau d'Oldenburg à ses débuts.

C'en est drôle : dans les hautes salles immaculées, sur des podiums impeccablement blancs et lisses, sont disposées des constructions bancales de cartons déchirés, au-dessus desquelles pendent d'autres assemblages en bouts de bois, bouts de ficelle et bouts de tissu. Sur les murs, tout aussi propres, sont accrochés des dessins sommaires, parfois obscènes, et des collages de papiers journalaux déchirés, troués, brûlés sur les bords. Et s'il faut des murs si blancs, c'est parce qu'y sont projetés des bouts de films, ceux des performances provocatrices qu'Oldenburg, Pat, son épouse, et leurs amis Jim Dine ou Lucas Samaras accomplissent dans des galeries à partir de 1960.

La contradiction est à son com-



« Floor Cake », 1962. Toile rembourrée de mousse polyuréthane et carton peint. CLAES OLDENBURG COLLECTION OF THE MUSEUM OF MODERN ART, NEW YORK

ble, et c'est Oldenburg qui gagne : ses travaux, même muséifiés de la sorte, même pieusement traités comme de coûteuses reliques, n'en restent pas moins railleurs et sacrilèges. Ils n'ont pas perdu leur charge de colère et de grotesque, leur rire narquois ou aigre, selon les cas. La présentation solennelle du musée ne fait que rendre ce rire plus sonore, par opposition.

En 1956, Claes Oldenburg, qui est né à Stockholm en 1929, mais n'en est pas moins américain, est un jeune artiste lettré et cultivé, passé par l'Art Institute de Chicago, et qui connaît aussi bien que possible l'histoire des avant-gardes, du cubisme et de Dada à Picasso et Pollock. Il alterne poésie et création plastique. Venant à New York, il ne cherche pas un atelier à

Soho, près de chez Jasper Johns et Robert Rauschenberg, mais dans le Lower East Side, une zone plus pauvre et nullement à la mode. Il y voit la misère, les clochards s'abritant sous des cartons, la récupération comme mode de survie, l'envers sordide de la prospérité.

Il en fait aussitôt sa façon de créer : avec les mêmes débris pour des réalisations aussi fragiles. Les exemples de Kurt Schwitters et Jean Dubuffet l'aident à sauter le pas. Ils lui montrent combien il importe de s'arrêter à temps, de ne pas compliquer inutilement, de savoir s'en tenir à peu de traits en apparence mal ajustés sur la feuille et à des bricolages qui ont l'air bâclés et qui doivent leur efficacité à leur côté rudimentaire et hâtif. Ils ont l'air proches de la des-

truction, échappés de justesse à l'eau ou au feu.

Beaucoup d'entre eux se prêtent à une lecture sociale ou politique. Avec des planches clouées, Oldenburg fabrique ce qu'il appelle des *Drapeaux*. Avec de la mouseline bourrée de papier journal, des cintres et un séchoir, il obtient sa *Ville à l'envers*, gratte-ciel pendu au plafond. À l'encre, il dessine des parodies d'affiches de théâtre ou de cinéma pour ses propres créations, ces happenings dont on a commencé récemment à redécouvrir la force. *Snapshots of the City* en 1960, *Fotodeath* en 1961 : corps bandés, masques burlesques, espaces saturés de lambeaux peints, gesticulations, poses provocantes. Oldenburg ne ménage pas la sensibilité des spectateurs. En

1963, à Chicago, il organise *Scarface and Aphrodite*, parade saccadée dont on découvre le film avec stupeur.

A cette date, Oldenburg a abandonné le carton et le bois de caisse pour le vinyle, le kapok, le plâtre, les résines, les couleurs à l'émail. Depuis 1961, il s'en sert pour créer des sculptures polychromes en forme de caisse enregistreuse, de vestes sur son cintre, de part de tarte ou de hamburgers. Il les expose dans un magasin, dans le Lower East Side toujours : il l'appelle simplement *The Shop*, puisque le principe est de redoubler la réalité contemporaine, mais dans une version tantôt rongée par des parasites, tantôt malade d'obésité. Rien ne va. Les couleurs sont trop vives ou trop grasses, les crèmes trop

chimiques, les dimensions, monstrueuses.

Un mot s'impose, nausée, celle que suscite une alimentation trop riche en quantité excessive dans un monde encombré d'objets lourds et menaçants par leur nombre autant que par leur volume. Alors que ses contemporains et proches du pop art, Andy Warhol ou Tom Wesselmann, affectent de s'en tenir à des descriptions neutres des intérieurs américains si merveilleusement modernes, cuisines et salles de bains particulièrement, Oldenburg pousse jusqu'à

Comme Dali, il joue de la claustrophobie et de la mollesse comme agents de perturbation de la perception

la satire et à une forme de fantastique désagréable. On pense pêle-mêle à Jarry, à Chirico, à Kafka, à Dali, à tous ceux qui jouent de la disproportion, de la claustrophobie et de la mollesse comme d'agents de perturbation de la perception.

Mais on pense aussi à tous ceux qui, depuis, à grand bruit, avec grand succès, ont imité Oldenburg, sans le savoir, faut-il espérer. Bien avant Damien Hirst, dès 1967, Oldenburg a fait du mégot un motif symbolique. Bien avant Jeff Koons, dès 1964, il s'est emparé de l'aspirateur et a rendu manifestes ses capacités allégoriques. Bien avant nombre d'artistes actuels, il a fait de la collection d'objets sans qualité un mode de création. Pourquoi le sait-on si peu ? Parce qu'à partir des années 1970 Oldenburg s'est laissé gagner par l'ivresse du monumental et que son ironie s'est peu à peu perdue. C'est aussi le moment où, prudemment, l'exposition prend fin. ■

PHILIPPE DAGEN

Claes Oldenburg, les années 60, Guggenheim Bilbao, C/Abandoibarra, 2, 48001, Bilbao. Tél. : (34) 944-35-90-00. Du mardi au dimanche de 10 heures à 20 heures. Entrée : 11 €. Jusqu'au 17 février 2013.

## Un million de « Rescue Me » et personne pour la sauver

**Disparition** Chanteuse de soul, Fontella Bass se produisait aussi avec l'Art Ensemble of Chicago

Pour les amateurs de soul music, Fontella Bass aura été surtout l'interprète d'un classique du genre, *Rescue Me* (1965), avec dans la foulée un album de bonne tenue, *The New Look*, et un enregistrement devenu culte intitulé *Free* (1972). Pour les amateurs de jazz, le nom de Fontella Bass restera attaché à quelques enregistrements du groupe de free-jazz Art Ensemble of Chicago, notamment conduit par son mari, le trompettiste Lester Bowie.

La chanteuse, née à Saint-Louis (Missouri), le 3 juillet 1940, est morte jeudi 27 décembre, dans un hôpital de sa ville natale, à l'âge de 72 ans. Elle y avait été admise après

une crise cardiaque survenue le 2 décembre. Elevée dans une famille d'interprètes de gospels, Fontella Bass fait ses débuts dans des chœurs avant de se tourner vers le répertoire du rhythm'n'blues à la fin des années 1950. Elle grave ses premières faces de 45-tours avec les guitaristes et chanteurs Little Milton (1934-2005) et Ike Turner (1931-2007) et devient, en 1963, la chanteuse de la Soul Revue menée par le pianiste et producteur Oliver Sain (1932-2003).

Au sein de cette formation, Fontella Bass rencontrera le chanteur Bobby McClure (1942-1992), avec qui elle va enregistrer un premier succès, *Don't Mess up a Good*

*Thing*, en 1964, pour Checker, l'un des labels de la compagnie phonographique Chess Records, située à Chicago et spécialisée dans le blues et le rhythm'n'blues.

### « Les Stances à Sophie »

C'est pour Chess, avec Oliver Sain comme producteur et Raynard Miner et Carl William Smith en coauteurs, que Fontella Bass compose et interprète la chanson *Rescue Me*. Restée plusieurs semaines en tête des meilleures ventes des classements R & B – il se serait écoulé plus d'un million d'exemplaires du 45-tours –, la chanson est depuis un classique dont s'empareront nombre de chanteuses

soul, dont Aretha Franklin en 1967. Fontella Bass enregistrera encore plusieurs titres pour Checker, certains réunis dans l'album *The New Look* (1966), avant de quitter la compagnie.

Partie à Paris à la fin des années 1960 avec son mari, Lester Bowie, et l'Art Ensemble of Chicago, Fontella Bass intervient dans une poignée d'albums du groupe. Dont celui, publié en 1970 par Pathé-Marconi, qui réunit la musique qui accompagne le film *Les Stances à Sophie*, de Moshé Mizrahi. Elle intervient sur un seul morceau, *Le Thème de Yoyo*, le moins marqué par le free-jazz, dont l'Art Ensemble est alors l'une des formations



Fontella Bass en 1965. ASSOCIATED PRESS

phases. De retour aux États-Unis en 1971, Fontella Bass retrouvera Oliver Sain, qui produit son album *Free*, probablement ce qu'elle aura réalisé de plus intéressant, sans retrouver la reconnaissance des

années 1960. A partir du milieu des années 1970, Fontella Bass s'éloignera de la scène musicale, réapparaissant de temps à autres au sein de formations de gospel. ■

SYLVAIN SICLIER

# Natalie Dessay

tous les mardis à 8h40

dans **La Matinale** de Christophe Bourseiller



francemusique.fr

**Gastronomie** Dans le Dauphiné, une jeune génération de passionnés met en lumière fromages, vins et plats du terroir... Et même du whisky

# Mourir pour un saint-marcellin, se damner pour une raviolle

Grenoble

Envoyé spécial

Certains lieux ont le pouvoir de nous faire voyager en suscitant des émotions mystérieuses. Ainsi, pour beaucoup d'habitants et de visiteurs, l'âme de Grenoble, son cœur, son ventre, son pôle énergétique, c'est... la Laiterie Bayard. Située dans le quartier des Antiquaires, à deux pas des Halles, cette belle fromagerie familiale de 1931 est restée dans son jus, paisible, avec ses façiènes et ses frigos en marbre des années 1950, son plafond écaillé et ses produits du Dauphiné exposés là, comme dans un musée vivant. À l'origine, les fermiers descendaient du Vercors, chaque matin, pour y apporter leur lait frais, dont une partie était transformée en yaourts. Sous l'Occupation, la Laiterie Bayard nourrit les Grenoblois. Des générations d'étudiants, par la suite, vinrent s'y approvisionner pour la fondue du samedi soir...

François Blanc-Gonnet, le père de cette institution, a pris sa retraite il y a peu, mais demeure toujours présent en coulisses. Elfe ventru et barbichu à l'humour caustique, sourd à ses heures (quand ça l'arrange) mais généreux et capable de vous sortir n'importe quel millésime de Château Rayas de sa cave, ce spécialiste des vins de Savoie est un personnage de roman à qui Grenoble doit beaucoup. Pierre Etienne, qui lui succède, s'efforce de perpétuer son œuvre en sélectionnant lui-même les meilleurs produits dauphinois. « Ces dernières années, explique-t-il, ces produits, longtemps tapis dans l'ombre de la riche cuisine lyonnaise, ont atteint un vrai niveau d'authenticité grâce à la passion d'une nouvelle génération. »

Ainsi, dans le Parc naturel de Chambaran, pays de Mandrin et de Berlioz, Jean-Noël Rochas produit-il des saint-marcellin au lait cru d'une qualité exceptionnelle. Ses cinquante vaches montbéliardes nourries exclusivement à l'herbe et au foin de sa ferme (et non à l'ensilage, qui donne un goût épouvantable aux fromages) produisent un lait riche propice à l'élaboration de saint-marcellin crémeux et doux. Affinés au moins quinze jours dans une atmosphère humide, ils arborent avec le temps une jolie croûte jaune pâle et bleu et se marient bien avec un vin rouge sur le fruit (de type beaujolais ou marsannay) ou un vin blanc sec de Savoie. Incroyable mais vrai : le fromage préféré de Louis XI ne possède de toujours pas son AOC!

Au village de Chatte, tout près de Saint-Marcellin, les rugueux frères Rambert ont redonné leurs lettres de noblesse aux raviolles du Dauphiné, qui sont aux raviolles italiennes (qui les ont précédés) ce que l'éléphant est au mammouth. Apparues au XV<sup>e</sup> siècle dans le Royans, au pied du massif du Vercors, ces petits carrés de pâte de blé tendre farcis au fromage et au per-



Pierre Etienne dirige la Laiterie Bayard, une institution grenobloise. SYLVAIN FRAPPAT POUR «LE MONDE»

sil étaient le plat du pauvre. Jusqu'en 1935, ils étaient fabriqués à la main par des femmes, les raviolleuses, qui louaient leurs services à la journée à l'occasion des fêtes. Loin de toute production industrielle, les raviolles artisanales des frères Rambert ne sont vendues que fraîches à l'échelle régionale et doivent être cuites de préférence dans un bouillon de poule avant d'être arrosées de beurre fondu. Un délice.

Tapi au creux d'un vallon, le village de Marnans, à 30 minutes de là, abrite aujourd'hui l'un des restaurants les plus sympathiques de tout le Dauphiné. Coralie et Nicolas Grandclaude ont repris il y a peu l'antique auberge en pisé

Des queues d'écrevisse pochées dans un consommé « aux senteurs de sous-bois »

pour y proposer une cuisine de terroir raffinée. Leurs queues d'écrevisse pochées dans un consommé « aux senteurs des sous-bois » et accompagnées de raviolles fraîches appellent un condrieu d'Yves Cuilleron ou de François Villard. Au dessert, le moelleux aux noix de Marnans est servi tiède avec un caramel à la fleur de sel et des myrtilles sauvages givrées.

Au départ de Pont-en-Royans, dont les maisons médiévales surplombent la Bourne, la route taillée dans la falaise est l'une des plus spectaculaires du massif du Vercors. Il vous faudra l'emprun-

ter pour vous rendre à Saint-Julien, où, l'hiver, les températures peuvent chuter jusqu'à -30°C... C'est dans ce décor sibérien, haut lieu de la Résistance, que le très passionné Aymeric Arnaud fabrique l'un des plus beaux fromages dauphinois actuels : le bleu

du Vercors (appelé autrefois « bleu de Sassenage »), dont l'AOC, créée en 1998, est la plus petite de France en termes de tonnage et de superficie. Ce sont des moines italiens de Gorgonzola qui, au Moyen Age, apprirent aux paysans à fabriquer ce bleu. Pendant la guerre, les Alle-

mands, qui voulaient affamer les résistants, abattirent toutes les vaches du Vercors, ce qui stoppa net la production de bleu pendant plusieurs décennies.

Certifié bio depuis 1999, Aymeric soigne ses vaches (abondances, montbéliardes et villardes) avec des plantes et des huiles essentielles. Son bleu est issu de lait du soir et du matin chauffé à 36 degrés et brassé cinq fois dans la journée avant d'êtreensemencé au pénicillium. Durant les 25 jours d'affinage qui suivent, la pâte molle et non pressée est régulièrement piquée avec des aiguilles afin de permettre à la moisissure de se développer. Au bout de 60 jours, le fromage offre une belle croûte orangée et fleurie. A l'intérieur, la pâte est d'un blanc cassé veiné de bleu ciel. Doux, subtil et fleuri, son goût évoque les herbes du Vercors.

Enfin, pour découvrir l'adresse peut-être la plus insolite de toute la région, il vous faudra pénétrer dans le territoire du Trièves. Voie traditionnelle reliant Grenoble à Gap et Sisteron, cet espace quasi désertique était autrefois le grenier à céréales du Dauphiné. C'est là que Frédéric Revol et Jérémy Bricka, deux agronomes, se sont mis en tête, en 2008, d'élaborer des whiskies et des vodkas d'exception... « Nous avons là des terroirs préservés et une eau de source fabuleuse », s'enflamme Frédéric Revol.

Issu d'orge bio malté et distillé deux fois, le whisky du domaine des Hautes Glaces a été élevé trois ans en fûts de chêne. Il fascine par son nez frais de poire et de noiset-

## Adresses gourmandes

**Laiterie Bayard**  
17, rue Bayard, 38000 Grenoble  
Tél. : 04-76-44-36-25

**Fromagerie Rochas**  
38470 Quincieux  
Tél. : 04-76-93-53-60

**Raviolles du Dauphin**  
38160 Chatte  
Tél. : 04-76-64-02-64

**Auberge de Marnans**  
2, pl. du Prieuré, 38980 Marnans  
Tél. : 04-76-36-28-71  
Menus du marché à 20, 28 ou 39 euros

**Bleu du Vercors**  
Aymeric Arnaud, Les Domarière,  
26420 Saint-Julien-en-Vercors  
Tél. : 04-75-45-51-00

**Domaine des Hautes Glaces**  
38710 Saint-Jean-d'Hérans  
Hautesglaces.com

te, sa bouche franche et gourmande pleine de vivacité. Un whisky du terroir, pur et plein de promesses. Avec son nez fruité de quetsche et de genièvre, l'eau-de-vie à base de seigle bio distillé trois fois et élevé en cuve s'apparente à une superbe vodka, sans filtration ni additifs. Ces deux eaux-de-vie viennent d'être recensées par la Maison du whisky, dans le 8<sup>e</sup> arrondissement de Paris : une vraie consécration. ■

EMMANUEL TRESMONTANT

Haut et Court et The Farm Film présentent

APRÈS "ENTRE LES MURS"

"Une magistrale troupe d'actrices" PREMIÈRE ★★★  
"Chef-d'œuvre" Pascal Mérigeau - LE NOUVEL OBSERVATEUR

# FOX FIRE

CONFESSIONS D'UN GANG DE FILLES



un film de LAURENT CANTET  
d'après le roman de Joyce Carol Oates



Observateur

AU CINÉMA LE 2 JANVIER

Le Monde



## Gastronomie

Publicités

PARIS 1<sup>er</sup>

**PHARAMOND** Fondé en 1832  
Institution des anciennes Halles au décor « belle époque » classé.  
MENUS ST SYLVESTRE 88 € ET 98 €  
24, rue de la Grande Truanderie  
☎ 01.40.28.45.18 - M<sup>o</sup> Etienne Marcel

PARIS 6<sup>e</sup>

**LE POLIDOR** Fondé en 1845  
Cet authentique bistrot parisien du quartier latin maintient farouchement des bons plats bien de chez nous à prix modérés et la belle carte des vins perpétue la tradition.  
Menus 22 € et 28,62 € midi et soir  
41, rue Monsieur Le Prince  
☎ 01.43.26.95.34 - O.T.L.I. jusqu'à 0h30

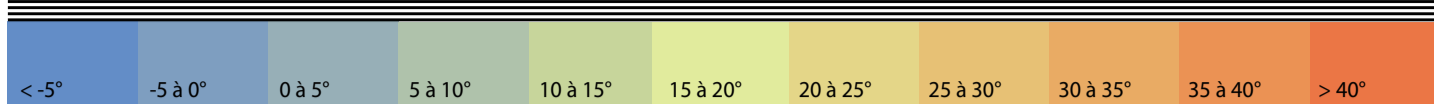
PARIS 6<sup>e</sup>

**YUGARAJ - Cuisine indienne**  
1971 - 2012 : 41 ans le succès d'une institution !  
Une nouvelle carte, des plats inédits à découvrir ainsi que la formule à midi en semaine 22 €, chaque jour une entrée et une spécialité régionale : Chingri Balar (Bengale), Channa Baigan (Pendjab) etc...  
Un savoir-faire, d'excellents produits de qualité, un décor raffiné, un service stylé et des prix doux, des plats à partir de 17 €. Une carte de vins : plus de 130 références adaptées à nos spécialités.  
14, rue Dauphine - Paris 6<sup>e</sup>  
01 43 26 44 91 - Fermé lundi

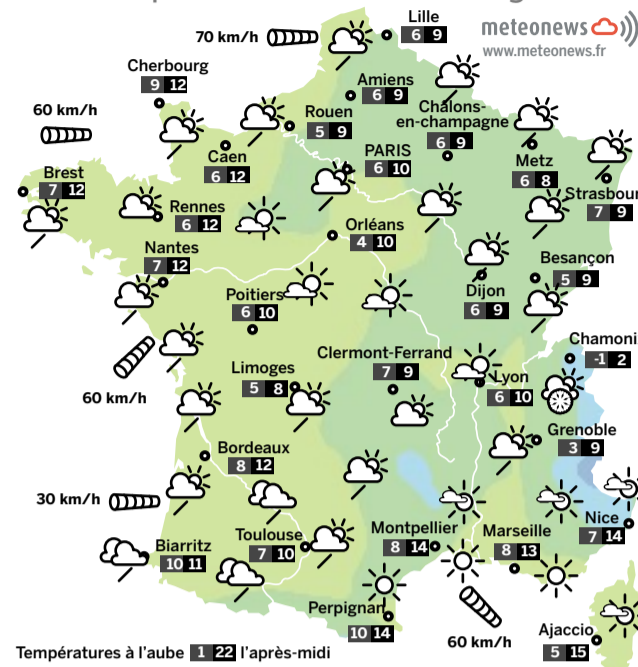
RENSEIGNEMENTS PUBLICITÉ

« GASTRONOMIE »  
☎ 01.57.28.39.57





Dimanche 30 décembre
Ondées éparses dans un ciel changeant

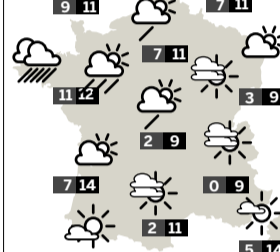


Températures à l'aube 1-22 l'après-midi
Rogier Coeff. de marée 78
Lever 08h44 Coucher 17h01
Lever 19h30 Coucher 09h32

Aujourd'hui

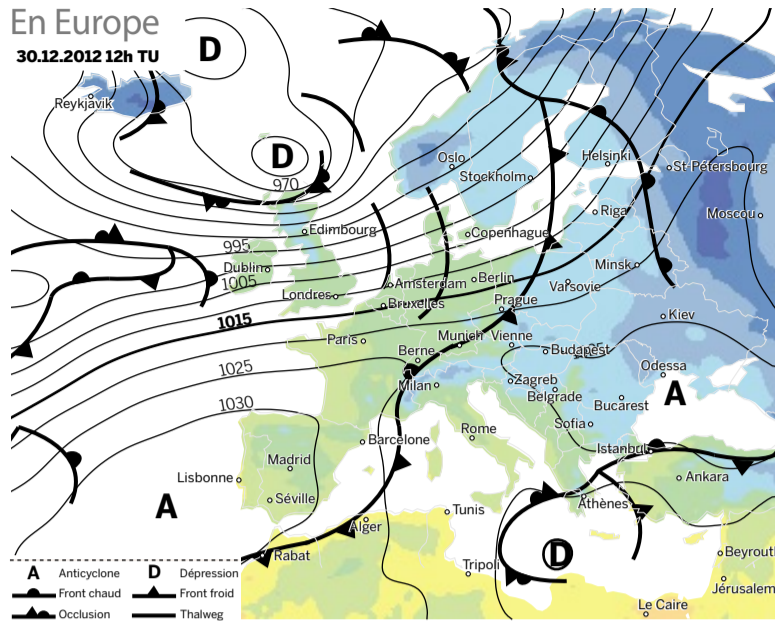
Une masse d'air modérément humide viendra buter sur les hautes pressions dimanche. Quelques faibles ondées pourront ainsi se manifester, surtout de la Normandie aux Ardennes ainsi que sur l'Aquitaine et dans les Alpes du Nord.

Lundi



Jours suivants

Table with 4 columns: Day (Mardi, Mercredi, Jeudi), Region (Nord-Ouest, Ile-de-France, Nord-Est, Sud-Ouest, Sud-Est), and weather icons/temperatures.



AMÉRIQUE DU NORD APRÈS LA NEIGE, LE FROID S'INVITE

Table with 4 columns: City, Weather description, Temperature range, and other details for various European cities.

Courriels

Nouvel An Nous fatigue l'ennui...

Nous fatiguent les fêtes imparfaites et les dons sans pardon. Nous fatiguent les moitiés d'amitié et les sourires sans rareté. Nous fatiguent le débailage des victuailles. Nous fatiguent les souhaits sans y penser.

Christian de Maussion, Paris

Transparence pour quoi faire ?

Manuel Valls annonce qu'il va communiquer le nombre d'interpellations et de voitures brûlées qui ne vont pas manquer d'émailler les réjouissances de fin d'année.

Roger Saint-Pierre, La Rochelle (Charente-Maritime)

Religion Pour un Grenelle de la laïcité

Le massacre de la Saint-Barthélemy, en 1572, nous rappelle que la France n'a pas toujours été la championne de la laïcité. L'emprise de l'Eglise sur la société française au cours des siècles passés n'avait pas grand-chose à envier aux prétentions de l'islam à intervenir dans toutes les composantes de la vie de tous les jours.

Francis Demigneux, Saint-Julien-les-Villas (Aube)

Les jeux

Mots croisés n° 12-310

Mots croisés grid with letters and numbers for clues.

Horizontalement

- I. Fait tout pour nous embêter. II. Plus il est beau, plus il devient embêtant. Un peu trop salée. III. Demoiselle qui frappe dur. Remplissent les partitions. IV. Préparation à l'exploit. V. Fines bulles du Piémont. Met fin à la prière. VI. Cruellement attaqué par le fondement. Devient une marchandise hors de prix. VII. Démonstratif. Moment de liberté. Moments de liberté. VIII. Passage d'une vérité à une autre. Romains de Tivoli. IX. Centre de formation. Passer à l'huile. X. Fatigantes à force de revenir sur tout et n'importe quoi.

Verticalement

- I. Pour bien suivre les dettes et les créances. II. En dessous de la moyenne. Empire disparu. III. Petite tresse sur une tête suisse. Confiance absolue. IV. Vieilles habitudes. Coulent en pleurant. V. Victoire de l'Empire. Drape la belle Tahitienne. VI. Interroge. Lâché sur le coup. VII. Drôle de pistolet. Refus catégorique. VIII. Congédié. IX. Objet de la pensée. Très, très fin. X. Exprimait avec beaucoup de force. Belle Citroën. XI. Négation. Met le cruciverbiste en rogne. XII. Très souvent nécessaires pour atteindre le but.

Philippe Dupuis

Sudoku n° 12-310

Sudoku grid with numbers and empty cells.

Réalisé par Yan Georget

Solution du n° 12-309

Table with 9 columns and 9 rows showing the solution to the previous Sudoku.

Expert

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Euro Millions

Résultats du tirage du vendredi 28 décembre. 17, 24, 26, 27, 49, 3 et 5. Rapports : 5 numéros et 1 étoile : pas de gagnant ; 5 numéros et 2 étoiles : 351 110,30 € ; 5 numéros et 3 étoiles : 53 198,50 € ; 4 numéros et 1 étoile : 4 876,50 € ; 4 numéros et 2 étoiles : 232,70 € ; 4 numéros : 130,30 € ; 3 numéros et 1 étoile : 43,80 € ; 3 numéros et 2 étoiles : 13,90 € ; 3 numéros : 13,40 € ; 2 numéros et 1 étoile : 12,80 € ; 2 numéros et 2 étoiles : 7,10 € ; 2 numéros : 4,30 € ; 1 numéro et 1 étoile : 6,90 €.

Les résultats du Loto sont publiés dans nos éditions datées dimanche-lundi, mardi, mercredi et vendredi. Tous les jours Mots croisés et sudoku.

Advertisement for Le Monde Auditorium, a space for professional events.

Publication information for Le Monde SA, including editorial board, contact details, and subscription rates.

Advertisement for 'DEVENEZ INCOLLABLE SUR L'ACTUALITÉ' featuring various magazine covers like Sciences, Cultures, and Dossiers & Documents.

# Le cauchemar de Mark Zayyad



Lettre du Proche-Orient  
CÉCILE HENNIION

Comme beaucoup d'activistes syriens, il ne donnera pas sa véritable identité : « Vous pouvez m'appeler Mark Zayyad. Ma famille est originaire de Lattaquié, je suis né à Damas et j'ai grandi à Alep. » Mark est alaouite, tout comme la famille de Bachar Al-Assad et quelques gros bonnets du régime, ainsi que 10 % de la population. Mark est un activiste alaouite opposé au régime de Damas et, contrairement à un cliché largement répandu, ce n'est pas un cas isolé.

Dès 2004, alors étudiant en arts plastiques, il s'engage dans une association de jeunesse visant à promouvoir le développement culturel. Le jeune homme (il a 20 ans à peine) crée aussi son blog. Entre deux articles sur la peinture, il y commente la vie en Syrie et notamment les mouvements de la société civile du « printemps de Damas ». Pour lui et beaucoup d'autres,

le printemps vire à l'hiver. Entre 2004 et 2009, plus d'une centaine de « cyberactivistes » sont emprisonnés.

Une voiture des services de sécurité attendait Mark devant son université, en juin 2007. Il est incarcéré et interrogé durant 23 jours. « Je n'ai pas eu les ongles arrachés, mais j'ai été torturé à l'électricité, raconte-il sans ciller. On m'accusait de collusion avec des forces étrangères, d'affaiblir le moral de la nation, d'avoir insulté le président... autant de clichés qui résument bien la paranoïa du régime. »

Libéré, Mark poursuit ses activités « d'une façon plus prudente, dans le secret ». En mars 2011, la révolution éclate. « Selon moi, le moment n'était pas propice, dit-il. Les Syriens sont restés dans l'ignorance de la vraie nature de ce régime. Nous étions face à un ensemble de groupes mafieux concurrents aux ramifications

complexes, déterminés à s'allier pour garder le pouvoir. Personne en Syrie n'était prêt à affronter un tel monstre. Il était évident que ce régime réagirait de manière féroce. »

« A Alep, avec des camarades d'université, nous avons essayé de créer des mouvements, des débats, mais nous avons échoué. Les Aleppins avaient la ferme volonté de vivre tranquillement, ce que l'on peut comprendre. Les pouvoirs financiers de la ville se sont rangés aux côtés du régime par crainte du chaos. Avant 2012, la plus grosse manifestation n'a jamais rassemblé plus de cent personnes. »

« Comme de nombreux activistes syriens, je me suis ensuite opposé à la lutte armée. Nous pensions sincèrement qu'en poursuivant la lutte pacifique, nous aurions pu gagner notre liberté, alors que la confrontation militaire allait ruiner le pays. Ce qui s'est produit est plus dramatique encore. Les armes ont fait taire les voix modérées. La stratégie adoptée par l'Armée libre syrienne (ALS) s'est révélée destructrice et a contribué malgré elle à réaliser les desseins de division sectaire du régime. »

Il y a à Wadi Khaled, au nord du Liban, une famille de réfugiés syriens originaire de Tell Kalakh. La mère porte le deuil sur son visage quand elle évoque son mari, mort au combat. « Heureusement, dit-elle, qu'avant de tomber en martyr il a pu tuer plusieurs de ces salauds d'alaouites. Attendez ! Je vais vous montrer la vidéo. » Des images atroces de massacres visant l'une

ou l'autre des communautés syriennes comme celle-là, il en existe plein dans les téléphones portables des réfugiés.

« Quelle que soit la religion des victimes, ou celle des tueurs, c'est le régime qui est coupable, assène Mark. A Homs, le régime a arrêté une dizaine d'activistes alaouites dès les premières manifestations. Ils ont réapparu sous forme de cadavres – un chaos vendredi –, avec dans la poche un papier proclamant : "Nous sommes sunnites et nous allons tuer les alaouites." La manipulation était grossière mais elle a

« Les armes ont fait taire les voix modérées. La stratégie de l'ALS s'est révélée destructrice et a contribué malgré elle à réaliser les desseins de division sectaire du régime »

Mark Zayyad  
réfugié alaouite syrien

suffi, ici comme ailleurs, à semer la terreur et l'esprit de vengeance. »

« Les médias aussi sont responsables. Les statistiques montrent qu'au départ les chabbiha [à la solde du régime] n'étaient pas majoritairement alaouites. Dans les villes de Raqa, Idlib, Alep et quelques zones autour de Deir Ez-Zohr, ce sont les tribus qui ont participé aux tueries. Le visage des

chabbiha a été alaouite parce que les médias en ont décidé ainsi. Aujourd'hui, oui, on peut dire que les chabbiha sont tous issus des minorités. »

Mark a fui Alep. « Mon père, fonctionnaire, est assigné à résidence par le régime, tenu dans l'ignorance de tout ce qui se trame. Mon frère de 14 ans a été enlevé, il y a deux mois, par une brigade islamiste. Il est probablement mort. Je n'ai emporté avec moi que le souvenir de nos petites manifestations : elles rassemblaient des Aleppins de tous horizons – Arabes, Kurdes, Arméniens, chrétiens, sunnites, alaouites, druzes... Elles représentaient ce que nous étions vraiment, nous les Syriens. »

« Tout ça n'est plus. La campagne d'Alep s'est vidée de ses minorités. Le même phénomène se produit à Damas. Les chiites et les alaouites d'Idlib ou de Homs se sont réfugiés sur la bande côtière autour de Lattaquié et dans le Wadi Nasara, formant aujourd'hui le bastion prorégime. Ailleurs, le drapeau noir des salafistes règne. Ces répartitions démographiques en disent long sur la mentalité qui dirigera l'avenir de ce pays. Comment ne pas voir que la violence se poursuivra après la chute d'Assad ? Il y aura peut-être une solution, mais elle sera longue et douloureuse. Quelque chose qui ressemblera au fédéralisme... »

« Tout ça n'est plus, répète le jeune homme avec amertume. Ce n'est pas seulement le peuple syrien qui a été massacré, mais son identité, son âme. » ■

hennion@lemonde.fr

## Juste un mot | CHRONIQUE

PAR DIDIER POURQUERY



### L'humour (toujours l'humour)

Heureusement, 2012 s'achève... 2012 une année de « loose », ont dit certains, 2012 une année de blues, 2012 une année de bouse (pour paraphraser *Télérama*)... Les espérances déçues, les malentendus, la crise plus forte que prévu, tout cela – espèrent les optimistes – est dernière nous.

Sur le front du langage, 2012 est coïncée entre les mots d'une droite décomplexée et ceux d'une gauche qui ne l'est pas vraiment. Cela s'accompagne de conformismes divers et de litotes politiquement correctes ; le retour de ce qu'il faut dire ou ne pas dire (le retour du « Non, tu ne peux pas dire ça ») ; le « mariage pour tous » à la place du « mariage gay » ; la mode d'un certain vocabulaire bien-pensant avec son lot de « lien social », de « vivre-ensemble » et ce genre de phrases toutes faites. Mais bon, on dirait qu'il y a moins de cynisme. On l'espère, on l'espère...

Tout cela n'est pas très joyeux, je le reconnais, d'autant qu'on nous annonce une année 2013 forte en marasme économique et social.

Il est temps de réagir. Il est temps de rire un peu. Pour les étrennes, voici une idée de présent utile qui durera longtemps : *Le Dictionnaire amoureux de l'humour*, concocté – amoureuxment donc – par un orfèvre en la matière, Jean-Loup Chiflet (Plon). Je précise que ce monsieur n'est pas un copain, simplement un auteur prolifique qui a écrit 700 pages sur cette question vitale du rire juste, et si possible, élégant.

À l'époque du ricanement généralisé, des forçats du rire télévisé, de la rigolade institutionnalisée, Jean-Loup Chiflet a réalisé un travail de salubrité publique en mettant noir sur blanc tout ce qu'on doit savoir sur les mille facettes

de l'humour vrai. Galerie de portraits bien sûr, de Woody Allen à Vialatte, de P. G. Wodehouse à Robert Benchley, tant il est vrai que l'humour anglais est essentiel ; mais aussi recueil d'essais thématiques à se tordre sur le nonsense, le canular, l'humour docte, etc.

On y trouvera également un stock suffisant de citations amusantes, voire très drôles, pour entamer l'année 2013 de belle humeur. Quelques exemples parmi les centaines qu'offre ce salubre ouvrage (et que vous pourrez placer dans la conversation du réveillon – merci ?)...

« Certains hommes parlent pendant leur sommeil. Les conférenciers parlent pendant le sommeil des autres » (Alfred Capus) ; « Je

On nous annonce une année 2013 forte en marasme économique et social. Il est temps de réagir

suis allé à une conférence sur l'éjaculation précoce. Je suis arrivé cinq minutes en avance... mais c'était déjà fini » (Bert Parson) ; « Un vrai gentleman, c'est celui qui sait jouer de la cornemuse mais qui ne le fait pas » (Th. Beecham) ; « La nuit dernière, il y avait une femme qui n'arrêtrait pas de frapper à la porte de ma chambre d'hôtel. Finalement je l'ai laissée sortir » (Groucho Marx) ; « Il y a trois sortes de mensonges : les mensonges, les gros mensonges et les statistiques » (Mark Twain) ; « Mon voisin a un pacemaker qui est mal réglé. Quand il fait l'amour, ça ouvre la porte de mon garage » (anonyme).

Merci, Jean-Loup Chiflet, et bonne année 2013. ■

Le Monde.fr présente M Emploi



Boostez  
votre carrière avec  
Le Monde | monster

Decouvrez notre nouvelle chaîne

LeMonde.fr/emploi

L'actualité du marché de l'emploi, la gestion de carrière, le management et toutes nos offres d'emploi.

Le Monde | INTERNET  
MOBILE  
TABLETTE  
QUOTIDIEN  
MAGAZINE

A ne pas manquer sur LeMonde.fr

Portfolio 2012 Une rétrospective en photos

Conflits, catastrophes naturelles, tueries, crise, procès, mais aussi victoires, célébrations et avancées scientifiques : certaines images se sont imposées dans la presse et sur les réseaux sociaux comme les plus emblématiques des moments forts de l'année. LEMONDE.FR vous propose de faire le tour de ces événements marquants en 30 photographies. <http://www.lemonde.fr/international/portfolio/2012>